

Les tensions entre les Etats-Unis et leurs partenaires

L'égoïsme sacré

Bien que diplomate, M. Shultz ne mâche pas ses mots pour critiquer la vente par son pays à l'URSS de 4 millions de tonnes de blé subventionné. Le secrétaire d'Etat avait déjà qualifié ce projet de « ridicule ». Il répète qu'il n'y voit aucun avantage, et observe que les Soviétiques doivent « jouer sur » en constatant qu'ils vont payer le blé qui leur est livré moins cher que les consommateurs américains.

Il n'est pas d'usage que les membres du gouvernement américain critiquent publiquement et si sévèrement une décision du président, après que celle-ci ait été arrêtée - comme c'est le cas depuis le 1^{er} août pour les ventes de blé à l'URSS. Mais la grande colère de M. Shultz illustre les contradictions de plus en plus flagrantes entre les aspects intérieurs et extérieurs de la politique de M. Reagan.

Des élections auront lieu en novembre aux Etats-Unis. Le vote des Etats du Midwest pour les républicains, s'ils veulent conserver le contrôle du Sénat. Tant pis, donc, pour les principes du libéralisme, théoriquement chers à M. Reagan : d'un côté, on veut une politique étrangère de fermeté, de l'autre, on veut des élections qui soient une victoire pour les républicains.

Le fait que ces préoccupations électoralistes aboutissent, comme le note le « Wall Street Journal », à « faire plaisir à M. Gorbatchev » n'est qu'un des paradoxes de cette affaire. Ce n'est pas, semble-t-il, celui qui inquiète le plus le chef de la diplomatie américaine.

Car la décision de M. Reagan risque d'avoir des conséquences beaucoup plus graves sur les relations entre les Etats-Unis et leurs alliés à travers le monde. D'autant que le même esprit protectionniste a déjà joué pour d'autres productions - le sucre, par exemple, au détriment des Philippines. S'agissant du blé, le coup est durement ressenti en Argentine, où l'on a déjà fait savoir que la décision américaine pourrait conduire le gouvernement à cesser le remboursement de sa dette extérieure.

Les réactions sont vives également au Canada et, plus encore, en Australie, grosse exportatrice de céréales, où ce qui est considéré comme une opération de concurrence déloyale alimente un courant d'opinion déjà critique à l'égard des obligations imposées par l'alliance avec les Etats-Unis.

A Bruxelles, le dernier geste du président américain suscite d'autant plus de morosité que les hostilités commerciales étaient déjà bien engagées avec les Etats-Unis, en particulier au sujet des agrumes en provenance des pays méditerranéens de la Communauté. Les négociations du dernier week-end sur ce sujet n'ayant donné aucun résultat, les responsables de la CEE n'excluent pas une escalade du conflit.

Pour respectable que soit le souci de M. Reagan de ne pas abandonner ses fermiers à leur triste sort, le résultat n'en est pas moins que les Etats-Unis font, une fois de plus, passer leurs intérêts immédiats avant ceux de leurs amis, ces derniers fussent-ils en difficulté. L'égoïsme sacré est, certes, la loi de la politique : il n'en oblige pas moins à réfléchir sur la véritable cohésion des alliances...

Bonn dénonce les « exigences » économiques de Washington

Dénonçant les « exigences accrues » de Washington, le ministre allemand des finances, M. Stoltenberg, a, le 5 août, mis en garde les Etats-Unis contre une chute excessive du dollar et a exclu toute relance « artificielle » en RFA.

Le temps de l'irritation discrète paraît révolu en RFA. Après avoir résisté courtoisement aux appels de plus en plus pressants des Etats-Unis en faveur d'une relance de la croissance allemande, les responsables de Bonn ont décidé de rompre la douce torpeur estivale et d'adopter un ton nettement plus polémique à l'égard de leur encombrant partenaire américain.

Stigmatisant la « mauvaise analyse » de la réalité allemande faite par Washington, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, n'a pas hésité, le 5 août, à jouer les donneurs de leçons et à souligner les risques inflationnistes d'une chute excessive du dollar, ajoutant pour ne laisser aucun doute planer sur son opinion à l'égard de la politique américaine : « Une dévaluation est toujours une défaite pour un pays ».

On est loin du consensus qui avait permis d'engager une baisse.

concertée du dollar, le 22 septembre 1985, à New-York.
FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 17.)

Procédure judiciaire contre M. Nucci



(Lire nos informations page 7.)

Mainmise du parti, « nouvelle pensée politique »

Le new-look de la diplomatie soviétique

Les diplomates, soviétiques comme étrangers, ne reconnaissent plus leur « MID » - le ministère soviétique des affaires étrangères - qui a plus changé sous le règne de M. Gorbatchev que n'importe quelle autre branche du gouvernement.

par MICHEL TATU

En huit mois, les changements à la tête de la diplomatie ont été à eux seuls ceux qui s'étaient produits pendant les dix années précédentes : six nouveaux vice-ministres (les deux tiers), deux nouveaux premiers vice-ministres (la totalité), une cascade de remaniements dans les services et à la tête des principales ambassades.

Si l'on y ajoute les quelques remaniements auxquels avait déjà procédé Andropov, c'est d'un renouvellement total qu'il s'agit. Le seul vice-ministre des affaires

étrangères encore en fonctions depuis la période Brejnev est l'octogénaire Léonide Ilitchev, l'ex-idéologue qui semble conserver - mais pour combien de temps encore ? - la responsabilité des négociations avec la Chine. Autant dire que le père de l'instigation, André Gromyko, ne reconnaît pas, lui non plus, son enfant. Et ce n'est pas par hasard que celui qui voulait rentrer dans l'histoire, après vingt-neuf ans de règne, comme le Metternich de la diplomatie soviétique n'a pas été invité à la grande réunion de tout l'appareil international du gouvernement et du parti qui a marqué, à la fin mai, le nouveau départ.

Le changement a été surtout institutionnel, avec le retour du MID dans son entier sous le contrôle du parti et de ce qui doit être l'organe suprême de décision en toute matière : le Politburo et le secrétaire général. Au fil des ans, et surtout à partir des der-

nières années de Brejnev, M. Gromyko avait pris l'habitude de décider souverainement de tout, ne consultant ses pairs que pour la forme. Tout cela est terminé, dit-on maintenant dans les milieux diplomatiques soviétiques, et le rôle de M. Dobrynine, nouveau secrétaire du parti et chef de son département international, est précisément d'y veiller.

Les plus récents visiteurs officiels occidentaux à Moscou confirment cette interprétation. Selon l'un d'eux, le nouveau ministre, M. Chevardnadze, n'est pas le personnage sans relief que l'on présente parfois, mais, tout membre du Politburo qu'il est, il se borne essentiellement à exécuter les directives de son vrai patron, M. Gorbatchev. Quant à M. Dobrynine, il est le conseiller principal du secrétaire général, auquel il apporte sa longue expérience et sa connaissance des dossiers. Sorte de concepteur - à la Kissinger - (lui aussi a été

impressionné par l'exemple du « cher Henry » qu'il a longtemps fréquenté pendant ses années à Washington), il centralise les études et propose des options sur les décisions à prendre à M. Gorbatchev et au Politburo, dont il n'est pas membre.

Une situation qui pourrait engendrer des conflits à terme, d'autant que M. Dobrynine semble avoir aussi la haute main sur les nominations dans l'appareil diplomatique et le service ad hoc du parti, que dirige M. Tchervonenko, ancien ambassadeur en France. Si M. Dobrynine, un homme qui parle plutôt mal l'anglais, a été choisi pour lui succéder à l'ambassade de Washington, c'est tout simplement, rapporte-t-on, parce que le nouveau Kissinger soviétique entendait garder pour lui les relations avec les Etats-Unis : il ne voulait pas d'un nouveau Dobrynine à Washington...
(Lire la suite page 4.)

Une ordonnance acceptée par M. Mitterrand

Le gouvernement développe le travail temporaire

M. Alain Juppé a indiqué mercredi 6 août, à la sortie du conseil des ministres, que l'ordonnance « sur les facilités d'embauche », sur les contrats de travail à durée déterminée, sur le travail temporaire et à temps partiel, sera signée rapidement par le président de la République.

Selon le porte-parole du gouvernement, cette ordonnance examinée par le Conseil des ministres n'a posé « aucun problème ». Le président de la République, selon

M. Juppé, a indiqué que ce texte « semblait aller dans le bon sens ». L'ordonnance va permettre au législateur de la formule du travail temporaire, intérim et contrats à durée déterminée.

Au cours du conseil, le président a indiqué qu'il avait été informé du fait que cette ordonnance ne remet pas en cause les protections individuelles créées en 1982, en particulier l'égalité de traitement avec un salarié permanent de même qualification. L'octroi d'une indemnité de départ et la nécessité d'un contrat écrit. M. Mitterrand a pris acte de la préoccupation du ministre des affaires sociales, M. Séguin, qui a évoqué le risque de « précarisation » de l'emploi pour souligner aussitôt qu'il s'emploierait à y faire face.

Compte tenu de ces précisions, M. Mitterrand a considéré que cette ordonnance ne soulevait pas a priori d'objection de sa part mais qu'il en regarderait les détails attentivement.

(Lire nos informations page 20.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

Les années en béton

PAGE 16

La riposte de Pretoria

Mesures de représailles économiques contre la Zambie et le Zimbabwe.

PAGE 3

Le 49-3 à répétition

Pour la cinquième fois, le gouvernement a engagé sa responsabilité afin de faire adopter le projet de loi sur la « liberté de communication ».

PAGE 5

Le statut des cheminots

Le ministre des transports souhaite l'ouverture d'une discussion sur un régime datant d'une autre époque.

PAGE 17

L'Albanie désenclavée

Le pays est désormais relié, à travers la Yougoslavie, au réseau ferré européen.

PAGE 4

La « bavure » de Fontenay-sous-Bois

La reconstitution n'a pas permis de trancher entre la thèse de la police et celle de la famille de la victime.

PAGE 7

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Cuisine et musées de France

Pages 9 à 13

Le sommaire complet se trouve page 20

Trucages dans le loto sportif en Italie

Les ripoux du Totocalcio

Le « procès » du scandale du « totocalcio » organisé par les instances professionnelles du football italien s'est achevé le mardi 5 août à Milan. Les sanctions sont sévères. Udinese et Vicenza sont relégués en deuxième division. Le Lazio de Rome de deuxième en troisième. Des suspensions de quatre mois à quatre ans ont été infligées à quinze dirigeants et joueurs impliqués dans les matches truqués.

ROME de notre correspondant

Le football italien, qui fait la pause entre la fin du Mondial et la reprise du championnat en septembre, n'a jamais autant fait parler de lui : comme si, même durant les vacances, il fallait assurer leur drogue aux « tifosi ».

Il y eut tout d'abord une polémique autour de l'insuffisante prestation à Mexico de l'équipe

nationale. « Vous nous donnez envie de vomir », lisait-on sur une des banderoles du « comité d'accueil » au retour des joueurs. Quelqu'un devait, bien entendu, payer : ce fut Enzo Bearzot, l'entraîneur national. L'homme qui avait dirigé en 1982 la « squadra », vainqueur du Mondial, a été remplacé le 2 août par Azeglio Vicini.

Quant aux champions du monde de 1982, leur lustre a été un peu terni ces derniers jours. Les vingt-deux joueurs sélectionnés avaient profité de la « couverture » involontairement offerte par M. Sandro Pertini, qui les avait ramenés d'Espagne à bord de son avion présidentiel, pour faire passer clandestinement chacun... l'équivalent de 2 millions de francs, généreusement accordés par la maison d'équipement sportif dont ils portaient le maillot. Tous ont été inculpés.

Le mardi 5 août enfin, est survenu l'épilogue provisoire d'une

affaire de paris clandestins : le jugement prononcé par la profession à l'encontre d'équipes, de joueurs, d'entraîneurs et de dirigeants ayant été mêlés à des « trucages » de parties. Sept équipes ont fait l'objet de rétrogradations d'une division à l'autre ou au sein de leur propre division. Une quinzaine de suspensions, allant de quelques mois à cinq ans, ont été prononcées à l'encontre de professionnels.

A la différence du précédent grand « procès » similaire, aucun joueur de premier plan n'est cette fois visé. En 1980, l'avant-centre Paolo Rossi, entre autre vedettes, avait été radié pour trois ans.

Le procès qui vient de s'achever a été mené selon les formes juridiques traditionnelles avec audiences, réquisitoires et plaidoiries. Il a été organisé à grands frais dans un hôtel de Milan.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 8.)

L'Éducation

DOSSIER PRATIQUE

LES COURS DE RATTRAPAGE POUR L'ÉTÉ

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1986
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكنا من العمل

2 Le Monde • Jeudi 7 août 1986

Etranger

CHINE : Selon M. Deng Xiaoping

Le discours de M. Gorbatchev comporte des « éléments positifs »

M. Deng Xiaoping a déclaré mardi 5 août que le discours de Mikhaïl Gorbatchev préconisant une amélioration des relations entre la Chine et l'URSS contenait des « éléments positifs », ajoutant que la Chine devait l'étudier soigneusement, a-t-on indiqué de source japonaise à Pékin. Ces informations font suite à la rencontre, mardi, entre M. Sasuma Nakaido, proche conseiller du Parti libéral démocrate au pouvoir au Japon, d'une part, et MM. Deng Xiaoping et Hu Yaobang, secrétaire-général du Parti communiste chinois, d'autre part. L'entretien a eu lieu à Beihai, station balnéaire du nord de la Chine. M. Hu, toujours selon les Japonais, a déclaré que le discours de M. Gorbatchev à Vladivostok contenait des « éléments positifs ». Pour sa part, M. Deng Xiaoping y a décelé des « éléments positifs ». Selon lui, les trois obstacles s'opposant à une normalisation des rapports sino-soviétiques (présence militaire soviétique en Afghanistan, soutien soviétique à l'occupation du Cambodge par le Vietnam et concentration de forces soviétiques le long de la frontière chinoise), ne sont pas levés. — (Reuters.)

La nécessité des réformes politiques

Pékin (AFP). — Des réformes politiques sont nécessaires pour garantir le succès des réformes économiques, mais elles ne doivent en aucun cas porter atteinte au système socialiste, viennent d'affirmer deux responsables chinois.

Le vice-premier ministre Tian Jiyun, cité mardi 5 août par l'agence Chine nouvelle, a déclaré : « Nous allons établir un plan de réformes (politiques) après enquête et après avoir sollicité les opinions de toutes les sources », ajoutant cependant : « la réforme du système politique en aucun cas ne signifie la négation du système socialiste de notre pays ».

« La réforme politique sera conduite par une direction unifiée et d'une façon planifiée et progressive », a expliqué M. Tian, également membre du bureau politique du PCC, lors d'une conférence nationale sur les finances. Pour lui, ces réformes doivent servir à « perfectionner et renforcer » le système socialiste.

Le président de l'Assemblée nationale populaire, numéro quatre du régime, a de son côté affirmé que le système politique actuel ne correspondait pas entièrement aux besoins du développement économique et que la Chine entreprendrait des réformes dans ce domaine étape par étape. « Des erreurs peuvent survenir au cours des réformes »,

JAPON

Les déboires d'un missionnaire français

Tokyo (AFP). — Le gouvernement japonais a refusé un permis de retour à un missionnaire français qui voulait quitter le Japon pour assister aux obsèques de sa mère, a déclaré mardi 5 août ce père à l'AFP.

Le Père Constant Louis, cinquante-neuf ans, a précisé que les autorités avaient décidé de ne pas lui accorder l'autorisation de rentrer au Japon, où il vit depuis trente ans, à cause de son opposition à une loi obligeant les résidents étrangers à donner leurs empreintes digitales. Certains, comme le Père belge Etienne de Guchteneere ou le Français Edouard Brzostowski, ont cédé pour obtenir la prolongation de leur permis de séjour.

L'an dernier, treize mille étrangers avaient temporairement refusé de renouveler l'empreinte de leur index gauche comme l'exige la loi tous les cinq ans. La majorité des protestataires sont des Coréens qui représentent quelque sept cent mille des huit cent mille résidents étrangers au Japon (le Monde des 21-22 juillet et 21 décembre 1985).

Selon le Père Louis, un autre prêtre français opposé à la loi,

EGYPTE

M. Bush a déçu l'attente des dirigeants du Caire

LE CAIRE
de notre correspondant

Le vice-président américain M. George Bush, a quitté Le Caire le mardi 5 août sans être parvenu à concrétiser le souhait de Washington de voir l'Egypte et Israël parvenir à un accord sur la question du litige frontalier de Tabas. La signature d'un document sur les conditions d'un arbitrage international concernant la plage de 1 kilomètre carré aurait couronné de succès la visite en Egypte de M. Bush. Toutefois les efforts déployés par les Américains pour résoudre le litige par la médiation ont été jugés insuffisants par les dirigeants égyptiens et israéliens.

Côté égyptien on est plus réservé. « Les négociations sont dans leur stade final, mais certains points importants nécessitent encore des entretiens avant la signature officielle d'un accord », indique, ce mercredi 6 août, le quotidien égyptien Al-Ahram. Le journal officiel ne fixe aucun délai mais souligne que « l'aide des Etats-Unis sera déterminante pour résoudre les dernières questions en suspens ». Cela équivaut à renvoyer la balle dans le camp américain, qui jusqu'à présent n'a pas répondu favorablement aux appels du Caire pour une assistance économique accrue en cette période de crise due à la mévente du pétrole.

Le président Mubarak qui a consacré la majeure partie de son long tête-à-tête avec M. Bush, le mardi 4 août, aux difficultés économiques de l'Egypte, a sans doute été déçu par la réaction de son hôte. Le vice-président américain a, en effet, déclaré au terme de l'entretien, que « les Etats-Unis avaient certaines difficultés à accroître leur aide économique à l'Egypte ». Le Caire avait demandé à Washington de restructurer son aide civile de manière à faire passer la part de liquide de 150 millions de dollars à 500 millions et de réduire les taux d'intérêt sur la dette militaire de 4,6 milliards de dollars. « M. Bush a d'autre part ajouté que, les Etats-Unis ne [pouvaient] pas d'un claquement des doigts pousser le Fonds monétaire international à assouplir ses conditions à l'égard de l'Egypte ». Le responsable américain a toutefois indiqué qu'il informera dès son retour à Washington le président Reagan et le secrétaire au Trésor, M. James

Baker « de la situation économique de l'Egypte ».

Dans ces conditions, signer un accord sur Tabas signifierait, pour Le Caire, perdre un atout majeur. Le raisonnement est simple : la normalisation des relations avec Israël, notamment l'envoi d'un ambassadeur égyptien à Tel-Aviv, soustrait l'Egypte aux pressions américaines, à la solution du litige frontalier de Tabas. Accéder à la requête américaine sans contrepartie ne servirait donc qu'à se braver à nouveau avec la majorité des pays arabes pour une petite plage qui ne passionne même pas l'opinion publique égyptienne.

Une « plate-forme commune »

Faisant le bilan de sa tournée en Israël, en Jordanie et en Egypte, le vice-président américain a indiqué dans un communiqué lu avant son départ du Caire que ses entretiens avec les responsables de ces pays ainsi qu'avec « de nombreux Palestiniens » lui avaient permis de dégager « une plate-forme commune pour l'instauration d'une paix juste et durable dans la région ». Selon M. Bush, les points d'accord sont les suivants : « La paix ne peut être réalisée qu'à travers des négociations débouchant sur des traités de paix garantissant le droit de tous les Etats et peuples de la région à vivre en paix et en sécurité. Ces négociations doivent prendre en considération les besoins israéliens en matière de sécurité ainsi que les aspirations du peuple palestinien. La question palestinienne doit être résolue sous tous ses aspects dans le cadre d'une relation entre la Jordanie, la Cisjordanie et Gaza sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies ». Le vice-président américain a, par ailleurs, ajouté que les Etats-Unis étaient favorables à des négociations directes entre les parties au conflit du Proche-Orient, soulignant toutefois qu'il [reconnait] « que des négociations directes [pourraient] mener à l'organisation d'un forum international ou d'une conférence conçue de manière à permettre un progrès et non une paralysie, un accord et non un délit ».

Il a enfin implicitement accepté le principe d'une présence soviétique dans le cadre d'une telle conférence en estimant que « les membres du Conseil de sécurité des Nations unies pourraient y participer ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ISRAËL

Tout contact avec l'OLP est désormais passible de prison

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Finies les rencontres entre Yasser Arafat et des Israéliens d'extrême gauche ? A l'issue d'une séance marathon qui s'est prolongée tard dans la nuit, la Knesset a finalement adopté, mercredi 6 août, deux textes qui depuis des mois font l'objet de difficiles tractations entre les différents partenaires du gouvernement d'union nationale : la loi interdisant tout contact avec l'OLP et la loi antiraciste.

C'est le Likoud qui avait établi un lien entre ces deux textes en subordonnant son soutien à la loi antiraciste à l'adoption d'une loi interdisant tout contact avec l'OLP, plaçant ainsi les travailleurs dans une position délicate. Le premier ministre, M. Shimon Peres, a cependant donné son aval au texte revu et corrigé qui était approuvé par la Knesset. La nouvelle loi prévoit une peine allant jusqu'à trois ans de prison pour tout Israélien qui rencontre délibérément un membre d'une instance dirigeante de l'OLP (le texte précise : « Un responsable, un membre du conseil palestinien ou un représentant officiel »). Certaines réserves ont malgré tout été prélevées. La loi n'est pas applicable s'il s'agit de rencontres « familiales » à l'étranger ou si la rencontre avec un dirigeant de l'OLP a lieu à l'occasion d'une conférence de presse ou d'une conférence internationale.

Cette loi a été adoptée par 47 voix contre 25. Plusieurs députés travaillistes n'ont pas participé au scrutin en huit ont voté contre. Parmi eux,

le professeur de droit, M. David Libai, pour qui « il s'agit d'une loi digne d'un pays qui nie les droits de l'homme ». Le député du Likoud, M. Dan Meridor, s'est en revanche félicité d'un texte qui « contribue à briser la légitimité de l'OLP ».

La loi antiraciste

Quant à la loi antiraciste adoptée par la Knesset (par 57 voix contre 28 et 7 abstentions), elle a été quelque peu édulcorée à la demande des partis religieux. Le texte était en chantier depuis l'élection il y a deux ans à la Knesset du rabbin raciste Meir Kahane. Il prévoit toute forme de persécution contre des personnes en raison de leur couleur, leur appartenance à une race ou leur origine ethnique. Cependant, les citations de certains livres sacrés et religieux (contenant des formules qui peuvent être considérées comme racistes) ne tombent pas sous la coupe de cette loi à moins de prouver que ces livres sont utilisés à des fins racistes.

Plusieurs députés de gauche ont préféré voter contre ce texte. Alors qu'à la surprise générale le rabbin Kahane a levé le main en sa faveur provoquant un indéniable décalage. Le président de la Knesset, M. Shimon Hillel, qui depuis des mois mène une campagne contre le rabbin Meir Kahane, s'est néanmoins félicité qu'une loi antiraciste « malgré ses imperfections ait été approuvée », et il a exprimé l'espoir que cette loi « serve de norme en Israël ».

(Interim.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Offensive soviétique contre la guérilla à l'ouest de Kaboul

Kaboul. — Des milliers de soldats soviétiques équipés d'armements lourds et appuyés par l'aviation ont lancé la semaine dernière une grande offensive contre la guérilla à l'ouest de Kaboul, ont affirmé mardi 5 août des diplomates occidentaux à Kaboul.

« Toute la région est le théâtre de sérieux combats », ont-ils affirmé. Selon eux, quelque quatre mille soldats soviétiques ont pris part à l'attaque. La plus importante bataille s'est déroulée dans la nuit du 28 au 30 juillet. Les Soviétiques ont fait usage d'avions SU-26.

Par ailleurs, selon des récits de voyageurs, une importante bataille a eu lieu à mi-juillet dans le principal bastion de la guérilla dans le sud. Des tirailleurs y auraient fait vingt-cinq tués dans la population civile. Des combats ont également eu lieu à Herat (ouest), où les résistants ont tenu la semaine dernière une ambassade à un convoi de troupes soviéto-afghanes. — (AFP.)

Chypre

La République turque du Nord en crise

L'un des partis membres de la coalition au pouvoir dans la République turque de Chypre du Nord, le Parti de la libération communautaire (TKP), s'est retiré mardi 5 août du gouvernement. Cette défection risque d'entraîner la démission du gouvernement, désormais minoritaire, et la convocation d'élections anticipées. La République turque de Chypre du Nord (RTCN), auto-proclamée en 1983 dans la zone de l'île occupée par l'armée turque, n'est pas reconnue par la communauté internationale, hormis par le régime d'Ankara. Lors de la visite du premier ministre turc, M. Turgut Ozal, en juillet, le chef du gouvernement de la RTCN, M. Darvish Eroglu, chef du Parti d'Union nationale (droite), avait présenté un programme économique libéral prévoyant notamment la privatisation d'une partie du secteur public. Les syndicats de gauche avaient alors organisé une grève générale le 23 juillet, et c'est pour protester contre ces nouvelles orientations économiques que le TKP a quitté la coalition. — (AFP.)

El Salvador

Des officiers liés aux « escadrons de la mort » entraînés aux Etats-Unis ?

Selon la chaîne de télévision américaine CBS, trois officiers de l'armée salvadorienne, liés aux « escadrons de la mort » d'extrême droite, auraient suivi un entraînement antiterroriste aux Etats-Unis. Ils auraient, selon CBS, été reçus en juillet dans un camp de la police de Phoenix, dans l'Arizona, dans le cadre du programme d'aide antiterroriste destiné aux forces des pays amis des Etats-Unis.

Les trois officiers seraient le colonel Hernandez, commandant en chef adjoint de la garde nationale, le colonel Jose Adolfo Medrano et le commandant Baltazar Lopez, également de la garde nationale. La CBS cite des sources proches des services de renseignement salvadoriens et américains pour justifier ses accusations. — (Reuters.)

Haïti

Les Etats-Unis envisagent de renforcer l'armée haïtienne

Washington (AFP). — Le département d'Etat a annoncé le mardi 5 août qu'une délégation composée de onze experts du Pentagone était arrivée en Haïti pour évaluer « les besoins actuels et à long terme des forces armées haïtiennes ». Cette mission, selon le porte-parole du département d'Etat, pourrait déboucher sur un programme d'aide et d'entraînement « de l'armée haïtienne afin de renforcer son « professionnalisme » et la « soutien institutionnel » qu'elle apporte au processus démocratique.

Aucune décision concrète n'a encore été adoptée à Washington, mais les Etats-Unis étudient toutes les possibilités d'assistance à Haïti. Selon M. Redman, le porte-parole du département d'Etat, l'aide militaire américaine à ce pays ne représente encore 1 % du total de l'assistance approuvée pour l'exercice fiscal en cours.

Commentant cette mission du Pentagone, le New York Times se fait l'écho des inquiétudes des groupes américains et haïtiens de défense des droits de l'homme, selon lesquels un renforcement des forces armées haïtiennes pourrait faciliter le retour à des méthodes répressives de gouvernement.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 695772 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Jacques Fauriol

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauters

Rédacteur en chef : Daniel Verneil

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 486 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Chili, 200 pesos ; France, 1,20 F ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Japon, 3.400 ¥ ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Thaïlande, 1,60 T. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,80 \$.

LE MONDE diplomatique

AOUT 1986

DOSSIER

Industrie automobile : bouleversements en chaîne

En vente chez tous les marchands de journaux.

هكذا امنا الوطن

Afrique

TUNISIE : la lutte contre l'intégrisme

Une importante maison d'édition mise sous scellés

TUNIS
de notre correspondant

Les locaux d'une des principales maisons d'édition de Tunisie, les Editions Boudalme, ont été mis sous scellés mardi 5 août à la suite d'une perquisition effectuée par les services de police dans le cadre d'une enquête sur la diffusion d'ouvrages à vocation fondamentaliste et intégriste.

Quelque 150 000 exemplaires, dont un grand nombre imprimés sans le visa légal, ont été saisis. Dans cette collection, on trouve des biographies de Hassan El Banna, fondateur des Frères musulmans, et d'autres chefs de mouvements religieux, des fascicules exposant, à partir du Coran, la théorie du « Djihad », des pamphlets contre « les incroyants » etc. L'enquête qui se poursuit doit notamment déterminer dans quelle mesure ces publications ont pu bénéficier de l'aide de l'Etat en matière d'assistance à l'édition (compensation sur l'encre, sur le papier, garantie d'une vente minimale) et, dans l'affirmative, elle pourrait alors remonter jusqu'au ministre des affaires culturelles dont le responsable a été remplacé sans explication il y a quelques mois.

Les Editions Boudalme s'étaient déjà distinguées il y a plusieurs années par une réédition des « Protocoles des Sages de Sion » (1), largement diffusés à l'époque nazie, mais que les autorités tunisiennes avaient très vite interdites à la vente. Au printemps dernier, la même maison avait aussi touché de ses publications la Foire du livre, à la grande irritation, dit-on, du président Bourguiba.

De tout temps soucieux de concilier islam et modernisme, traditions

et progrès et de maintenir à son pays l'image de tolérance confessionnelle qu'il a su lui forger, M. Bourguiba se montre préoccupé actuellement, devant ses visiteurs, par une montée de l'intégrisme dont il se dit convaincu. Dans les milieux politiques, on ne cache pas sa volonté de faire procéder à un contrôle plus accablant des diverses manifestations qui, même sous le couvert culturel ou religieux, peuvent favoriser le prosélytisme de certains courants extrémistes dont les adeptes n'hésitent pas à prôner la violence. Le retour de la direction du culte — qui dépendait du premier ministre — au ministère de l'Intérieur et l'enquête en cours dans les milieux de l'édition sont déjà significatifs de ces regains de vigilance.

L'affaire du groupe de Tunisiens récemment condamnés par le tribunal militaire, dont le chef, exécuté la semaine dernière (le Monde du 2 août), se réclamant de l'idéologie du Djihad islamique, et les récentes attaques de policiers de faction devant des bâtiments diplomatiques par des inconnus cherchant à s'emparer de leurs armes auraient particulièrement sensibilisé le chef de l'Etat. Et, aujourd'hui, disent ses proches, il entend non seulement s'opposer à « un retour à l'obscurantisme » mais éviter surtout au pays de verser dans l'insécurité.

Mais, pour bon nombre de Tunisiens, encore faudrait-il que cette fermeté ne s'exerce pas aux dépens des libertés publiques fondamentales garanties par la loi.

MICHEL DEURÉ.

(1) Faux fabriqué jadis par la police tsariste en Russie pour justifier les pogroms (NDLR).

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : Après le mini-sommet du Commonwealth

Mesures de représailles commerciales contre la Zambie et le Zimbabwe

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, ne comprend pas pourquoi le monde s'acharne sur son pays. Il ne comprend pas pourquoi les nations occidentales veulent imposer des sanctions contre Pretoria, pour que le gouvernement abolisse l'apartheid, alors qu'il est disposé à le faire et qu'il a déjà « supprimé ou modifié au cours des derniers mois des dizaines de textes discriminatoires ».

Parlant au cours d'une conférence de presse, mardi 5 août, de l'attitude de six des sept membres du Commonwealth réunis à Londres pour le mini-sommet (le septième étant la Grande-Bretagne), M. Botha a affirmé : « Ils ne s'intéressent pas au partage du pouvoir, à la disparition de l'apartheid, à l'extension de la démocratie, à l'amélioration de la condition des Noirs. Ils doivent avoir un calendrier caché et nous n'en connaissons pas la teneur. C'est tout simplement impossible pour le gouvernement sud-africain de croire qu'ils agissent dans un but de moralité. Le gouvernement croit fermement que le monde — à l'exception de M. Reagan, de M. Thatcher, du chancelier Kohl et du premier ministre portugais — n'est pas vraiment intéressé par le processus d'extension de la démocratie. Je crois en la démocratie et je peux certainement assurer que nous voulons créer une nouvelle Afrique du Sud, basée sur des valeurs et des concepts fondamentaux auxquels souscrivent les nations civilisées à travers le monde ».

Le chef de la diplomatie de Pretoria a aussi eu le temps de souligner la « manière irrationnelle et cynique » avec laquelle ont agi les chefs d'Etat du Commonwealth. Il a laissé enten-

dre que si le gouvernement cédait aux exigences actuellement formulées, c'est-à-dire la libération inconditionnelle de Nelson Mandela et la légalisation de l'ANC (Congrès national africain), d'autres exigences suivraient, assorties d'autres menaces de sanctions. Un enchaînement fatal, qu'il convient donc de briser dès maintenant. « Nous montrerons au monde, a-t-il indiqué, que nous ne sommes pas prêts à remettre le futur de ce pays entre ses mains : nous ne sommes pas prêts à ce que des dirigeants qui gouvernent leur pays de manière répressive nous disent comment bâtir une nouvelle Afrique du Sud ».

M. Botha ne comprend pas ce qu'il a qualifié de « vendetta » accusant le monde d'« assister les instigateurs de la violence, pour aboutir à leurs objectifs » : s'emparer du pouvoir. Il ne voit pas en quoi les sanctions vont améliorer la condition des Noirs ; il a une nouvelle fois brandi la menace du renvoi des travailleurs étrangers chez eux. Fustigeant la position des dirigeants du Zimbabwe et de la Zambie, MM. Robert Mugabe et Kenneth Kaunda, qui ont insulté, a-t-il déclaré, M. Thatcher, il les a mis au défi de prendre l'initiative de sanctions obligatoires et complètes contre Pretoria.

Y aura-t-il des représailles ? M. Botha a reconnu qu'il avait déjà décidé d'instaurer une taxe sur les importations ou les exportations de ces deux pays qui transitent par l'Afrique du Sud. Il a également annoncé que l'institution de licences d'importation « pour protéger notre industrie » était à l'étude et que des mesures de contrôle plus strictes aux frontières seraient appliquées, « si la sécurité se détériore ».

Prêt aux « sacrifices »

Pretoria ne capitulera pas devant le monde occidental et le gouvernement est prêt à faire comprendre à ses voisins qu'il dispose de moyens de faire entendre sa voix. « Notre peuple, a dit M. Botha, est prêt à faire des sacrifices ; cela n'a pas d'importance que cela prenne dix, vingt, trente ans ou plus ; au bout du compte, ce seront les Sud-Africains qui décideront autour de la table de négociations des structures constitutionnelles du pays et pas l'OUA, pas le Commonwealth, dont une majorité de pays aux régimes les plus répressifs du monde ».

Le ministre des affaires étrangères espère qu'un jour le bon sens prévaudra, que le patriotisme prendra le dessus, qu'un accord se fera avec les Noirs. Mais, a-t-il déclaré, « ce serait une tragédie si cela se produisait au moment où nous aurons moins d'argent pour réaliser nos nouveaux projets ».

M. Botha reconnaît ainsi que les sanctions peuvent affaiblir le pays. Il a admis que, bien qu'ayant « les moyens de circonvenir les sanctions », l'Afrique du Sud est prête « à une baisse du niveau de vie et à des sacrifices pour ce en quoi nous croyons ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Correspondance Mohammed V et les juifs du Maroc

A la suite de l'article de J.-P. Férone-Hugon sur les juifs du Maroc (le Monde du 24 juillet), nous avons reçu plusieurs lettres contestant le fait — rapporté pour la première fois dans son livre Le Delfin (Albin Michel, 1976) — selon lequel Mohammed V aurait refusé d'appliquer à ses sujets les lois discriminatoires de Vichy.

M. Bouazza Ben Bouazza, chercheur (Paris) indique que le sultan « a signé les décrets (lois) du 31 octobre 1940 et du 20 janvier 1941, publiés au Bulletin officiel du Maroc et relatifs à l'application, dans la zone de protectorat français de l'Empire chérifien, du statut des juifs édicté par Vichy. Certes, les textes étaient présentés par le général Nogues, résident de France, mais comme le monarque le fit au d'autre occasion, en vertu de la loi et de l'esprit du traité du protectorat, il aurait pu refuser de signer.

faire la grève du sultan. Mohammed V accepta également les mesures de Vichy contre les franc-maçons et les communistes. Les juifs marocains ne durent leur salut qu'au débarquement allié de novembre 1942 et également à l'application de la loi d'indulgence des lois vichystes par l'administration franco-marocaine (...) ».

M. Yves-Claude Aouate, historien (Nice), précise également que « Mohammed V a signé tous les textes anti juifs que lui soumit le résident général Nogues, n'exprimant, semble-t-il, son opposition qu'au port de l'étoile jaune. Mais de toute façon ce signe infamant ne fut pas rendu obligatoire non plus en zone libre en France ni outre-mer. La noblesse de l'intention du sultan, sur ce point, n'en demeure pas moins mais n'est pas très différente à la même époque, de l'attitude bienveillante des bey de Tunis à l'égard de leurs propres sujets israélites ».

ec l'OLP
ble de prison

LE MONDE

El Salvador
New York
Washington
Paris
Londres
Rome
Madrid
Bruxelles
Bern
Zurich
Genève
Lyon
Marseille
Nantes
Toulouse
Montpellier
Bordeaux
Nîmes
Clermont-Ferrand
Lille
Strasbourg
Mulhouse
Colmar
Besançon
Dijon
Yverdon
Lausanne
Neuchâtel
Geneve
Sion
Fribourg
Lucerne
Schaffhouse
Appenzel
Glarus
Zoug
Uri
Schwytz
Unterwald
Grisons
Valais
Fribourg
Neuchâtel
Geneve
Sion
Fribourg
Lucerne
Schaffhouse
Appenzel
Glarus
Zoug
Uri
Schwytz
Unterwald
Grisons
Valais

A TRAVERS LE MONDE

Philippines

Un représentant du gouvernement rencontre des communistes

Manille. — Un représentant du gouvernement philippin s'est rencontré, mardi 5 août, deux dirigeants communistes avec lesquels il a examiné les questions relatives à un éventuel cessez-le-feu entre la guérilla et les forces armées, a rapporté la télévision officielle.

Le ministre de l'Agriculture, M. Ramon Mitra, l'un des officiels désignés par le président Corason Aquino pour négocier avec les communistes, a rencontré MM. Antonio Zemel et Satur Ocampo, « quelque part dans Manille ». Il s'agit de la première rencontre publique annoncée entre un représentant du gouvernement et des délégués du Front démocratique national (FDN) dirigé par le PC philippin.

Des accrochages continuent néanmoins à opposer, dans le sud des Philippines, l'armée aux guérilleros de la Nouvelle Armée du peuple (NAP), branche armée du Parti communiste. Un cesse-le-feu informel, rompu il y a un mois, avait été observé pendant trois mois par les deux parties.

Par ailleurs, le beau-frère de la présidente, M. Agapito Aquino, doit conduire une équipe « quasi gouvernementale » chargée de rencontrer, dans le courant du mois d'août, en Arabie saoudite, le dirigeant des guérilleros musulmans du Front de libération nationale Moro, M. Nur Misuari. Le Front Moro lutte depuis quatorze ans pour la création d'un Etat indépendant, pour la minorité musulmane dans le sud des Philippines. — (AFP.)

Sri-Lanka

Trois organisations tamoules rejettent le « plan de paix » de Colombo

Madras (Inde). — Trois organisations séparatistes tamoules ont refusé de discuter les dernières propositions du « plan de paix » de Colombo, a-t-on appris mardi 5 août de sources tamoules.

Le Front de libération révolutionnaire du peuple d'Elam (EPRLF), l'Organisation révolutionnaire des étudiants d'Elam (EROS) et l'Organisation de libération Tamoul Elam (TELO), estiment que ces propositions sont très inférieures à leurs exigences.

Tchad

Appel à l'aide contre une invasion de rongeours

N'Djamena (AFP, Reuters). — Les ministres des affaires étrangères et de l'Agriculture, MM. Goussier Lassou et Bariera Voyans, ont reçu le mardi 5 août les ambassadeurs accrédités au Tchad pour lancer un appel à l'aide face à l'invasion de criquets et de rats qui menacent les cultures dans le sud du pays et la région du lac Tchad.

Les deux ministres ont insisté sur l'absence de moyens mis à leur disposition devant une menace aussi grave pour un pays qui se remettrait à peine de la sécheresse des années 1982-1984.

Ils ont déploré « l'insécurité » des organismes spécialisés de lutte contre le fléau notamment l'OIICMA (Organisation internationale de lutte contre le criquet migrateur africain) et l'OCLALAV (Organisation de lutte anti-criquet et anti-épidémie), soit par « absence de solidarité », soit par manque de moyens.

« Si l'invasion des criquets est massive, nous ne pourrions pas retirer ces insectes qui se déplacent à une vitesse formidable », dit-on à N'Djamena, où l'on déplore que, face à ce problème, chaque pays ait « voulu se débrouiller seul » plutôt que d'opter pour une action collective dans la région du Sahel.

Amériques

ETATS-UNIS : La nomination du président de la Cour suprême

Le Sénat obtient de M. Reagan des documents concernant M. Rehnquist

Washington, (AFP). — Le président Reagan a finalement accepté mardi 5 août de remettre aux sénateurs certains documents internes au département de la Justice, face au risque d'une crise constitutionnelle à l'occasion de la confirmation du nouveau président de la Cour suprême, M. William Rehnquist, à laquelle s'opposent certains membres du Sénat. La commission sénatoriale de la Justice recouvre donc les mémoires rédigés par M. Rehnquist quand il était, entre 1969 et 1971, conseiller du ministre de la Justice de l'ancien président Richard Nixon. La semaine dernière, M. Reagan, invoquant le « privilège de l'exécutif », avait refusé une requête dans ce sens (le Monde du 5 août).

Diplomatie

Le sommet des « Six » sur le désarmement se réunit au Mexique

Ixtapa (AFP). — De très importantes mesures de sécurité ont été prises à Ixtapa, station balnéaire mexicaine du Pacifique (à 250 kilomètres au nord d'Acapulco), où devait avoir lieu, mercredi 6 et jeudi 7 août la conférence du groupe des six chefs d'Etat ou de gouvernement en faveur de la paix et du désarmement.

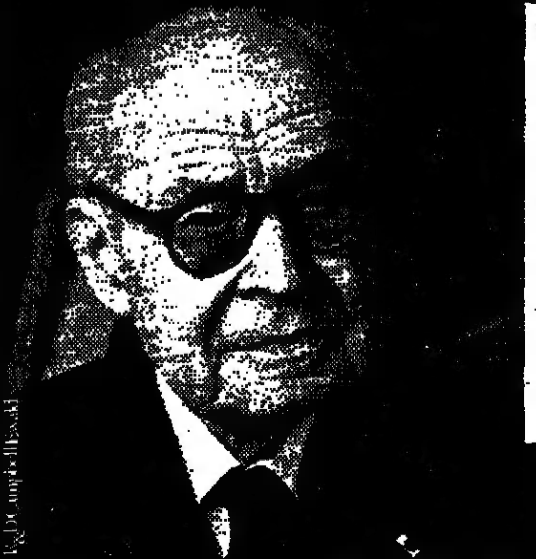
Ce groupe, créé en 1984 à la suite d'une initiative parlementaire internationale, comprend les présidents Miguel de la Madrid (Mexique), Raúl Alfonsín (Argentine), ainsi que les premiers ministres Rajiv Gandhi (Inde), Ingvar Carlsson (Suède), Andreas Papandréou (Grèce), et l'ancien chef d'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere.

Lors de leur première réunion, le « groupe des Six » avait lancé un appel aux puissances nucléaires dénonçant « l'escalade de la course aux armements et la montée des tensions ». Il demandait « l'arrêt de tous essais, production, déploiement d'armes nucléaires et de leurs systèmes de lancement ». On indique aujourd'hui, de source officielle


mexicaine, que les « Six », lors de la réunion d'Ixtapa, devraient actualiser cette déclaration et suggérer la mise en place de mécanismes de vérification et de contrôle. Cette réunion, précise-t-on de même source, se propose d'encourager un climat de dialogue entre les deux superpuissances qui soit à même de permettre la conclusion d'accords concrets en matière de désarmement.

Mardi dans la soirée, les chefs d'Etat ou de gouvernement du groupe devaient assister à un dîner privé offert par le président Miguel de la Madrid. Durant les quarante-huit heures de leur séjour dans cette ville touristique, en fait une simple avenue longeant la mer et bordée d'hôtels, les participants à la conférence seront protégés par des soldats en armes. Sur le trajet de quinze kilomètres qui séparent la cité de l'aéroport, des centaines de soldats ont été postés, et à l'entrée de la ville, un barrage routier a été installé par les militaires qui fouillent systématiquement toutes les voitures.

DUMÉZIL. UN VOYAGE DANS L'EMPIRE DES MYTHES.



GEORGES DUMÉZIL
HEUR ET MALHEUR DU GUERRIER



GEORGES DUMÉZIL
LOKI

NOUVELLE BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE FLAMMARION

ec l'OLP
ble de prison

Europe

Le new-look de le diplomatie soviétique

(Suite de la première page.)

En revanche, les « américains » ont fait leur entrée en force dans le nouvel appareil diplomatique à Moscou, tant au ministère que dans le département international du parti, où M. Dobrynine a pris pour premier adjoint un autre de ses collaborateurs de Washington, M. Korvienko. Sans doute M. Dobrynine a-t-il recruté parmi les gens qu'il avait en l'occasion de fréquenter dans son ancienne fonction. Mais il se confirme que les relations avec l'autre superpuissance restent centrales pour la « nouvelle diplomatie » soviétique comme elles l'étaient pour l'ancienne.

M. Dobrynine et la « nouvelle pensée politique »

C'est d'ailleurs sur les relations avec le monde développé que porte l'essentiel des nouvelles idées apportées par l'équipe. Le texte de base à cet égard est l'article que M. Dobrynine a publié en juin, peu après son entrée en fonction dans la revue *Kommunist*. L'organe théorique du parti. Pour le conseiller de M. Gorbatchev, le moment est venu d'élaborer « une nouvelle pensée politique », dont il ne cache pas qu'elle implique de l'audace et peut donner lieu à de « vives discussions et à de douloureuses divergences ». En quoi consiste cette nouvelle pensée ? Deux thèmes principaux se dégagent de ses explications :

La première est une approche « multiple » et globale de la diplomatie. On peut s'étonner de cette découverte, les Soviétiques étant déjà bien connus pour pratiquer une stratégie « totale » en matière de relations internationales. Il faut croire que ce n'était pas suffisant, car M. Dobrynine insiste pour que soient englobés dans l'analyse « tous les domaines fondamentaux de la politique mondiale : militaire, politique, économique et humanitaire ». Ce dernier domaine est le plus nouveau, et M. Gorbatchev avait déjà surpris ses hôtes français, lors de la visite à Moscou de M. Mitterrand, en insistant apparemment sans complexe sur ce chapitre. M. Dobrynine enfoncé le même clou en précisant que le domaine humanitaire commande la mise au point de normes « correctes, authentiquement civilisées » de coopération internationale.

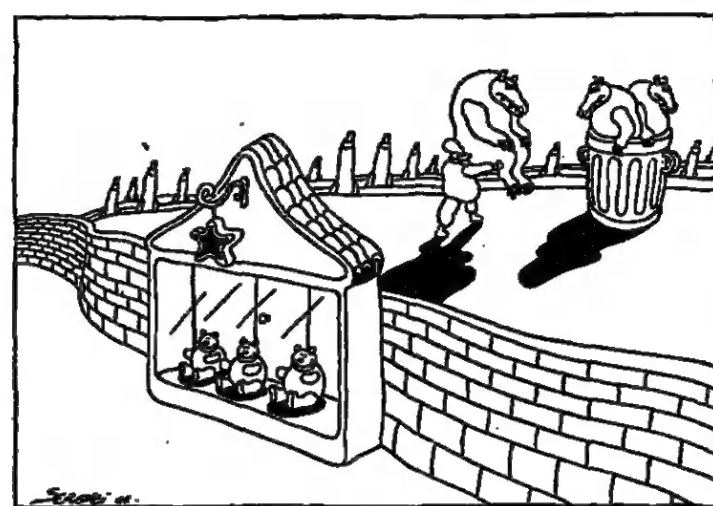
Sans doute énumère-t-il, parmi les éléments constitutifs de ce chapitre, des thèmes « faciles » à traiter par la propagande soviétique, tels que l'apartheid, la « diffusion des idées de paix » et les échanges culturels. Mais il aborde aussi le problème des droits de l'homme. Si celui-ci, dit-il, donne lieu à « spéculations » et à « campagnes antisoviétiques calomnieuses », il faut y répondre pas seulement par la polémique, mais par un traitement « constructif » du problème. Cela signifie notamment « prendre en compte les traditions nationales et les conditions concrètes de chaque pays », faire preuve à la fois d'un « professionnalisme élevé » et d'une « large vision du monde ».

Ces formules n'annoncent certes pas une libéralisation — et le sort fait aux dissidents soviétiques ces derniers mois ne plaide nullement en ce sens — mais peut-être un ton moins dogmatique dans les échanges avec les étrangers sur ce point, un meilleur accueil (déjà vérifié par certains récents interlocuteurs de M. Gorbatchev) aux demandes relatives à des réunifications de famille.

Le second thème est celui du rôle du facteur militaire dans les relations internationales. M. Gorbatchev avait déjà innové sur ce point en déclarant le 6 mars, dans son discours de clôture du congrès du parti, que la sécurité « est de plus en plus de nos jours une tâche politique, qui ne peut être accomplie que par des moyens politiques ». Autrement dit, ajoutait-il, il est temps

de « placer les relations entre les Etats sur une base plus solide que l'armement ». M. Dobrynine enfoncé le clou en affirmant que « le caractère des armements actuels ne laisse à aucun Etat l'espoir de se défendre par les seuls moyens techniques et militaires, par l'édification d'une défense, même la plus puis-

sa. Les deux notions de sécurité nationale et internationale, ajoutait-il, sont devenues « inséparables ».



est qu'elle semble se poursuivre, sans réaction apparente des intéressés. Ainsi, la création au sein du MID d'un nouveau département chargé des négociations sur les armements (placé sous la direction de M. Karpov, le négociateur de Genève sur les armements nucléaires et spatiaux) a probablement pour effet de retirer au moins en partie la fonction de proposition au ministère de la défense, jusqu'à présent seul juge en la matière.

Quand la « survie » prend le pas sur le « rapport des forces »

Sans doute s'agit-il de nuances, mais ces formules tranchent sur celles qui avaient cours sous Brejnev et selon lesquelles la sécurité de l'URSS reposait d'abord sur le rapport des forces militaires, ensuite seulement — et secondairement en fait — sur la négociation avec l'Occident et le processus de maîtrise mutuelle des armements. Les compléments sur le « changement du rapport des forces » à l'échelle internationale étaient destinés à accompagner sur le plan théorique l'intense effort d'armement poursuivi pendant toutes les années 70.

Sous une forme atténuée, c'est un peu ce que disait au début de l'année encore M. Zagladine, toujours aujourd'hui l'un des premiers sous-chefs du service international du parti — donc l'un des assistants directs de M. Dobrynine — lorsque, dans un discours prononcé à Achikabad (et publié dans la seule feuille ultra-confidentielle qu'est l'*Enicelle du Turkménistan* du 19 janvier), il voyait dans les va-et-vient de la détente un reflet par et simple de la situation de plus ou moins grande force de l'URSS : détente au début des années 70, lorsque l'effort militaire soviétique « refroidit les têtes chaudes à Washington », confrontation à la fin de la même décennie, « parce que l'on remarque en Occident nos difficultés économiques », à nouveau dialogue à la fin de 1985, tout simplement parce que les mêmes observent que « les choses vont mieux chez nous » avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev et que « notre développement a commencé à s'accélérer ». Autrement dit, on ne sortait pas du schéma des rapports de force comme seule clef des relations internationales.

Aujourd'hui, on souligne toujours l'importance du maintien de la parité militaire, cette « grande conquête » des dernières années, mais l'on ne va guère au-delà. Et ce thème lui-même semble passer au second plan par rapport à celui de la « survie » commune de l'humanité face aux armements modernes. Une survie qui entraîne, dit M. Dobrynine, « l'unité indestructible du destin de tous les Etats du monde devant un conflit nucléaire possible » et exige d'« aborder les relations internationales non pas à partir des intérêts étroitement compris qui nous opposent les uns aux autres, mais des intérêts et aspirations qui nous sont communs ».

Kommunist aux seuls instituts civils de recherche et d'études internationales — et non aux forces armées — une série de « travaux sérieux » sur des sujets très techniques en matière d'armement. Citons parmi son catalogue de commandes des études sur « l'interdépendance entre armements offensifs et défensifs, nucléaires et classiques », sur les mécanismes de vérification, sur « la combinaison des solutions globales et régionales en matière de liquidation de divers types d'armes », enfin sur les conséquences « du passage de l'économie de guerre à la production civile ». Le tout devant servir à savoir « ce qui est raisonnablement suffisant dans un contexte d'abaissement des potentiels militaires » et à dissiper « on ne sait combien de légendes et de mythes » accumulés autour de ces problèmes. Or il ne fait guère de doute que ces « mythes » ne sont pas le fait des seuls « fauteurs de guerre » américains. Dans l'esprit de M. Dobrynine, c'est aussi du côté de la place de l'Arbat à Moscou, siège du « Pentagone soviétique », comme on dit là-bas, qu'il faut les chercher.

L'avenir dira si ces nouveaux accents, encore timides et qui ne s'accompagnent d'aucune autocritique de la politique passée, conduiront à des changements d'attitude plus profonds. Pour le moment, ils illustrent la nouvelle tactique de la diplomatie soviétique et les ouvertures faites sur plusieurs dossiers des négociations en cours. Mais c'est à la table de ces négociations seulement, au fur et à mesure que l'on entrera dans le vif du sujet, que la « Nouvelle pensée politique » pourra être testée.

MICHEL TATU.

De nouveaux thèmes pour les instituts

On note aussi que M. Dobrynine demande dans son article du

Les nouveaux profils du « MID »

Les huit nouveaux responsables du ministère des affaires étrangères récemment nommés pour succéder à M. Chavardnadze sont tous des professionnels de la diplomatie, à l'exception d'un seul : M. Valentin Nikiforov, vice-ministre, issu directement de l'appareil du parti, où il exerçait jusqu'en novembre 1985 les fonctions de sous-chef du département d'organisation du parti au comité central. Il n'est pas surprenant dans ces conditions qu'il ait été chargé de superviser le mouvement des cadres au ministère.

Mais un autre des nouveaux profils a un profil un peu particulier : M. Boris Tchaplina, vice-ministre chargé des affaires consulaires et administratives, est le fils de Nikolai Tchaplina, lui-même fils de prêtre orthodoxe, qui fut secrétaire général des Jeunesses Communistes (komsozol) de 1924 à 1928, puis l'un des responsables du parti en Transcaucasie, avant d'être arrêté et exécuté en 1938. Après avoir été secrétaire du parti dans un arrondissement de Moscou (il s'y distinguait en envoyant des bulletins de disparition d'exposition d'art non conformistes), M. Boris Tchaplina avait été nommé la même année ambassadeur à Hanoï. Il y resta pendant les douze dernières années, celles de la défaite américaine au Vietnam et de la communisation du Sud.

Le profil professionnel des autres est également significatif : une grande majorité des nouveaux vice-ministres et premiers vice-ministres (cinq sur huit) ont été en poste aux Etats-Unis, soit à l'ambassade de Washington sous la houlette de M. Dobrynine, soit à New-York auprès de la mission soviétique aux Nations unies. Il y a cinq ans, un seul de l'équipe était dans ce cas, outre M. Gromyko.

En compensation, le nombre de ceux qui ont été en poste dans un pays du tiers-monde a toujours été dérisoire : les ambassadeurs de ce genre n'ont jamais eu la cote dans la haute nomenclature de la diplomatie soviétique. S'il s'agit de quelque peu augmenté depuis cinq ans, il reste très faible, avec trois personnalités seulement : MM. Tchaplina, déjà nommé, Vorontsov, qui fut pendant six ans ambassadeur en Inde, enfin Vadim Loguinov,

ancien ambassadeur en Angola. Encore les deux derniers font-ils partie des deux groupes, puisqu'ils ont aussi séjourné aux Etats-Unis.

La hiérarchie des ambassadeurs

Le statut réduit réservé aux pays du tiers-monde apparaît également dans la place réservée dans la hiérarchie du parti aux représentants de l'URSS dans ces pays. Vingt ambassadeurs actuels ont un siège au comité central du parti ou dans sa commission de révision, les deux chambres du « Parlement du parti » élues à l'issue du dernier congrès en mars. Sur ces vingt sièges, le parti du lion revient aux ambassadeurs en Europe, qui en occupent onze ; après quoi vient l'Asie (quatre), l'Afrique (trois) et enfin l'Amérique avec deux sièges.

Sans doute faut-il tenir compte de la présence accordée statutairement aux ambassadeurs dans les pays de la « famille » socialiste. Ainsi, les ambassadeurs dans les démocraties populaires de l'Est européen (Yougoslavie comprise) occupent sept sièges de membres titulaires. Mais les principaux pays capitalistes ne sont pas oubliés : aujourd'hui, les ambassadeurs en France et en Grande-Bretagne sont membres titulaires du comité central (auparavant, la France était seule dans ce cas, mais le poste de Londres a été revalorisé par la nomination de M. Zamiatine, ancien porte-parole du secrétaire général) ; leurs collègues de Bonn et de Rome sont suppléants, celui de Washington siège à la commission de révision (une dégradation relative par rapport au statut de M. Dobrynine, qui était membre titulaire).

Au total, et si l'on excepte encore une fois le cas des pays « frères » ou très dépendants tels l'Ethiopie ou la Yémen du Sud (ce dernier pays est nouvellement « promu » par rapport à 1981), les seuls pays authentiquement non alignés qui soient « représentés » au comité central soviétique sont l'Inde et l'Algérie. Même le Japon n'a toujours pas droit à cet honneur...

M. T.

IRLANDE DU NORD

L'IRA menace les civils accusés de « collaboration » avec l'armée britannique

LONDRES
de notre correspondant

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a publié, le mardi 5 août, une nouvelle liste noire, mise à jour, des « collaborateurs des forces de sécurité » en Ulster, désignant comme autant de « cibles légitimes » tous ceux qui continueraient de « participer à la machine de guerre » britannique dans la province.

La longue énumération des catégories professionnelles concernées par cette menace comprend les chefs d'entreprises et les employés de sociétés travaillant sous contrat à la construction, à l'administration et au ravitaillement des postes de la police royale d'Ulster (RUC), des casernes de l'armée britannique et des régiments d'auxiliaires de l'UDR (Ulster Defence Regiment).

La liste inclut aussi bien ceux qui fournissent du ciment, du carburant, du pain ou du lait, que les blanchisseurs acceptant de nettoyer les uniformes et les sociétés de transport par autocars prenant en charge les soldats des « forces d'occupation ». Pour la première fois, elle est élargie au personnel de British Telecom, accusé de mettre en place les ordinateurs et matériels utilisés par les forces de sécurité pour faire du renseignement et procéder à des écoutes téléphoniques.

Tous ceux qui continueraient de collaborer « avec nos ennemis seront traités comme tels », avertit l'IRA.

La menace est prise au sérieux en Ulster. C'est qu'en l'espace de moins d'un an, des commandos républicains y ont exécuté quatre entrepreneurs, John Kyle la dernière victime en date, a été tué d'une balle dans la tête, le mois dernier dans un pub de Green-castle (nord de l'Ulster). Son entreprise avait fourni des matériaux pour la construction d'un poste de police dans le comté de Tyrone. Depuis l'assassinat, elle a dénoncé son contrat et licencié trente-neuf employés. Les autorités craignent que d'autres sociétés n'adoptent la même attitude. Dès mardi soir, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, M. Tom King, a appelé à résister à la « nouvelle campagne d'intimidation et de terreur ».

Il a ajouté que toutes les « dispositions nécessaires » seraient prises pour y faire face. En début d'année, le gouvernement britannique avait dépêché quelque six cents soldats, en renfort, dans la province. Ils se sont vu assigner pour tâche prioritaire la protection des commissariats, ainsi que celle des personnes employées à leur construction ou à leur réparation, les bâtiments étant régulièrement la cible d'attaques au mortier.

Plusieurs quotidiens britanniques mentionnaient pour leur part ce mercredi, la mise en garde que vient d'adresser à ses clients américains un important agent de change de Wall Street, la Prudential Backs Securities. Elle estime que les investissements en Irlande du Nord pourraient devenir bientôt aussi hasardeux qu'en Afrique du Sud.

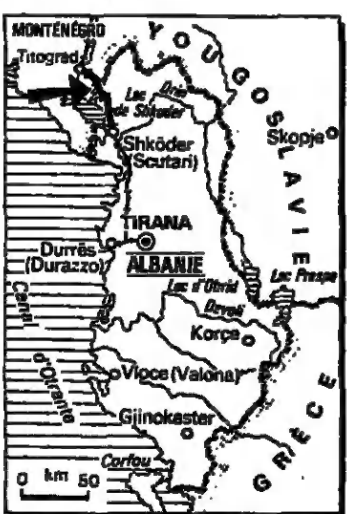
[Interim.]

L'Albanie va être reliée, à travers la Yougoslavie au réseau ferré européen

La voie ferrée reliant le nord de l'Albanie au réseau ferroviaire européen à travers la Yougoslavie entre en service cette semaine. La cérémonie inaugurale — en présence d'une délégation gouvernementale albanaise — devait avoir lieu ce mercredi 6 août au sud de Titograd, capitale du Monténégro.

Depuis 1979, la construction de cette ligne de 55 kilomètres (dont 25 kilomètres en territoire yougoslave) est devenue une affaire à la fois économique et politique. Deux ans après la signature du protocole prévoyant les modalités pratiques de la réalisation du projet, la tension croissante entre Belgrade et Tirana, au sujet de la situation des Yougoslaves d'origine albanaise majoritaires dans la région du Kosovo, a sérieusement détérioré les relations bilatérales. A cela s'est ajouté le fait que les dirigeants de la république du Monténégro, sur le territoire duquel passe le tronçon yougoslave de la ligne Shkoder-Titograd, invoquaient des difficultés financières pour retarder les travaux. D'ailleurs, expliquaient-ils, ce projet de chemin de fer intéressait tout d'abord le pouvoir fédéral. Après les longues et délicates négociations engagées entre Belgrade et Titograd, des solutions ont finalement été trouvées permettant, à partir du milieu de l'année dernière, la réouverture des chantiers. Du côté albanaise, la construction — réalisée en partie par des « brigades de volontaires » — s'est terminée en décembre 1984, et le tronçon a été inauguré le mois suivant.

Ainsi l'Albanie (où la première ligne de chemin de fer date de 1947) se trouve désormais reliée au réseau européen. Certes, le pays n'est plus complètement isolé. Un service de ferry-boat fonctionne entre Durres et Trieste (inauguré en décembre 1983) ; les avions de cinq compagnies aériennes (hongroise, roumaine, grecque, yougoslave et suisse) atterrissent une fois par semaine à l'aéroport de Tirana ; des camions albanais sillonnent les routes européennes. Mais désormais, grâce à la nouvelle ligne, des marchands albanais vont pouvoir emprunter le réseau du chemin de



fer européen. Le trafic des voyageurs n'est pas prévu au début, mais vraisemblablement les autorités modifieront leur attitude au fur et à mesure du développement — pour le moment encore timide — du tourisme. Reste à observer les éventuelles « retombées » politiques du désenclavement de l'Albanie.

Si à l'heure actuelle, les rapports bilatéraux sont empoisonnés par des divergences politico-idéologiques bien connues, compliquées par l'existence au Kosovo yougoslave d'une population albanaise très nombreuse, on ne cesse de souhaiter de part et d'autre (et pas seulement dans les conversations privées avec des journalistes de passage) la normalisation des relations au niveau des Etats entre deux pays voisins « ayant un destin historique semblable et qui n'appartiennent à aucune alliance militaire dominée par une superpuissance ».

Une certitude : le maintien de la tension entre Belgrade et Tirana comporte un danger de déstabilisation de la région balkanique. Dans ces conditions, l'ouverture de la ligne, résultat pratique de la coopération albanio-yougoslave, constitue une nouvelle plutôt encourageante.

THOMAS SCHREIBER.

PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.08.19

préparation intensive en septembre au

CFPA

centre formation professionnelle

هكزامن الوطن

Politique

Au Sénat

En attendant la réforme de la Sécurité sociale

Le Sénat a adopté définitivement sans l'amender, mardi 5 août, le projet de loi du gouvernement portant diverses mesures relatives au financement des retraites et pensions (1). Déjà adopté en première lecture par les députés, après déclaration d'urgence, ce texte institue une contribution de 0,4 % sur tous les revenus, une majoration de 0,7 % du taux de la cotisation vieillesse versée par les fonctionnaires civils et militaires (cette augmentation est décidée par voie réglementaire pour tous les autres régimes) ainsi qu'un système d'exonération pour les plus défavorisés. Sénateurs socialistes et communistes ont voté contre ce projet.

Quand c'est fini, ça recommence ! Un plan de redressement des comptes de la « Sécurité » en-t-il à peine achevé qu'on en fait un autre sous les yeux ébahis des assujettis. A chaque fois le scénario est identique : celui-là sera le « der des der » avant la grande réforme de structure qui, on vous le promet, en finira avec ce « tonneau des Danaïdes » de la Sécurité sociale. Les plans se succèdent et la grande réforme du siècle se fait toujours attendre.

Il faut reconnaître à M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, le mérite de ne pas avoir tenté de faire croire que son plan de financement des pensions et retraites était la panacée. Un palliatif plutôt, « un pis-aller », a-t-il dit. Fidèle à la logique, il a précisé que « des réformes de structure » d'urgence mais il s'est bien gardé de fixer un calendrier. En attendant, le prélèvement de 0,4 % sur « tous les revenus » professionnels ou non — comme sur les plus-values — est une mesure « simple, efficace et juste » qui ne touche pas les contribuables n'ayant pas acquis d'impôt sur le revenu de 1983. Par ailleurs, M. Juppé indique que le projet de loi décide « une majoration de 0,7 % du taux de la cotisation vieillesse versée par les fonctionnaires civils et militaires qui ne peut être opérée par voie réglementaire ». Il se prononce enfin pour une révision du système d'indexation des pensions et retraites, pour l'établissement d'une retraite progressive à la carte, et pour le développement des « formules épargne-retraite » par capitalisation parallèlement au système actuel, le plus courant, de retraites par répartition.

Après avoir dénoncé les « artifices comptables » qui ont permis aux précédents gouvernements de gauche, selon lui, de présenter des comptes en équilibre, le rapporteur de la commission des finances, M. Marcel Fortier (RPR, Indre-et-Loire), engage à l'adoption du projet et souligne que « plus de dix millions de foyers fiscaux seront exonérés de la contribution sociale », la part des familles les

plus modestes étant de plus allégée. Au nom de la commission des affaires sociales, pour avis, M. Louis Boyer (R.I. Loiret) se prononce favorablement et réclame, pour l'avenir, « des mesures de maîtrise des dépenses ». Considérant que ce projet « ne s'attaque pas aux vrais problèmes », à savoir, en substance, « la crise du capitalisme », M. Marie-Claude Beaudeau (PC, Val-d'Oise) défend une question préalable qui est repoussée par 218 voix contre 90.

La discussion générale qui suit n'apporte aucun élément qui ne soit déjà connu. M. Marc Beuf (PS, Gironde) estime que ce projet est « inopportuniste ». M. Delfau (PS, Hérault) fait part de ses « inquiétudes » et se demande si M. Juppé « ne prépare pas l'opinion à la suppression du droit à la retraite à soixante ans » avant de dénoncer une « politique d'inefficacité économique et de régression sociale ». M. André Rouvière (PS, Gard) expose les raisons qui lui font penser que ce texte est « injuste » contrairement à l'affirmation du ministre.

De leur côté, les sénateurs de la majorité défendent le texte du gouvernement, dénoncent les mesures prises par les socialistes de 1981 à 1985 — ce que les orateurs communistes ne manquent pas, eux non plus, de faire — et attendent « la réforme de fond ». Pour M. Roger Husson (RPR, Moselle), il s'agit d'« un texte d'urgence dont la protection sociale ne peut pas se passer ». Il se prononce, en outre, pour l'« étude des modalités » de concurrence entre le secteur privé et le sec-

teur public. M. Arthur Moulin (RPR, Nord) ne semble pas hostile au fait de « reculer l'âge possible » de départ à la retraite, alors que M. Jacques Machet (UC, Marne) ne semble pas, lui, se montrer hostile à la révision du travail des femmes. Le socialiste Delfau n'en croit pas ses oreilles.

La discussion des dix articles et des quinze amendements déposés par l'opposition s'est achevée à 0 h 30 sur l'adoption du projet dans la version qui avait été votée par l'Assemblée nationale. Le dixième article indique qu'au 1^{er} janvier 1989, les bulletins de paie feront figurer « le montant total de la rémunération du travail, en distinguant d'une part, le salaire net perçu par le salarié, d'autre part les cotisations ouvrières et patronales de sécurité sociale ». Baptisée « feuille de paie-vérité » par M. Juppé, cette innovation (les entreprises ont déjà la faculté de la faire) destinée à « responsabiliser » les salariés, selon le ministre, est considérée comme le « condiment idéologique » du projet par M. Delfau. Et pour Mme Luc (PC, Val-de-Marne), tout cela risque de tourner au vinaigre car ce projet est « une étape dans une attaque de beaucoup plus grande envergure contre la Sécurité sociale ».

OLIVIER BIFFAUD.

Le redécoupage des circonscriptions

M. Jean-Claude Gaudin demande une garantie pour les députés sortants de la majorité

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, souhaite que, « dès lors que les ordonnances sur le scrutin majoritaire seront signées, le premier ministre, pour conforter sa majorité actuelle, indique clairement que les députés sortants, qu'ils soient UDF ou RPR, seront candidats uniques lors des législatives, quelle que soit la date à laquelle interviendront ces élections ». « C'est en procédant ainsi que Jacques Chirac confortera tout à fait sa majorité à la veille de la discussion budgétaire », a ajouté le député des Bouches-du-Rhône, le mardi 5 août, lors de son point de presse hebdomadaire au Palais-Bourbon. Mais, dans les circonscriptions où nous n'avons pas de sortants, il pourra y avoir confrontation UDF-

RPR au premier tour et la «loyale», a-t-il précisé.

En réponse à ce souhait de M. Gaudin, M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a indiqué, le 5 août, qu'il existait déjà « un accord selon lequel les députés sortants UDF ou RPR seraient candidats uniques de la majorité dans la circonscription où ils se présenteront » lors des prochaines élections législatives. Le député de la Moselle, interrogé sur ce sujet, lors de son point de presse hebdomadaire, a précisé qu'il s'agissait « d'une décision de principe » arrêtée « en mai dernier, lors de l'élaboration du projet de loi » visant à rétablir le scrutin majoritaire. M. Jacques Chirac l'officialisera le temps venu. Mais nous ne

sommes pas le temps venu. Ne parlons pas d'élections législatives, alors qu'il y a moins de cinq mois nous avons connu des élections législatives générales », a conclu M. Messmer.

D'autre part, interrogé sur l'élection présidentielle de 1988, M. Jean-Claude Gaudin a souligné que, « pour l'échéance capitale dans les institutions de la V^e République, il nous faut et il y aura un candidat UDF et un seul. C'est la volonté des parlementaires UDF dans leur quasi-unanimité ». « Quel que soit le candidat de la majorité actuelle qui pourrait devenir président de la République, qu'il se mette bien dans la tête qu'il ne pourra pas gouverner tout seul et qu'il sera bien obligé d'avoir l'autre famille de la majorité à ses côtés pour assurer la politique sur laquelle nous sommes globalement d'accord », a-t-il souligné.

M. Bariani, l'homme pressé

« Il arrive du Brésil et il repart en Colombie, je crois. » De l'aveu d'un sénateur de la majorité, M. Didier Bariani est un homme « pressé ». Il a suffi d'une seule matinée, le mardi 5 août, au secrétariat d'Etat, auprès du ministre des affaires étrangères pour faire adopter par le Sénat son projet de loi modifiant le mode d'élection des membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE). Cet organisme consultatif est composé, entre autres, de cent trente-sept membres élus au suffrage universel (loi de 1982), qui élisent eux-mêmes (loi de 1983) les sénateurs représentant le million et demi de Français établis hors de France.

Le court texte gouvernemental, qui comporte deux articles, rétablit « la prééminence du scrutin majoritaire » sur le scrutin proportionnel pour la désignation des cent trente-sept élus du CSFE, ainsi que l'a indiqué le rapporteur de la commission des lois, M. Charles de Cuttoli (RPR, Français établis à l'étranger).

M. Jean-Pierre Bayle (PS, Français établis à l'étranger) s'est étonné que le ministre n'ait pas jugé utile de consulter le CSFE sur ce projet de loi — sans doute l'empressement — et s'est inquiété de la sous-représentation future du courant de gauche chez les Français expatriés. Socialistes et communistes ont voté contre ce projet, dont le seul article technique a été amendé, en y apportant deux précisions, par la commission des lois.

O. B.

Communication

M. de Villiers annonce un plan de rigueur pour Radio-France

« La mission de service public s'impose lorsqu'il y a carence de l'initiative privée ou besoin réel : Radio-France aura des choix à faire. » C'est par cette profession de foi libérale que M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, a justifié, dans une interview accordée à l'AFP le mardi 5 août, son annonce que « la future Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) pourrait retirer à Radio-France certaines de ses fréquences, qui ne sont plus nécessaires à sa mission de service public ».

Ce plan de rigueur sera inclus dans le projet de loi sur la liberté de la communication, actuellement soumis à l'Assemblée. Selon M. de Villiers : « Les radios décentralisées de Radio-France coûtent 360 millions de francs, dont un pourcentage important de redevance. Or, dans certaines zones, celles-ci n'obtiennent même pas 1 % d'audience. Dans le Sud-Est, Radio-France Provence et France-Inter Marseille coûtent 11 millions de francs annuels pour une audience cumulée de 10 000 auditeurs. C'est très cher. » Le coût de fonctionnement des radios décentralisées de Radio-France est de 70 % plus élevé que celui des radios privées, ajoute M. de Villiers, qui critique également une « densité trop importante » dans le Sud-Est, où les différentes radios (Valence, Marseille, Montpellier...) « s'interfèrent ».

Toute publicité sera désormais interdite sur les radios décentralisées de Radio-France. Sur la chaîne nationale, la CNCL sera « plus attentive » à la notion de « publicité

collective » (cette forme de publicité, qui ne vante pas de marque, est déjà la seule autorisée sur cette chaîne).

Le gouvernement, a encore indiqué M. de Villiers, va également proposer des modifications importantes pour les radios privées : autorisation de constituer des réseaux nationaux, mise en place d'un fonds de solidarité pour les petites radios, régime plus « libéral » sur les ondes (sans limitation de puissance ni de rayon).

Dénonçant ensuite la loi de 1982, dont plusieurs points lui paraissent « inadaptes et inapplicables » (distance limitée à 30 kilomètres, puissance des émetteurs à 500 watts, « mariages forcés entre radios de formats différents », le secrétaire d'Etat a déclaré : « Nous admettons tout, y compris les réseaux nationaux, à condition qu'il y ait viabilité économique et transparence. » Pour permettre la cohabitation de « radios de dimension différente », il propose la mise en place d'un « fonds de compensation », destiné à aider les radios associatives. Ce fonds serait alimenté par un prélèvement sur les ressources publicitaires des radios commerciales. Il serait mis au point par décret dans les prochaines semaines.

D'autre part, à propos de la nomination du PDG de Radio-France internationale, M. de Villiers a indiqué qu'il préférerait la solution préconisée par les sénateurs : une désignation par la CNCL d'un des administrateurs de la radio, choisi parmi les représentants de l'Etat.

Un député propose de privatiser l'AFP

Le vent libéral effleure l'Agence France-Presse (AFP). M. Yvon Briant, député (non inscrit, Val-d'Oise) et secrétaire général adjoint du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), va déposer ce jour-ci sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à privatiser l'agence. Ce dépôt intervient quelques jours après la grève qui a affecté l'AFP, à la mi-juillet (Le Monde du 11 juillet), qui contestait le plan de redressement du PDG, M. Henri Pigeat, dû aux difficultés financières de l'entreprise.

La proposition de loi est inspirée du projet de privatisation de TF 1 (10 % du capital cédés au personnel, 40 % au public et 50 % à des investisseurs, ces derniers étant choisis par la commission financière qui contrôle actuellement l'AFP, en vertu de son statut défini par la loi du 10 janvier 1957).

Pour la direction de l'AFP, cette proposition de loi n'a guère de chances de succès, le statut de 1957 « étant le moins mauvais possible, puisqu'il a permis à l'AFP de devenir une agence indépendante dans un pays où les recettes intérieures des médias sont exiguës ». En outre,

cette proposition de loi ne peut attirer l'attention des grands partis politiques, pour lesquels le rôle de l'AFP ne cadre pas avec une entrée de capitaux privés. Enfin, ne disposant pas de clients directs (auditeurs, lecteurs) comme la télévision ou la presse, les hypothétiques représentants de l'AFP ne pourraient avoir recours à la publicité pour augmenter substantiellement ses bénéfices.

Les syndicats de l'AFP, quant à eux, se déclarent « surpris » par le dépôt de cette proposition de loi.

● Yorkshire-TV vend 25 % de son capital au public. — Après Thames TV et TV-am, Yorkshire-TV (station privée de télévision britannique) sera la troisième entreprise de télévision à faire son apparition en Bourse cet été. Les quatre actionnaires qui partagent actuellement Yorkshire-TV sont United Newspapers (qui attendent de vendre sa part de 25 %), W.H. Smith (qui va réduire sa part de 29 % à 21 %) et Bats et Pearson (qui vont réduire chacun leur part de 24 % à 21 %). Les profits de cette station pour 1986 sont estimés à 7 millions de livres (70 millions de francs).

● Nouveau rédacteur en chef au « Courrier picard ». — François Perrier, trente-neuf ans, vient d'être nommé rédacteur en chef du Courrier picard à Amiens (Somme) par la direction du quotidien. Il a précédemment occupé le poste de rédacteur en chef du mensuel économique Tercel, édité par le groupe de presse de l'Usine nouvelle. Le successeur d'Alain Genassy, qui avait démissionné le 30 juin dernier, entrera en fonctions dès le mois de septembre.

[Né en 1947, François Perrier est nommé rédacteur en chef du mensuel économique Normandie-Actualités en 1971. Il travaille ensuite dans la presse télévisée (ORTF) de Poitiers, Paris et Lille. De 1973 à 1975, il est directeur en chef adjoint à FR3-Picardie. En 1975, il entre au quotidien d'Amiens comme chef d'agence. Entre 1976 et 1981, il est chef de cabinet de M. Guy Denelou, président de l'UTUT (Institut universitaire de technologie) de Compiègne (Oise). En 1981, M. Perrier entre au groupe de l'Usine nouvelle comme chef de service régions, avant d'être nommé rédacteur en chef de Tercel, créé en 1983.]

En Haute-Garonne : M. Jospin ne désespère pas du MRG

M. Lionel Jospin, qui conduit la liste socialiste en Haute-Garonne, dans le cadre de l'élection législative partielle qui se déroulera le 28 septembre prochain, a affirmé, mercredi 6 août, à Sud-Radio qu'« il ne désespérait pas de conclure un accord avec le MRG ». « Il n'y a pas de raison de ne pas refaire ce qui a été fait le 16 mars dernier. Cet accord avait permis au MRG d'avoir deux élus au conseil régional. Je ne crois pas que ce soit tout à fait loyal de jouer la séparation. Je ne désespère donc pas », a-t-il ajouté en précisant : « S'il n'y a pas d'accord, on fera une campagne d'autant plus forte ».

Le premier secrétaire du PS faisait ainsi allusion à l'intention du MRG de présenter une liste autonome, annoncée, le 29 juillet dernier, par M. Henri de Lassus, président de la Fédération départementale de ce mouvement.

Puy-de-Dôme : M. Roger Quilliot veut revenir au Sénat

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Sous la houlette de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la région Auvergne, le bureau politique de l'UDF et les instances nationales du RPR viennent de désigner, « dans un souci d'union et d'efficacité », leur candidat à l'élection sénatoriale partielle du Puy-de-Dôme. Si, dans un premier temps, les postulants n'étaient pas légion, en raison de l'issue très incertaine de cette consultation pour les partis de la majorité, le choix s'est finalement porté sur M. Michel Cartaud (UDF-FR), maire et conseiller général de Pont-du-Château, qui sera suppléé par M. Pierre Herbecq (RPR), maire et conseiller général de Viverols.

M. Cartaud sera ainsi opposé à M. Roger Quilliot, député socialiste et maire de Clermont-Ferrand, dont

l'élection à l'Assemblée nationale, le 16 mars dernier, avait rendu nécessaire l'organisation de ce scrutin. Ce dernier a, en effet, été officiellement désigné candidat par le PS, lors de la convention nationale qui a eu lieu les 28 et 29 juin au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis). Cette investiture ne constitue pas une surprise puisque l'ancien ministre de l'Urbanisme et du logement avait fait part, au lendemain des élections législatives, de son intention de retrouver le siège qu'il a occupé au Palais du Luxembourg de 1974 à 1981, puis de 1983 à 1986.

M. Quilliot n'avait, en effet, accepté de prendre la tête de la liste socialiste aux législatives que pour mettre fin à la crise qui secouait la fédération départementale et à la demande exprimée du président de la République.

Le maire de Clermont-Ferrand semble assuré d'une réélection au Palais du Luxembourg, ce qui permettrait à M. Maurice Pourchon, ancien président du conseil régional, de revenir au Palais-Bourbon.

Le Parti communiste a également fait connaître le nom de son candidat : il s'agit de M. Jean Nicolas, conseiller régional et adjoint au maire de Clermont-Ferrand, qui a pour suppléant M. Maurice Colas, adjoint au maire de Lapeyrouse.

LIBERT TARRAGO.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196


Plus vite, moins cher !
VENTE A PRIX EXCEPTIONNELS
FINS DE SÉRIES 1986

- 3. 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze).
- 2. 205 XAD (beige antilope).
- 3. 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 Profil (brun, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 GT (gris futura, brun, gris winchester).
- 3. 305 GR (gris winchester).

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !
PEUGEOT NEUBAUER
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 43.21.60.21

ÉLOIGNEZ LES MOUSTIQUES
par une onde sonore.
Économique et inoffensif.
Fonctionne sur pile. Plus de 200 h d'autonomie.
Dimensions : 57 mm x 47 mm.
SKEETER SKAT : 180 F.
FRANCO : 170 F.
THIERIAUT
LE SPÉCIALISTE DE LA LUTTE CONTRE LES MOUTES
30, pl. de la Madeleine 75002 PARIS (1) 47 42 73 33

هكذا من الأصل

Société

... La Monde • Jeudi 7 août 1986 7

L'affaire du Carrefour du développement

Une procédure est engagée contre M. Nucci

M. Michel Jeol, procureur de la République au tribunal de Paris, a signé, le mardi 5 août, une requête par laquelle il demande à la chambre criminelle de la Cour de cassation de désigner un juge afin d'instruire le dossier relatif aux fausses factures qui auraient été établies à la demande de M. Christian Nucci par un imprimeur de Beaurepaire (Isère). La qualité de maire de Beaurepaire attachée à M. Nucci imposait au parquet de Paris d'engager cette procédure, dès lors que l'ancien ministre de la coopération était « susceptible d'être inculqué d'un délit », selon les termes de l'article 687 du code de procédure pénale.

Inculqué le 23 juillet dernier de recel, d'abus de confiance et de faux en écritures, privées ou de commerce par le juge Jean-Pierre Michau, l'imprimeur de Beaurepaire, M. Daniel Ronjat, avait mis en cause

M. Nucci, en déclarant que c'était à sa demande qu'il avait établi des factures portant sur des travaux ne correspondant pas aux fournitures réelles.

Ces faits, qui se situent en marge du dossier concernant la gestion des fonds publics confiés à l'association Carrefour du développement, sont cependant liés aux détournements par le biais du financement. Aussi, il appartiendra à la Cour de cassation, qui doit se prononcer « dans la huitaine qui suit le jour auquel la requête lui est parvenue », de fixer éventuellement les limites de l'instruction judiciaire. En toute logique, elle devrait être confiée à M. Michau, le magistrat qui instruit depuis le mois de mai 1986 l'affaire du Carrefour du développement.

« Que la justice suive son cours »

Tous les députés socialistes qui, le week-end dernier, sont allés rendre visite aux militants de leur département ou sont revenus avec le même message. Et il est clair : trop, c'est trop. A Christian Nucci, un de ses ministres les plus hauts en couleur et forts en gueule, le PS aurait pu beaucoup pardonner. Son goût de la bonne compagnie, son incroyable naïveté, la pathétique maladresse de sa défense. Mais s'il est un péché insupportable aux yeux d'un militant socialiste de base, c'est bien celui-ci : payer sa cotisation au parti avec de l'argent public.

« Pour un militant, c'est ce que l'on peut faire de pire », explique M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine). « Dans un parti très égalitaire comme le nôtre, c'est ce que les militants comprennent le moins bien », laisse tomber M. Louis Mékandou, ancien ministre des PTT. « A la base, ça a été très, très mal perçu », confirme M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime). Quant à M. Jean Le Garrec, ancien secrétaire d'Etat à tout faire de M. Pierre Mauroy, il confie simplement : « Je suis très malheureux ».

Cela étant dit, les plus charitables, dans la foulée, s'efforcent de trouver des excuses à l'ancien ministre de la coopération. « A mon avis, il s'agit d'un défaut d'organisation dans son cabinet », suppose M. Roland Dumas, ancien ministre

des relations extérieures, qui tire de cette affaire une conclusion d'expert : « La preuve est ainsi faite qu'il vaut mieux verrouiller son cabinet ». M. Louis Mékandou va plus loin, qui se demande dans quelle mesure M. Nucci n'a pas été piégé ? « Ce Châlier, qui peut dire qu'il n'était pas infiltré auprès de lui par tel ou tel ? », M. François Lemaire (PS, Eure) s'étonne, lui, du « peu d'empressement de la justice à convoquer M. Châlier ».

Nul ne souhaite, dans l'immédiat, extrapoler sur les éventuelles sanctions qui pourraient être prises par le PS à l'encontre de l'ancien ministre de la coopération. « Que la justice suive son cours », lâche, lacconique, M. Jean-Pierre Sauer (PS, Lot-

ret). Pris de court par la dépêche annonçant « les mesures conservatoires » du parquet de Paris à l'encontre de M. Christian Nucci, les députés socialistes tentaient de soutenir des consultations juridiques aux plus savants des leurs. Consultations tendant toutes dans le même sens, hélas, pessimiste. Tel député qui explique sagement devant les caméras de télévision qu'il s'agit en fait de désigner un juge qui entendra Christian Nucci comme témoin - admet officiellement, deux minutes plus tard, que « Jeol n'est pas homme à prendre à la légère ce genre de décision ». Bref, que l'inculpation semble plus que probable.

« Certains de nos ministres se sont conduits vis-à-vis du pouvoir comme des papillons effolés par la lumière, j'en suis sûr », dit-il. Il se sont comportés comme de nouveaux riches, alors que les hommes politiques de droite, eux, sont des anciens riches qui savent y faire dans la discrétion. Et le ministère de la coopération était l'un des plus exposés. Le ministre, chaque jour, voit passer des wagons entiers d'argent sale, davantage que dans tout autre ministère. Sale pour la bonne cause, bien sûr, mais secret tout de même. A un moment, il se dit : Pourquoi pas moi ? C'est tout.

Pareille mésaventure ne risque pas d'arriver à M. Jack Lang. L'ancien ministre de la culture, l'un des rares dans les couloirs de l'Assemblée à se refuser à prononcer un seul mot, fût-ce du bout des lèvres, sur son ancien collègue, a trouvé un moyen infallible d'éviter de mêler fonds publics et compte en banque personnel : « C'est ma femme qui s'occupe de payer ma cotisation au parti ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Inculpation ?

M. Christian Nucci est « susceptible d'être inculqué d'un crime ou d'un délit », tel est le sentiment du procureur de la République, M. Michel Jeol, compte tenu de l'évolution de l'instruction en cours dans l'affaire du Carrefour du développement.

De quel délit pourrait éventuellement être inculpé l'ancien ministre de la coopération ? Certaines sources judiciaires évoquent la « complicité de faux en écritures privées ». L'imprimeur de Beaurepaire, M. Daniel Ronjat, inculpé pour avoir réalisé de fausses factures, aurait agi, affirme-t-il, sur instructions du maire de la commune, M. Nucci.

Toutefois, dans une déclaration publique, cet imprimeur n'a jamais affirmé avoir fait ces faux sur ordre direct de M. Nucci. Il a seulement indiqué avoir facturé les affiches électorales commandées, d'une part, à l'association La Promotion française et, d'autre part, à la société OFRES, comme

le lui avait demandé M. Nucci. C'est ensuite à la demande de l'OFRES, comme l'a confirmé son fondateur, M. Hubert Haddad, que M. Ronjat a fait porter sur les factures de faux initiales. Il resterait à établir que M. Nucci ou son assistant parlementaire, M. Hugonnard, ont eu connaissance de ce procédé.

Quoi qu'il en soit, le procureur de la République a dû disposer d'éléments suffisamment convaincants pour décider d'engager une procédure judiciaire à l'encontre du député de l'Isère. Mais, même si celle-ci semble devoir préliminer à une inculpation, son déclenchement paraît surtout dicté par la prudence. M. Nucci, dans une mise en cause par certains éléments du dossier, les futurs actes d'instruction pourraient être frappés de nullité si la procédure de désignation d'un juge n'était pas engagée, indique-t-on au palais de justice.

Le calendrier paraît particulièrement favorable. La désignation - si elle intervient - d'un juge d'instruction par la chambre criminelle de la Cour de cassation coïnciderait pratiquement avec la fin de la session parlementaire extraordinaire prévue pour le 13 août : il serait donc inutile, pour inculper M. Nucci, de passer par la procédure, toujours embarrassante, de demande de levée d'immunité parlementaire.

Cette procédure aurait enfin un avantage : elle permettrait de placer M. Nucci face à ses responsabilités - à Beaurepaire - sans forcément avoir à lancer un procès-verbal de citation devant la Haute Cour, ce que la majorité comme la gauche préféreraient éviter. Reste à savoir si les éléments mettant en cause le maire de Beaurepaire dans sa campagne électorale ne risquent pas de recouper les activités de M. Nucci ministre de la coopération.

CORINE LESNES.

La mort d'un jeune motard à Fontenay-sous-Bois

Trois heures de reconstitution minutieuse pour deux versions très contradictoires

Pendant près de trois heures, le mardi 5 août, le juge d'instruction chargé de l'enquête sur la mort de William Normand, tué le 31 juillet par le policier Eric Laignel à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), a procédé à la reconstitution des faits.

Deux versions opposées sont apparues : celle des policiers d'un côté, celle d'un témoin de l'autre. Si l'avocat du policier, M. Henri Garand, maintient la thèse de la « légitime défense subjective », celui de la famille de la victime, M. Francis Terquem, continue d'affirmer qu'il s'agit d'une bavure et n'hésite pas à parler de montage policier.

Eric Laignel devait à nouveau être entendu ce mercredi par le juge d'instruction, M. Claude Conlange, qui, au terme d'un débat contradictoire, devra décider s'il y a lieu de maintenir le policier en détention, à Fresnes où il est incarcéré depuis le 2 août.

Plusieurs heures avant la reconstitution, Fontenay-sous-Bois a été soigneusement quadrillé par la police. Bien loin du lieu où quelques jours plus tôt un jeune motard, William Normand, a été tué d'une balle dans le dos par le gardien de la paix Eric Laignel, les barrages sont en place. Agacés, excédés par l'effervescence suscitée par la mort d'un « voyou », les riverains assistent aux contrôles tatillons des forces de l'ordre qui, en fin du compte, laissent les journalistes approcher à distance respectueuse du carrefour des rues Pierre-Brossolette, de Joinville et du Clos-d'Orléans.

Des policiers ont pris place sur les toits avec mission de « faire dégager tout ce qui porte carte de presse ». D'autres se sont installés chez les voisins dont les balcons trop accablés pourraient héberger des curieux. « Je suis surveillé, ils sont chez moi. Je ne peux vous faire entrer », nous dira même une habitante de la rue de Joinville.

Vers 19 h 30, alors qu'une dépanneuse transportant la grosse Kawasaki 1300 de William Normand a pris place rue du Clos-d'Orléans, une cinquantaine de personnes - avocats, magistrats et policiers - ont envahi le périmètre de sécurité. Pendant près de trois heures, deux thèses vont s'affronter ici. Celle des policiers, parlant d'une seule voix, et celle - en totale contradiction - d'un témoin, M. Marie-Louise Hennequart. Le drame s'est donc produit près du carrefour. Mais où exactement ? Ce sera l'un des points troubles de cette reconstitution.

« La moto regardait »

Alertés par radio de la présence possible de « l'homme à la moto » responsable, dit-on, d'une centaine d'agressions dans la région depuis deux ans, les policiers affirment qu'ils se sont arrêtés au milieu de la rue du Clos-d'Orléans, à 25 mètres du carrefour pour laisser descendre le gardien Eric Laignel du fourgon de police-secours. Selon cette version, le car a ensuite continué jusqu'au bout de la rue.

C'est alors que, sur leur droite, les policiers voient arriver le motard, qui roule assez lentement. Passant devant le nez du fourgon, William Normand serait alors monté sur le trottoir et aurait bousculé le chef de car, le gardien Moreau, avant de se trouver, toujours roulant sur le trottoir, à la hauteur d'Eric Laignel, jusque-là resté en retrait. Le motard remet alors les gaz. « La moto rugissait », dit le policier, qui se trouve à la hauteur d'un garage vers le milieu de la rue. A cet instant, alors que le motard, profitant d'un bateau, s'apprête à redescendre sur la chaussée, le policier lui lance : « Arrête-toi, démonte pas ».

William Normand, selon Eric Laignel, aurait lâché le guidon de sa moto de la main gauche. Prenant peur, pensant que son collègue Moreau avait pu être blessé et interprétant le mouvement du motard comme un geste de menace, le policier tire, mais n'arrête pas pour autant la course de William Normand. La moto, déséquilibrée, traverse la rue en diagonale, heurte une voiture et se couche après avoir glissé sur une vingtaine de mètres au bord du trottoir opposé, où William Normand va mourir.

Cette version, si elle laisse la porte ouverte à la thèse de « légitime défense subjective » développée par M. Garand, n'explique cependant pas pourquoi un impact de balle aurait été retrouvé une dizaine de mètres en deçà de l'endroit où le policier dit avoir tiré, ni pourquoi le rétroviseur avant droit de la moto (que la balle

a frappé après avoir traversé le corps de William Normand) a été découvert, lui aussi, à une dizaine de mètres en deçà de l'endroit où le motard a été touché.

Mimer en détail

Après avoir longuement demandé aux policiers de mimer en détail tous les moments de cette thèse, le juge d'instruction a entendu le témoignage diamétralement opposé de M. Marie-Louise Hennequart, une représentante de commerçants qui, partie faire une course en voiture ce jour-là vers 19 h 15, est arrivée face à la rue du Clos-d'Orléans au moment où, selon elle, le motard survolait non pas à la droite du car, mais sur sa gauche, alors que le fourgon de police est garé non pas à l'entrée de la rue, mais sur le côté.

Le motard, selon ce témoin, se serait engagé à très vive allure dans la rue du Clos-d'Orléans, et non à petite vitesse sur la chaussée, pas sur le trottoir. Il aurait frôlé le gardien Moreau, qui avait mis pied à terre. De l'endroit où elle se trouvait, M. Hennequart n'a pu voir le policier tirer, mais elle a bien vu le motard tomber et elle a cru, dit-elle, à un « accident de la route ». Dans cette version, le motard n'aurait pu faire de geste équivoque à l'égard du policier qui se trouvait à sa droite, car il aurait été obligé de lâcher la poignée des gaz, ce qui aurait immédiatement bloqué sa course.

Après presque trois heures de reconstitution, chacun campait sur sa version, et rien ne permettait de deviner quelle conviction s'était forgée le juge d'instruction. Celui-ci n'avait d'ailleurs pas fait procéder à la reconstitution des derniers moments de l'affaire et, notamment, du jet de gaz lacrymogène sur le visage de William Normand.

Dans le même temps, la polémique sur la personnalité de celui-ci allait bon train. Eric Laignel, selon son défenseur, pouvait bien avoir la certitude de se trouver face à « l'homme à la moto », l'homme qu'il avait déjà tenté quelques mois plus tôt de neutraliser, sans succès, avec une prise de karaté. M. Garand, sans accuser William Normand d'être responsable de toutes les agressions attribuées à « l'homme à la moto », continue d'affirmer, comme nombre de policiers, que des éléments de preuve ont été retrouvés sur le jeune homme et à son domicile.

L'enquête sur l'ensemble des vols à l'arraché confiée à la police judiciaire du Val-de-Marne pourrait apporter des éléments nouveaux dans les prochains jours. De même, une expertise balistique de l'arme découverte à son domicile - un Smith et Wesson de calibre 32 - est en cours. S'il n'avait pas de permis de détention d'arme, William Normand venait bien d'en faire la demande, comme l'atteste une lettre de la préfecture de Seine-Saint-Denis en date du 4 juillet.

Quels que soient les faits qu'établira l'enquête sur la personnalité de William Normand et les éléments fort peu juridiques échantillonnés par M. Garand, William Normand a été tué d'une balle dans le dos, alors qu'il n'était pas armé, et cela, personne ne le conteste. « Je ne conçois pas cette notion de légitime défense subjective », a beau jeu de dire M. Terquem. Ce que je sais, c'est que William est objectivement mort et que des contradictions subsistent entre la version des policiers et celle des témoins.

AGATHE LOGEART.

L'enquête sur Action directe

Un photographe parisien placé en garde à vue

Un photographe de l'agence Collectif presse, Mathieu Polak, trente et un ans a été interpellé dans la matinée du mardi 5 août par la police judiciaire, agissant sur commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction, M. Marcel Lemaître, chargé de l'enquête sur le groupe lyonnais d'Action directe.

M. Polak, titulaire d'une carte de journaliste, a été appréhendé par les policiers devant le siège de cette agence de diffusion de photographies, dans le 9^e arrondissement de Paris. Transféré dans les locaux de la police judiciaire, il a été placé en garde à vue.

M. Lemaître est chargé du dossier André Olivier, du nom de cet ancien professeur lyonnais arrêté en mars 1986 et considéré comme le responsable d'un groupe proche d'Action directe. De nombreux documents ont été saisis par les policiers lyonnais dans le cours de cette enquête. L'un des membres du réseau, Max Frérot, est toujours en fuite. Les autorités sont restées très discrètes toute la journée de mardi sur cette interpellation, se bornant à indiquer qu'elle intervenait dans le cadre d'un « dossier important ».

Le personnel de Collectif presse, agence fondée en 1981 par un petit groupe de photographes spécialisés dans l'actualité, s'est étonné des circonstances de cette interpellation, dont personne n'aurait été informé, or, il est, si l'un des collègues de M. Polak ne s'était trouvé par hasard devant l'agence au moment de l'intervention des policiers. Collectif presse s'étonne également « de la forme prise par cette interpellation, alors qu'il était possible de convoquer dans des conditions normales Mathieu Polak ».

L'affaire Villemin

Un an de congé pour le juge Lambert

Le juge d'instruction, M. Jean-Michel Lambert, chargé du dossier de l'assassinat de Grégory Villemin, a demandé à la chancellerie sa mise en disponibilité pour « convenance personnelle » et le ministère de la justice lui a accordé ce congé d'un an qui commencera le 1^{er} janvier 1987.

Agé de trente-quatre ans, M. Lambert - actuellement en vacances - avait été nommé à Epi-

nal, sa première affectation, en février 1980. Il avait récemment fait part aux journalistes de sa lassitude devant les critiques dont il était l'objet depuis le début de l'affaire Grégory, en octobre 1984.

Avant son départ, le juge devra décider si Christine Villemin, inculpée depuis juillet 1985 de l'assassinat de son fils, doit être renvoyée devant une cour d'assises ou si elle peut bénéficier d'un non-lieu.

A Strasbourg

Le retour de M. Bech

Près de cinquante jours après sa disparition, le 19 juin, à Honfleur (le Monde du 28 juin), l'industriel allemand Ulrich Bech est réapparu. M. Bech, inventeur d'un alliage résistant à de très hautes températures et pouvant intéresser la défense nationale, a téléphoné lui-même, le lundi 4 août, aux policiers de la gare de Strasbourg, des l'arrivée de son train en provenance de Cologne (RFA). Il a été interrogé par les policiers de la police judiciaire de Caen, agissant sur commis-

sion rogatoire d'un juge d'instruction de Liège.

Arrivé en France de Zurich, où il réside, M. Bech avait loué une voiture à Roissy le 19 juin. Il s'était rendu ensuite à Honfleur, dans un hôtel, où il n'avait pas dormi. Sa voiture avait été repêchée dans le port quelques jours plus tard. Les raisons de la disparition de l'industriel allemand restent mystérieuses, et sa femme, M. Françoise Bech, a seulement déclaré que l'industriel « avait eu très peu au cours de sa disparition ».

ACHETEZ LES MOUSTIQUES

MEUBLES

THEBAUT

La bonne nouvelle de l'été.

habitat vous offre 20 % sur habitat

Meubles : du 19 juillet au 10 août inclus, sur tout achat d'au moins 500 F, habitat vous offre une remise de 20 % à valoir sur votre prochain achat de meubles effectué avant le 1^{er} novembre 1986.



Société

Selon le « comité des sages »

Le projet de budget sacrifie la recherche industrielle

Le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT) — dit « comité des sages » — est la plus haute instance consultative de politique scientifique. Il examine, sous la présidence du ministre de tutelle — actuellement M. Alain Devaquet, — l'action gouvernementale, et spécialement l'établissement du projet de budget civil de recherche et développement (BCDR). Lors d'un tel examen, le 3 juillet dernier, le CSRT a émis un avis qu'il n'a pas rendu public, en attendant pour le faire que le projet de budget soit entièrement défini. Dans la mesure où une partie — celle qui est inscrite au titre du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur — en est actuellement connue (le Monde daté 3-4 août), M. François Kourilsky, vice-président du CSRT, estime que certains commentaires peuvent être faits.

Le premier est que l'information disponible est incomplète, et que le taux d'augmentation de 5,8 % qu'a obtenu M. Devaquet pour les crédits qui relèvent de son ministère ne s'étend pas à l'ensemble du budget. Le ministre n'a instruit que les crédits de recherche inscrits à son ministère, alors que ses prédécesseurs avaient la responsabilité de l'ensemble, celui-ci étant ensuite réparti entre les différents ministères qui assurent son exécution. Cette procédure nouvelle n'assure pas le respect des grands équilibres entre la recherche fondamentale, la recherche appli-

quée et les grands programmes de développement technologique. Elle renvoie au ministère des finances un arbitrage pour lequel il n'a pas de compétences particulières. On admet d'ailleurs au cabinet de M. Devaquet que les demandes venant des autres ministères ont été moins bien reçues rue de Rivoli, et que le taux d'augmentation du BCDR devrait être plus faible que les 5,8 % prévus.

Or le Conseil, comparant les dépenses sur plusieurs années, avait estimé que, après les importantes annulations de crédits faites fin avril, il fallait une augmentation d'au moins 6 % sur le budget ainsi amputé pour retrouver en 1987 le niveau atteint en 1985. Il est clair que ce ne sera pas le cas. On sera encore plus loin des prévisions du plan triennal adopté en 1985 par le Parlement, lequel impliquait des croissances annuelles de 4 % en volume et 1 400 emplois nouveaux par an.

Une incitation insuffisante

Une deuxième constatation est que le projet de budget sacrifie paradoxalement la recherche industrielle. En 1985, le Fonds de la recherche et de la technologie (FRT), moyen d'intervention directe du ministère, disposait de 1 200 millions de francs. A la demande du CSRT, il avait été décidé que la moitié de

cette somme irait à l'industrie, ce qui fut fait. Dans le budget initial de 1986, le FRT était du même ordre : mais il fut ramené à 530 millions de francs par la loi de finances rectificative. Dans le projet de budget pour 1987, le FRT doit disposer de 750 millions de francs, dont 40 % à 45 % iront à l'industrie, ce qui fera finalement un montant bien inférieur à celui de 1985.

L'Agence nationale de valorisation de la recherche voit aussi ses crédits fortement diminués. Or les crédits qu'elle distribue sont, pour M. Kourilsky, « le seul moyen d'inciter les PME-PMI à faire de la recherche ». La dotation de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, en forte diminution, allait pour une grande part à l'industrie : de même pour les crédits de la filière électronique.

La politique affichée par le gouvernement est de réduire les aides directes au profit de l'allègement des charges et d'incitations fiscales, mais le CSRT n'est nullement convaincu que de telles mesures feront croître la recherche industrielle — l'expérience du passé montre qu'elles n'ont eu aucun effet dans certaines branches. M. Kourilsky craint qu'on ait confondu l'aide aux entreprises en difficultés avec l'incitation à la recherche des secteurs qui y sont mal préparés (comme l'agro-alimentaire) et de ceux dont la technologie est « diffusante ».

POINT DE VUE

par Robert Comes
directeur de recherche au CNRS
Jacques Friedel
membre de l'Institut
et Denis Jérôme
directeur de recherche au CNRS

L'approche fondamentale de la recherche scientifique est de la faire passer, aux yeux d'un public non averti, pour une activité budgétivore, voire superflue vis-à-vis d'une recherche appliquée dont a besoin l'industrie pour évoluer et se moderniser, naturellement plus proche des préoccupations quotidiennes de la nation.

Sans doute les chercheurs fondamentaux n'ont-ils pas à expliquer que, en de très nombreux cas, les phénomènes qu'ils découvrent constituent l'annonce d'une recherche appliquée à plus ou moins long terme.

Dans beaucoup de domaines, la recherche fondamentale française se porte bien. Elle évolue même au plus haut niveau international. Témoin impartial, les contributions françaises aux réunions scientifiques internationales. Cette bonne santé, la recherche française la doit principalement au CNRS dont l'existence en France est indispensable à l'accomplissement d'une recherche fondamentale de qualité.

L'indépendance technologique passe de toute évidence par la présence d'une recherche appliquée forte et efficace puisent son inspiration dans un secteur fondamental amont vecteur et dynamique. Les Japonais l'ont parfaitement compris. Ce pays était réputé pour sa recherche appliquée, il est désormais en train d'effectuer une percée remarquable grâce à une recherche fondamentale de premier plan.

Vouloir renier l'organisation de la recherche fondamentale en France et notamment la fonder avec celle des universités, comme cela se pratique dans les pays anglo-saxons, est un argument qui ne tient pas compte des spécificités de notre pays en ce qui concerne la formation des ingénieurs et des chercheurs. L'enseignement supérieur français est tel que le nombre de jeunes, parmi les plus brillants, s'orientent en priorité vers la formation des grandes écoles et ensuite reviennent à la recherche, souvent au sein d'équipes du CNRS ou associées au CNRS, où ils se forment avec ceux issus des universités.

La suppression ou le simple ralentissement de l'embauche de chercheurs aurait des effets nuisibles à long terme. Cela conduirait d'une part au vieillissement d'une communauté de chercheurs, déjà relativement âgée par rapport à ceux de pays comme le Japon ou les Etats-Unis, et d'autre part à un effet pervers : le renforcement en étudiants des enseignements du troisième cycle

Éloge de la science pure

haut niveau international. Témoin impartial, les contributions françaises aux réunions scientifiques internationales. Cette bonne santé, la recherche française la doit principalement au CNRS dont l'existence en France est indispensable à l'accomplissement d'une recherche fondamentale de qualité.

L'indépendance technologique passe de toute évidence par la présence d'une recherche appliquée forte et efficace puisent son inspiration dans un secteur fondamental amont vecteur et dynamique. Les Japonais l'ont parfaitement compris. Ce pays était réputé pour sa recherche appliquée, il est désormais en train d'effectuer une percée remarquable grâce à une recherche fondamentale de premier plan.

Vouloir renier l'organisation de la recherche fondamentale en France et notamment la fonder avec celle des universités, comme cela se pratique dans les pays anglo-saxons, est un argument qui ne tient pas compte des spécificités de notre pays en ce qui concerne la formation des ingénieurs et des chercheurs. L'enseignement supérieur français est tel que le nombre de jeunes, parmi les plus brillants, s'orientent en priorité vers la formation des grandes écoles et ensuite reviennent à la recherche, souvent au sein d'équipes du CNRS ou associées au CNRS, où ils se forment avec ceux issus des universités.

La suppression ou le simple ralentissement de l'embauche de chercheurs aurait des effets nuisibles à long terme. Cela conduirait d'une part au vieillissement d'une communauté de chercheurs, déjà relativement âgée par rapport à ceux de pays comme le Japon ou les Etats-Unis, et d'autre part à un effet pervers : le renforcement en étudiants des enseignements du troisième cycle

des universités, pépinières de futurs chercheurs.

Cette limitation de l'embauche affecterait aussi les laboratoires industriels puisque un nombre croissant de chercheurs poursuivent leurs travaux en milieux industriels, comme cela se fait très communément dans la plupart des pays développés, après un passage, pour formation dans des équipes de chercheurs du domaine fondamental.

Affirmer le CNRS serait ainsi un mauvais coup porté à l'université puisqu'une large fraction des chercheurs des unités de recherche du CNRS ou associées au CNRS sont enseignants et bénéficient de l'aide en personnel et en matériel que le CNRS peut mettre à leur disposition.

Il est aussi important de remarquer que la recherche fondamentale devient de nos jours de plus en plus multidisciplinaire et que de très nombreuses études effectuées dans les laboratoires requièrent l'utilisation des grands équipements internationaux. La participation du CNRS à ces programmes est en quelque sorte le ciment pour la stabilité de l'édifice de recherche fondamentale.

C'est aussi le CNRS qui est capable d'assurer la stabilité dans le temps nécessaire au passage du fondamental vers l'appliqué. Les exemples récents ne manquent pas indiquant l'impact des recherches fondamentales sur le domaine appliqué : cristaux liquides, supraconductivité, lasers, résonance magnétique nucléaire (RMN), médecine, profilage du TGV ou même de certaines automobiles.

Cette stabilité est absolument nécessaire à la création scientifique. En effet, même si bien souvent c'est le hasard qui donne le coup de pouce responsable d'une découverte, rien n'aurait surgi si l'effort scientifique

La troisième caractéristique du projet de budget est la réduction des emplois, laquelle est une grande première en France. M. Devaquet a « judicieusement choisi » de faire porter cette réduction sur les ingénieurs, techniciens et administratifs, et de maintenir une embauche de chercheurs, mais ce n'est qu'un moindre mal. La France a un gros retard sur ses concurrents. On y compte — public et privé — 3,7 chercheurs pour 1 000 actifs, contre 4,7 en RFA, 6,2 aux Etats-Unis, 6,9 au Japon. Le déséquilibre est encore plus grand si l'on se limite au secteur industriel.

Finalement, il apparaît au vice-président du CSRT que le ministre a rectifié en partie les annulations d'avril, et que son budget garde une relative priorité dans l'ensemble des budgets de l'Etat. Mais cela n'évitera pas à l'effort global de recherche de diminuer en 1986 et 1987, en net contraste avec la progression qui avait été amorcée en 1979 et amplifiée à partir de 1981. Le CSRT a constaté que les annulations de crédits de 1986, que M. Kourilsky qualifie de « trop rapides et irrégulières », et qui ne sont nullement comparables avec celles faites en 1982 et 1983, auront causé une rupture brutale avec l'évolution précédente. Il y a là un changement net de politique, et le CSRT souhaite que le gouvernement l'explique et précise sa vision de ce que doit être la recherche en France.

MAURICE ARVONNY.

Le championnat de France de football

Feu d'artifice marseillais

Les footballeurs marseillais n'ont pas raté l'inauguration du stade vélodrome, remis à neuf, dans lequel près de 46 500 spectateurs ont assisté, mardi 5 août, à la première journée du championnat.

Les nouveaux dirigeants du club phocéen — dont le budget pour la saison 86-87 s'élève à 80 millions de francs — avaient prévu un feu d'artifice et un show laser pour ce premier rendez-vous à domicile. « Nous voulons que football rime avec fête », avait proclamé Bernard Tapie, dont apparemment seules les rimes sont pauvres. Mais les joueurs bleu et blanc n'ont pas attendu le spectacle pyrotechnique officiel pour embrasser le stade : 3 à 1 face à Monaco, un autre richissime favori, et deux buts de Papin, l'avant-centre que les deux clubs s'étaient disputés, « papier bleu » à l'appel, au cours de l'été.

L'OM est donc le premier leader du championnat. Les autres favoris ont peiné : Paris Saint-Germain, Bordeaux et Nantes ont dû se contenter d'une courte victoire (1 à 0) sur Laval, Metz et Lille, tandis que le Racing CP — qui vient d'engager un troisième étranger,

l'Uruguayen international Ruben Paz — devait s'incliner à Rennes (1 à 0).

Championnat des contrastes : la convivialité déborde à Marseille, l'ordre règne à Bordeaux. Les photographes de presse n'ont pas pu accéder au terrain, et les journalistes ont été interdits de vestiaires.

J.-J. B.

Les résultats

*Paris-SG b. Laval	1-0
*Nantes b. Lille	1-0
*Bordeaux b. Metz	1-0
*Lens et Toulouse	1-1
*Nancy et Auxerre	1-1
*Nice et Toulon	2-2
*Marseille b. Monaco	3-1
*Rennes b. RC Paris	1-0
Brest b. Le Havre	2-1
*Sochaux et Saint-Etienne	3-3

● ATHLÉTISME : record du monde. La Norvégienne Ingrid Kristiansen a battu, le mardi 5 août à Stockholm, le record du monde du 5 000 mètres, détenu par la Britannique Zola Budd, en 14 mn, 37 s., 33/100.

Les trucages du loto sportif italien

Les ripoux du Totocalcio

(Suite de la première page.)

Les moindres détails de ce procès étaient filmés, de sorte que les mords du calcio (1) puissent, s'ils le souhaitent, se droguer à loisir. Naples, troisième durant la saison 1985-1986, figurait parmi les suspects. Des témoins « au-dessus de tout soupçon » ont heureusement blanchi l'équipe du grand Maradona, que l'on aurait mal vu jouant en deuxième division !

Les accusations sont presque toujours les mêmes : tel ou tel a « touché » pour orienter la partie dans un sens moins favorable à son club ; symétriquement, tel ou tel a payé pour aboutir à un résultat plus favorable. Qui tente d'acheter ? Tout d'abord — cela ne surprendra pas — des dirigeants de clubs qui souhaitent passer en division supérieure. Non seulement parce que cela est une ambition naturelle, mais aussi parce que la « montée » s'accompagne, tout à fait officiellement, du versement de primes importantes de la part de la fédération.

Il est donc tentant pour des clubs, toujours au bord de la faillite (2), de pratiquer ce que l'on appelle ici « l'ascenseur ». Une année, on descend en division inférieure — et si, au passage, quelques-uns arrondissent des fins de mois déjà coquettes, qui leur en tiendrait rigueur ? — Et puis, en report courageusement à l'année suivante, en espérant être dans les premières places, qui donnent accès au groupe supérieur et aux primes afférentes.

Les pyramides de la fraude

Il est une autre institution qui contribue gravement à la pollution du calcio : les paris clandestins ou totocalcio. Ceux-ci coexistent avec les pronostics officiels ; mais leur chiffre d'affaires est nettement plus élevé : selon certaines estimations, l'équivalent de plus de 300 millions de francs chaque semaine « ouvrable » pour ceux-là, contre 125 pour les premiers (cela porte la mise moyenne de chaque adulte italien à 20 F par dimanche).

Clandestin le totocalcio ? Nullement ! Chacun connaît le bar, le kiosque à journaux, la station-service, la boulangerie la plus proche de son domicile où il peut porter ses 5 000 lire (25 F), sélectionner ses vainqueurs et, le cas échéant, revenir au début de la semaine suivante pour toucher sa mise. C'est plus cher que le totocalcio officiel (où une grille vaut 300 lire) ; cela rapporte moins gros (il n'y a pas d'équivalent du gros lot) ; mais c'est plus simple (on joue en principe sur

trois matches) ; et, avantages décisifs, on connaît en parlant son rapport éventuel et on est payé dans les quarante-huit heures. L'affaire est si peu secrète que, jusqu'à une récente interdiction, certaines chaînes de télévision privée donnaient les cours.

Les choses sont organisées de façon pyramidale. A la base, il y a les rabatteurs, par quartier, par entreprise, par lycée, par service administratif, etc. Ceux-ci rapportent les sommes collectées à des échelons supérieurs, moyennant naturellement une commission. Au sommet s'effectue la péréquation ; puis l'argent redescend et les rabatteurs, finalement, payent les gagnants. Il existerait au total quelques dizaines de pyramides de cette nature dans le pays. Les plus importantes ont leur siège à Naples, à Turin et à Milan.

Dès lors, la tentation est forte pour les « cerveaux » du totocalcio d'orienter les résultats de certains matches au mieux des intérêts de leur commerce. L'actuel scandale est né de ce que les « incorruptibles » de la brigade financière, enquêtant en décembre 1985 à Turin sur une affaire de drogue, ont découvert chez un trafiquant des dizaines de bandes magnétiques sur lesquelles étaient enregistrées des conversations téléphoniques où il était question de truquer des matches. Ces bandes ont été jugées très intéressantes d'abord par la justice, puis par le monde du football, décidé à faire un exemple pour redorer l'image du calcio national. Les révélations ainsi fournies avaient conduit à l'un des grands cerveaux du totocalcio, le Napolitain Armando Carbone, et à une demi-douzaine de complices qui ont été également arrêtés. Tous seront, bien entendu, traduits en justice. Les pouvoirs publics en effet se préoccupent non seulement du colossal manque à gagner provoqué par l'existence du totocalcio, mais aussi des implications probables de la Mafia dans ce trafic.

Rien pourtant n'est jamais acquis. Mardi, jour du « verdict » de Milan, a commencé à Florence un autre procès sportif pour truccages. Il concerne cinq clubs et une quinzaine de personnalités. Mais de troisième et quatrième divisions seulement !

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Calcio, en italien, signifie le coup de pied. Le mot en est venu à désigner le football. Le totocalcio est donc le concours de pronostics sur le football. Le totocalcio est le même concours mais « au noir ».

(2) Et cela bien que chacun, dirigeant, joueur, entraîneur, personnel administratif ou technique vive très grassement.

● Pour un haut comité des incendies de forêts. — M. Alain Carignon, ministre délégué à l'environnement, a annoncé mardi 5 août, son intention de déposer à l'automne un projet de loi pour la création d'un « haut comité des incendies de forêts ». Ce haut comité rassemblerait « les ministères, les profession-

nels, la sécurité civile, les pompiers, les élus locaux et les médias », afin de « répercuter l'information » et de « agir préventivement ». Le haut comité devrait mettre en œuvre une campagne de sensibilisation du même type que celle menée auprès des automobilistes pour la ceinture de sécurité.

Bébé-épreuve et sexe à la demande

Les responsables du Fertility Institute de La Nouvelle-Orléans ont révélé, le mardi 5 août, qu'un bébé conçu par fécondation in vitro était né, en janvier dernier, après qu'on eut sélectionné son sexe (masculin). La sélection a été réalisée au niveau des spermatozoïdes grâce à une technique connue. Celle-ci consiste à placer les spermatozoïdes dans un milieu riche en protéines et à les séparer en fonction de leur vitesse de progression. En théorie, on peut ainsi isoler les spermatozoïdes « masculins » des spermatozoïdes « féminins ». Les résultats obtenus ne permettent toutefois pas de penser qu'on dispose d'une technique totalement fiable. « A ma connaissance », a déclaré le docteur Steven Taylor du Fertility Institute, il s'agit du premier bébé né aux Etats-Unis après que son sexe eut été sélectionné in vitro.

C'est parce qu'elle permet une manipulation des cellules sexuelles que la fécondation in vitro permet d'envisager le choix du sexe de l'enfant à venir. Certains spécialistes estiment que, en pratique, la seule possibilité de faire le choix du sexe de l'enfant à naître consisterait, à établir le sexe de l'embryon obtenu avant implantation dans l'utérus ma-

ternel. On n'implanterait alors que l'embryon (masculin ou féminin) désiré.

Doit-on permettre au couple stérile de formuler un tel choix ? « Nous avons eu au départ quelques demandes en ce sens », nous a expliqué le professeur Jacques Testard (Hôpital Antoine Bécélère, Clamart). Il s'agissait surtout de Méditerranéens désirant des enfants mâles. Mais nous avons tout de suite expliqué qu'il n'était pas question de travailler dans ce sens. Pour moi, le bébé conçu par fécondation in vitro doit rester le bébé du hasard, le même que celui qui aurait été conçu si les trompes de sa mère n'avaient pas été bouchées.

Toutes les équipes médicales françaises, publiques ou privées, qui se spécialisent en fécondation in vitro ont-elles adopté (ou adopteront-elles) cette ligne de conduite ? L'absence de cadre réglementaire pour cette activité (comme pour l'insémination artificielle) et le développement de la cytogénétique laissent penser que l'épineuse question des rapports entre les nouveaux traitements de la stérilité et l'eugénisme n'a pas fini d'être posée.

JEAN-YVES NAU.

Mort de Jeanne Humbert pionnière de la lutte pour la contraception

Pionnière du combat pour la contraception et l'avortement, Jeanne Humbert est morte vendredi 1^{er} août à Paris.

Née à Romans (Drôme), le 24 janvier 1890, elle entra très jeune en contact, par sa mère, avec les milieux néo-malthusiens, partisans de la limitation volontaire des naissances. Elle rencontra, à dix-huit ans, à la Ligue de la régénération humaine fondée en 1896 par Paul Robin, Eugène Humbert, chargé de l'organisation de conférences, de la vente de contraceptifs et de la publication de la revue *Génération consciente*. Antimilitariste, celui-ci s'enfuit en 1914 en Espagne, où naît leur fille Claude.

Des années difficiles les attendent au retour, puisqu'une loi interdit en 1920 la propagande antinataliste et la divulgation de procédés contraceptifs. Elle leur vaut d'être empri-

sonnés à plusieurs reprises : deux fois deux ans en ce qui concerne Jeanne. En 1930, ils lancent un nouveau journal néomalthusien, *la Grande Réforme*. Jeanne parcourt les routes de France pour donner des conférences. En 1944, Eugène Humbert meurt dans le bombardement de l'hôpital d'Amiens. Jeanne continue son combat : elle publie des ouvrages, dont les biographies de Sébastien Faure (1945), Gabriel Giroud (1948) et Eugène Humbert (1948), et collabore à de nombreuses revues, avant de reprendre la publication de *la Grande Réforme*.

Jusqu'à la fin de sa vie, Jeanne Humbert a milité dans les milieux libertaires : en 1974, elle a aidé la militante anarchiste May Picqueray à fonder le *Refraire*. Elle écrivait aussi pour la *Rue et le Monde libé-*

EXPOSITIONS

Matisse à Nice

Tahiti, aller-retour

Printemps 1930: Matisse s'embarque pour Tahiti. Les répercussions de ce voyage seront profondes. Trois expositions le prouvent à Nice.

Les études sur Matisse ont maintes fois souligné combien les tournants de l'œuvre sont liés à des voyages. Celui de Tahiti, en 1930 par exemple, dont les répercussions profondes et lointaines font l'objet de la première des trois expositions proposées par Xavier Girard à Nice. Le critique d'art nommé depuis moins d'un an au poste de conservateur des collections Matisse du musée de Cimiez montre là qu'on peut faire beaucoup de bonnes choses à partir des grandes et petites richesses oubliées dans la Villa des Arènes (1).

Le musée, qui abrite, grâce aux dons de la famille de l'artiste, quelque cent cinquante dessins, cent soixante-dix gravures, les recherches autour de la chapelle de Vence et la quasi-totalité des sculptures, possède plusieurs œuvres relatives au voyage à Tahiti: le carton de tapisserie *Fenêtre à Tahiti* (1935), les deux tentures sérigraphées sur lin, *Océanie le ciel et Océanie la mer* (1946-1947), des dessins, des gouaches découpées. D'où l'idée de l'exposition présentée à la galerie des Ponchettes (inaugurée d'ailleurs en 1950 avec une exposition Matisse).

La lumière de l'autre côté de l'équateur

Au printemps 1930, Matisse s'embarque donc pour Tahiti, non pour y retrouver la trace de Gauguin (il voulait d'abord se rendre aux Galapagos, mais aucun bateau n'y conduisait), mais parce qu'il se demande quelle peut être la lumière de l'autre côté de l'équateur, parce qu'il cherche « un autre espace dans lequel faire évoluer les objets de sa révérence ».

A Tahiti même, Matisse fait quelques photographies dépourvues de

pittoresque, un peu troubles (qu'il trouve mauvaises), où l'on peut déceler ce qui l'imprègne: l'étendue de la mer, du ciel, la ligne courbe d'un cocotier. Tout à son éblouissement, tout à son expérience nouvelle de l'espace, de la lumière qu'il compare à « l'intérieur d'un gobelet d'or », alors que « la nuit est d'argent », il ne peint pendant son

profondeur: le rideau festonné traité en transparence d'un trait blanc ne suggère plus de premier plan. La même année dans *la Blouse verte et la Blouse bleue*, le fond reprend un détail de la fenêtre. Dans des dessins, des linogravures, les femmes portent des colliers tahitiens, un nu est allongé sur un tissu à fleurs (de frangipani) identique à celles de

proposé, entre ciel et mer, sans autres limites que le coup de ciseaux dessinant dans la couleur coraux, madréporas et autres, les motifs obsédants ramenés de Tahiti qui, d'objets dans le tableau, finissent par s'incruster dans son espace et faire avec lui l'objet d'un espace-couleur-lumière dépourvu à l'extrême.

Un cahier (et non un catalogue) sobre et bien documenté, que Matisse aurait aimé accompagner et compléter l'exposition. C'est le numéro un des publications du musée. Les numéros deux et trois sont également sortis parallèlement aux deux autres expositions, qui ne manquent pas non plus d'intérêt. Celle de Matisse: photographies, au musée Chéret, réunit une soixantaine de tirages des plus grands photographes qui ont connu le peintre, Carlier-Bresson, Capa, Brassai, Man Ray, Adant... Leur intérêt va au-delà du document et de la fenêtre ouverte sur les « intérieurs » matisiens, ses ateliers, ses séjours, au décor somptueux, ce sont aussi des lectures de Matisse proposées par ces « témoins supérieurs ».

Enfin au musée Matisse: *l'Art du livre*, qui réunit pour la première fois l'intégralité des livres illustrés par le peintre et ses contributions diverses à l'édition, nombreuses dans la dernière période de sa vie. Il y travailla la nuit parait-il, quand le jour il se consacrait à la peinture; la lumière provenant ici du dehors et là principalement de l'œuvre littéraire. Il y aura apporté son complément visuel, non plus cette fois par la couleur, mais par la ligne, les graphiques, l'arabesque, pour y architecturer le blanc.

GENEVÈVE BREHERETTE.

- * « Matisse et Tahiti », Galerie des Ponchettes, quai des Etats-Unis.
- * « Matisse : photographies », Musée Jules-Chéret, avenue des Baumettes.
- * « Matisse : l'art du livre », Musée Matisse, 64, avenue des Arènes, Nice.

(1) La Villa doit bientôt être rénovée. Les collections archéologiques qui occupent le rez-de-chaussée font dans un nouveau musée dont les travaux viennent de commencer sur le site.

Jochen Gerz à Calais

Entre les mots et les choses



« Le Vent »

Jochen Gerz expose ses récentes « œuvres sur papier photographique » : parcimonie des moyens et itinéraire exemplaire.

Ce Berlinais de quarante-six ans expose au musée des beaux-arts de Calais les derniers développements d'une démarche entreprise en 1969 intitulée F/T (photo/texte), où il mettait à nu notre incapacité à communiquer. En accolant un texte et une série de photos en noir et blanc, il choisit « non pas de représenter comme peut le faire la peinture figurative mais d'exprimer par un jeu mental de va-et-vient entre l'image et l'écriture une troisième signification que l'image ni le texte seuls peuvent concevoir ».

Tout le projet se situe alors dans la béance méticuleusement organisée entre deux médias non complémentaires. Pour être plus clair disons que le mot chat n'appelle pas son illustration. La méthode de l'assemblage veut que plusieurs photographies (40 cm x 50 cm) en noir et blanc soient alignées selon des axes géométriques simples autour d'un texte disposé à l'intérieur ou à l'extérieur de l'ensemble.

L'exposition de Calais privilégie, au niveau de l'écriture, la fable qui sert en même temps de contrepoint à la perception de l'image. L'exemple le plus représentatif est *le Chien dormi*. C'est l'histoire de deux personnes qui, vivant chacune de leur côté depuis longtemps, ne cessent de penser l'une à l'autre. La raison de leur séparation est sans impor-

tance ici, de même que la question de savoir si la distance qui les sépare est grande ou à nos yeux infime. Toujours est-il qu'elles ne se voyaient pas et ne pouvaient avoir de nouvelles l'une de l'autre. Elles ne connaissaient ni courrier ni téléphone ni les autres moyens de communication sans fil dont nous disposons...

Cette histoire humaine, trop humaine, accompagnée par une suite d'images évoquant un feuillage, un mur, des poissons, un cadre de fenêtre, fournit en quelque sorte le mode d'emploi du parcours de Gerz. Elle articule au propre comme au figuré la séparation comme s'il y avait deux vitesses pratiquement irréconciliables entre le fait de déchiffrer et l'acte de voir. Ces deux activités se déploient en général sur deux registres différents: la culture du côté des récits depuis *l'Homme qui court* jusqu'à *Deux Femmes qui traversent l'enfer ensemble* et la nature du côté de l'image: la mer, le rivage, l'île, les nuages, etc.

Malgré cette référence que l'on pourrait croire un instant écologiste, les paysages de Gerz ne déclinent pas un romantisme éculé, ils attendent le visiteur comme s'ils célébraient un regard original lavé des choses et des mots. Ils sont un peu comme ces chemins qui, menant nulle part, favorisent la contemplation et le recueillement.

BERTRAND RASON.

* « Gerz : œuvres sur papier photographique, 1983-1986 », Musée des beaux-arts de Calais jusqu'au 8 septembre.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

QUINTELLA ET LA SCULPTURE MODERNE 21 jusqu'au 13 octobre. Grande Galerie.

MAGNELL Ardoises et collages. Jusqu'au 21 septembre. Salle d'art graphique.

DEBORAH TURBEVILLE Jusqu'au 29 septembre. Galerie du Forum.

ENZO CUCCHI - TONI GRAND - LA REVUE PARKETT Jusqu'au 24 août. Galerie des arts.

LE GRAND PARIS Un projet de la Mission Baudouin 89. Jusqu'au 1^{er} septembre. - **CRÉER DANS LE CRÉE** Jusqu'au 8 septembre. LEUZE DE TRAVAIL Jusqu'au 13 octobre. CCI.

IMAGES DE TRAVAIL Jusqu'au 29 septembre. BPL.

REGARD COMPLEXE Photographies de chanteurs par M. Cormier. Jusqu'au 8 septembre. Forêt de la Seine.

SENS DESSUS DESSOUS Atelier des enfants, rez-de-chaussée. Entrée libre. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tj. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars 1987.

CHEFS-D'ŒUVRE DE LA TAPISserie DU XVI^e SIÈCLE (collections de la Ville de Paris). Jusqu'au 17 août. - **LA RENAISSANCE AU PETIT PALAIS** Nouvelle présentation des collections permanentes. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 18 F.

PRUD'HON La Justice et la Vérité: une œuvre divine poursuivait le crime. Jusqu'au 1^{er} septembre. - **LES MOTS DANS LE DESSIN** Acquisitions récentes. Jusqu'au 29 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée: 20 F (gratuite le dimanche).

MASQUES ET SCULPTURES D'AUTRIQUE ET D'OCCIDENT Collection Girardin. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée: 12 F. Jusqu'au 21 septembre.

1968. LES NOUVEAUX RÉALISTES - JEAN-LOUP SIEFF. Photographies 1953-1986. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 septembre.

MEUBLES ET OBJETS D'ART 1928-1937 Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). En permanence.

REBECCA HORN Naît et joue sur le dos du serpent à deux têtes - FRANÇOIS PERRODIN - REINER RUTHENBECK. Entre chaises et lampes. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

MARINETTE CUÉCO Histoires. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 octobre.

GEORGES MÉLIÈS - KEIICHI TAHARA Images de la fin du siècle - MARC TRIVIER. Jusqu'au 26 septembre.

ANDRÉ FRANCOIS Jusqu'au 8 septembre. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

ART ANIMÉ AU TEMPS DES DÉMIERS SHOGUNS. XVIII^e-XIX^e siècles - ANIMAUX D'ÉDO. Fonds Cernuschi, 1871-1872. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (45-63-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 15 F. Jusqu'au 12 octobre.

YVES SAINT LAURENT ET LE THÉÂTRE Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 19 h 30; dim. de 11 h à 17 h. Entrée: 18 F. Jusqu'au 7 septembre.

YVES SAINT LAURENT 28 années de créations. Musée des arts de la mode, 109-111, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 19 h 30. Dim. de 11 h à 17 h. Entrée: 25 F. Jusqu'au 26 octobre.

PAUL POIRET ET NICOLE GILBERT Arts de la mode et des décors. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée: 20 F. Jusqu'au 12 octobre.

JEAN CLAREBOUD Y. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée: 15 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

BENN Paysages et visages de Paris. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Jusqu'au 12 octobre.

TROIS SIÈCLES D'ORFÈVRE HISPANO-AMÉRICAINE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Sauf dimanche et lundi, de 11 h à 19 h (ouvert le 15 août). Entrée: 18 F. Jusqu'au 28 septembre.

SAVIGNAC Musée-galerie de la Seita, 12, rue Sarrouf (45-55-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

SIGNE ET CALLIGRAPHIE Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 20. Entrée: 20 F; dim.: 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

SCIENCE ET TECHNIQUE AU SECOURS DE L'ART Musée national de la Légion d'honneur, 2, rue de Beethoven (45-55-95-16). Sauf lundi, de 14 h à 17 h. Entrée: 10 F. Jusqu'au 16 novembre.

L'ART DE LA PLUME AU BRÉSIL Musée national d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (45-87-00-28). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée: 16 F. Jusqu'au 1^{er} septembre.

FORAIN Châteaux-illustrateurs de guerre, 1914-1918. Musée des deux guerres mondiales, hôtel des Invalides (45-55-92-30). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 18 h (fermé en août). Jusqu'en décembre.

LISZT ET LE ROMANTISME FRANÇAIS. Musée Ranson-Scheffer, 16, rue Chapuis (48-78-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 septembre.

BUJOUX, TABLEAUX ET MÉDAILLONS EN CHEVEUX Donation A. Chanol. Musée national des arts et tra-

ditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (47-47-99-30). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'en octobre.

SUR L'EAU... SOUS L'EAU Imagination et technique dans la Marine 1680-1730. Archives nationales - Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en décembre.

ROLAND BARTHES Le texte et l'image. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 août.

BLATAS ET L'ÉCOLE DE PARIS Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 28 septembre.

PAUL BAUDRY Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-32-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 25 août.

L'ATELIER DE RAYMOND CORBIN Sculptures, dessins, médailles. Monnaie de Paris, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

HISTOIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugrard (43-24-01-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

L'ENCYCLOPÉDIE VIVANTE Arts, sciences et techniques à la fin du XVIII^e et du XIX^e siècles. Espace Diderot. Entrée: 20 F. Jusqu'au 19 octobre. - **LES LIVRES SCIENTIFIQUES POUR LES DES ROBOTIS LÉGO** Mini-modèles et atelier de créations pour les enfants. Niveau S1. Entrée libre. Jusqu'au 15 août. - **LA MAQUETTE DE L'ENTREPRISE** Espaces Entreprises, niveau S2. Entrée libre. Jusqu'au 31 août. - **PRODUCTIQUE** PRODUIRE AUTREMENT. Explora, niveau 1. Entrée: 30 F (comprise dans le billet Explora). Jusqu'au 24 août. - **LES LIVRES SCIENTIFIQUES POUR LES JEUNES A TRAVERS LE MONDE** Médiathèque. Niveau S1. Entrée libre du mardi au dimanche inclus, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 31 août. Clôté des sciences et de l'industrie, 30, avenue Cornélius-Carion (42-41-33-88). Sauf lundi, de 14 h à 22 h. Les samedis, dimanches et jours fériés, de 12 h à 20 h.

En province

AIX-EN-PROVENCE Thomas Gieb et sa patrie: la tapisserie. Musée des Tapisseries, 28, place des Martyrs-de-la-Résistance (42-21-05-78). Jusqu'au 15 septembre.

ALBI Geer Van Velde. Musée Toulouse-Lautrec, Palais de la Borie (63-54-14-09). Jusqu'au 8 septembre.

ANGERS Nature de l'art. Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée; Tableaux photographiques. Galerie de Pré, rue Bressigny; Figurement des années 80. Nouveau théâtre, place Louis-Imbach. Jusqu'au 31 août.

ANGOULEME Peintures de Jean-François Lalauze. FRAC Poitou-Charentes. Hôtel Saint-Simon, rue de la Cloche-Verte (45-92-87-01). Jusqu'au 20 septembre.

ANNECY Energies 89 : œuvres du FRAC Rhône-Alpes. Musée-château (50-45-29-66). Jusqu'au 1^{er} septembre.

ANTIBES La médecine de la préhistoire au Moyen Âge. Musée d'histoire et d'archéologie, Basse-Saint-André (93-34-48-01). Jusqu'au 15 septembre.

ARLES Tapiss. Sculptures et ouvrages 1985-1986. Abbaye de Montmajour (90-54-64-17). Jusqu'au 13 octobre.

ARRAS Arras-Nemessoma. Musée, ancienne abbaye de Saint-Vaast, 22, rue Paul-Dominer (21-71-26-43). Jusqu'au 18 août.

AUBRE Les cités normandes de l'œuvre de la comtesse de Séguir. Musée Séguir-Rostopchine (33-24-01-58). Les vendredis, samedis, dimanches et lundis, de 14 h à 30 h. Jusqu'au 29 septembre.

AUXERRE Peintures aux fourneaux. La gastronomie revue par la peinture. Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (86-52-36-27). Jusqu'au 30 septembre.

AVALLON Plain-air de sculpteurs polonais. Esplanade en bas de la rue Boquillot. Renseignements au: 86-34-28-78. Jusqu'au 24 août.

AVIGNON Victor Luyet, 1861-1904. Rétrospective. Palais du Roure, 3, rue du Collège (90-82-57-51) et musée Louis-Voulard, 17, rue Victor-Hugo (90-86-03-79). Jusqu'au 15 août.

AX-LES-THERMES Gérard Bancel, Chapelle Saint-Jérôme. Jusqu'au 31 août.

BAYONNE Hans Seltzer. Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-59-08-52). Jusqu'au 15 septembre.

BELLAC XXXIII^e Festival national Jean Giraudoux. Pierre Mabillet; Didier Mathieu, 8, avenue Jean-Jaurès (55-68-76-03). Jusqu'au 31 août.

BIRON-EN-PÉRICORD Calder. Châteaux (53-53-85-50). Jusqu'au 14 septembre.

BORDEAUX Hommage à Bonnard. Musée des beaux-arts, cour d'Albret (56-99-91-60). Jusqu'au 25 août. - Gilbert and George, Cape, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 7 septembre.

BOURG-EN-BRESSE L'œuf affligé la mémoire. Les Anacronistes italiens. Priant de Broa, 63, boulevard de Broa (74-22-22-31). Jusqu'au 28 septembre.

BRIVE Vincent Boudes. Salles d'exposition du Théâtre municipal (55-23-31-39). Entrée gratuite. Jusqu'au 21 septembre.

CADILLAC Alain Lesté. Château des ducs d'Épernon (56-27-31-08). Jusqu'au 15 octobre.

CAGNES-SUR-MER Dix-huitième Festival international de la peinture. Château-musée Grimaldi (93-20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CAHORS Changer la rue. A. Breton et la révolution surréaliste du regard. Musée de Cahors, rue Emile-Zola (63-30-15-13). Tj. de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 août.

CA LAIS Jochen Gerz. Œuvres sur papier photographique 1983-1986. Musée des beaux-arts, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 8 septembre. Christian Zeimert ou les délices de la contrainte. Galerie de l'Antienne Poste, 13, bd Gambetta (21-36-27-40). Jusqu'au 15 août.

CANNES Grands maîtres de la sculpture. Mètre d'œuvre collection. Salons de la Malmoussin, 47, La Croisette. Jusqu'au 21 septembre.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Lde 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

VO: UGC BIARRITZ
UGC ROTONDE MONT-PARNASSE
UGC ODÉON - CINÉ BEAUBOURG LES HALLES

ALBERT BROOKS JULIE HAGERTY

LOST IN AMERICA

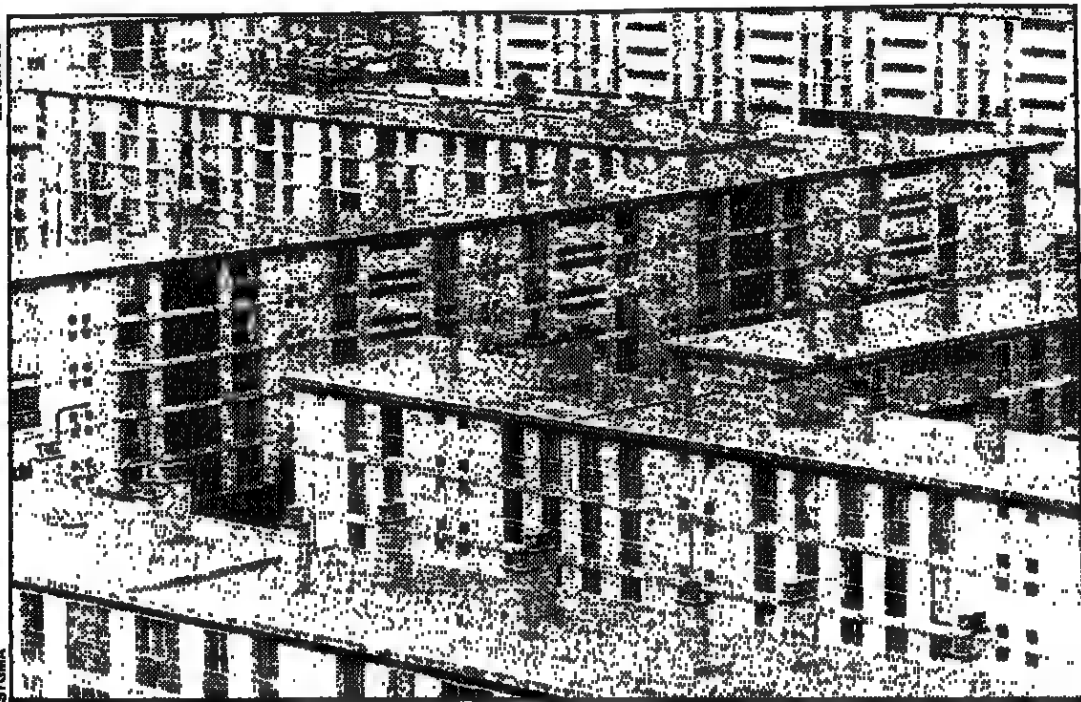
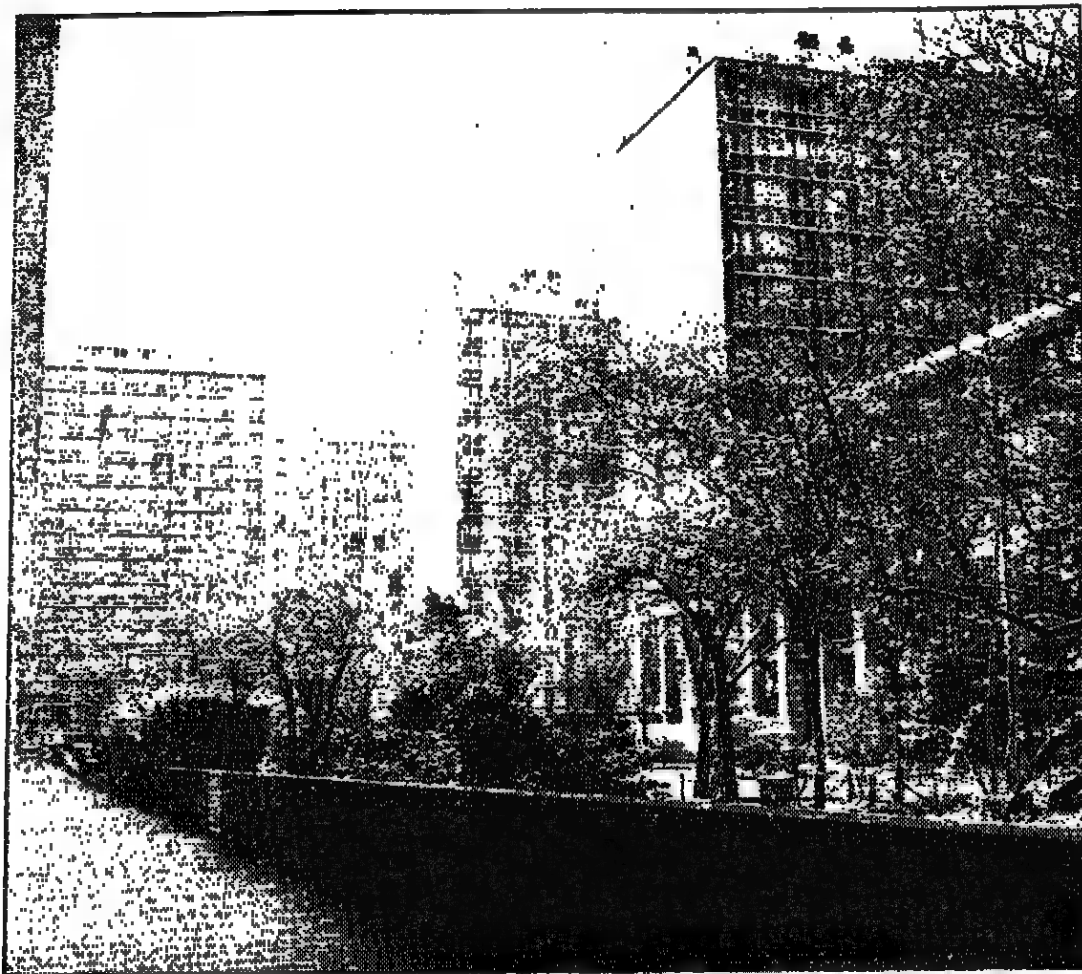
TOUT PLAQUER: MODE D'EMPLOI

THE GIFFEN COMPANY PRÉSENTE «LOST IN AMERICA»
Avec ALBERT BROOKS JULIE HAGERTY Producteur Exécutif HERBERT S. NANNAS
Musique de B. RUBINSTEIN Scénario de ALBERT BROOKS & MONICA JOHNSON
Directeur de la Photographie ERIC SAARINEN
Produit par MARTY KATZ Dirigé par ALBERT BROOKS

DISTRIBUÉ PAR WARNER COLUMBIA FILM

UNE LISTE

■ D'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1986



Ci-contre, l'ensemble immobilier du Point-du-Jour à Boulogne-Billancourt, réalisé par Fernand Pouillon entre 1958 et 1964. Ci-dessous, les grands ensembles de Sarcelles.

LE DISTRICT A BESOIN
dans les huit prochaines années
de 1200 000 nouveaux logements
de trois et quatre pièces

(Novembre 1966.)

20. Les années en béton

Le Français jusqu'à là avait un villageois, même si son village était en fait la ville. Mais les choses ne pouvaient plus durer. Tous les travailleurs des bourgs et des guérets, des ouvriers étrangers, attirés par les salaires et les bureaux qui se multipliaient, en même temps que la montée des jeunes, venaient gonfler la communauté citadine. Il fallait bien penser tout ce monde-là quelque part. Longtemps, ils se débrouillaient dans la ville, entassés dans des immeubles, cohabitant avec les taudis, envahissant les membres de leur famille arrivés plus tôt, tombant sous la loi implacable des marchands du sommeil ou sous la loi ondulée des bidonvilles.

Entre 1962, année d'arrivée massive des rapatriés d'Algérie, à 1969, fin de la magistrature gauloise, les bétonneuses ont été à plein rendement : plus de 500 000 logements ont été construits par une armée de 8 000 architectes déployant leurs troupes sur le terrain et repoussant toujours plus loin les limites de la superficie urbaine qui, entre 1954 et 1975, sera passée de 7 à 14 % du territoire national, au détriment des potagers, des labours, et des vastes espaces ruraux absorbés par la mégapole dévorante. Progrès ou désastre ?

La banlieue du phénomène a eu pour effet de fabriquer en elle non pas des citadins, mais des banlieusards. Le Corbusier donnait, dans la Charte d'Athènes, une définition de la banlieue : Elle est le symbole de la fois du déchet et de la tentative. C'est une sorte d'écume baroque des murs de la ville. Au cours des dix-neuvième et vingtième siècles, elle écume et devient marée, puis inondation. Elle a sérieusement compromis le destin de la ville. Siège d'une population indécise, elle a de nombreuses misères, bouillon de culture des révoltes, la banlieue est devenue dix fois, plus étendue que la ville. Ce mal ainsi que l'expression de grand ensemble contemporain. On ne de catastrophe en malédiction.

Si l'on prend le cas de l'agglomération parisienne, on s'aperçoit que la population intra muros diminue régulièrement, les vingt arrondissements perdant 1,71 % de leurs habitants entre 1962 et 1968 ; dans le même temps, la proche banlieue n'a guère gagné, mais que la grande banlieue a augmenté de 3,45 %. Tout se passe comme si la ville croissante trouvait son exutoire aux

Une nouvelle catégorie de citoyens apparaît : les banlieusards. On construit pour eux de grands ensembles à la périphérie des villes. Une plaie de béton qui suinte l'ennui et la délinquance.

confins de la ville. Dans la plupart des agglomérations de plus de 50 000 habitants, même phénomène : stagnation ou déclin du centre, turbulence de la périphérie. Enfin, l'homme de la banlieue était pavillonnaire, jardinier, et restait en contact avec son humus natal, son successeur ne trouve plus de ses dernières racines, emporté vers des horizons toujours plus hauts.

L'architecture d'habitat productiviste. Contrairement aux rêves du Bauhaus, qui lui conféraient la mission d'offrir aux êtres humains un avenir meilleur, c'est le contraire qui paraît se réaliser. Plus près de l'appareil d'Etat, la sensibilité de l'artiste, l'architecte moyen, l'officier de la ZUP, le spécialiste du clavier, répond à la

commande de la taylorisation d'espaces « fonctionnels » et

La construction de grands ensembles retourne la logique de l'urbanisme traditionnel : l'espace est occupé par des blocs d'habitation isolés, plantés dans le vide, fléchés par les courants d'air. La rue n'a plus de droit : la mobilité du trottoir et des petits commerces, celle du bistrot et des marchands à la sauvette, c'est fini. On certes, les travaux intensifs ne manquent pas forcément. « On a fait l'organisation », dit Liliane, dans les Petits Enfants du siècle, de Christine de Rivcourt. Ils ont fait tout pour qu'on soit bien, ils s'étaient demandé : qu'est-ce qu'il faut faire pour qu'ils aient bien ? et ils l'avaient mis.

Les Français pourraient prendre plaisir à se doucher, et faire leurs besoins sans sortir sur le palier. Il ne faut pas sous-estimer ce droit acquis à la dignité individuelle. Mais, le plus souvent, on a fait ces immeubles géants avec des matériaux médiocres, et ces logements avec un souci de rationalité qui exclut la humanité.

Des maux nouveaux apparaissent à côté des maux anciens qui s'aggravent : sonorité, fragilité des finitions, défaillance des transports en commun, absence d'équipements collectifs, promiscuité parfois et tardant toujours à venir, grisaille flouïère ; auxquels s'ajoutent les problèmes de population répétitifs : départs des maris,

départs des enfants... Il ne reste que la cité que les femmes, les vieillards et les invalides », comme le constate Liliane.

La France a raté dans les grandes larges transformations urbaines. Le béton périphérique a été pour longtemps au flanc de la société la plaie de l'ennui et de la délinquance. D'après l'architecte Roland Rainer, les vols et les cambriolages ont été de trois à sept fois plus importants dans les immeubles de plus de treize étages que dans les maisons individuelles. La fréquence des maladies est de 57 % supérieure dans les tours, celle des cancers le serait de 800 % (Le Monde, 18-1-1981). Les villes champignons ont été créées.

Pour tenter de briser ce cycle d'urbanisme, l'Etat, prenant le pas sur les communautés locales décide au cours des années 60 la construction de neuf villes nouvelles : cinq en région parisienne et quatre en province. Elles seraient autonomes ; on ne se contenterait pas d'y envoyer les logements les uns sur les autres ; on soignerait les équipements ; on créerait les emplois pour fixer la population. En 1966, les acquisitions foncières et les premiers travaux ont commencé à Evry et à Cergy. Sous le béton et l'acier, retrouverait-on une ville collective ?

On pourrait reprendre le mot des Grecs se servant pour désigner les étrangers vivant à la périphérie de la Cité : les Parasiens. Le Parisien s'est fait rare ; le banlieusard a vieilli ; le banlieusard à l'ancienne, avec ses laitures et ses murs blancs de chaux de bouillottes, a paru d'un autre âge ; l'habitant actuel n'était ni le village ni la ville ; il était devenu citoyen de la grande ville, piétement des tours verticales, guetteur mélancolique du pour et du contre. Une revendication devait en surgir : le droit à la ville, selon l'expression d'Henri Lefebvre : « le droit à la ville légitime, la

refus de se laisser égarer de la réalité urbaine par une organisation discriminatoire, ségrégative ».

Je vois par quoi il faudrait corriger un discours trop pessimiste sur le sujet. Avec son humour habituel, Alfred Sauvy a pu dire : « L'histoire des villes n'est faite que de pleurs versés sur leur croissance. » On ne saurait oublier, dans les dégâts de l'urbanisme contemporain, ou trop souvent, on trop planifié, l'état déplorable des conditions d'habitat en France au milieu du vingtième siècle : exiguïté, insalubrité, sous-équipement, surpeuplement... Mais en parant au plus pressé, obsédé du quantitatif, on a oublié que l'homme ne vit pas seulement de parpaing.

MICHEL WINOCK.

COMME LEURS AINÉS

LES JEUNES PRÉFÈRENT LA MAISON INDIVIDUELLE A L'APPARTEMENT EN IMMEUBLE COLLECTIF.

Trois jeunes gens de la région parisienne sur cinq préféreraient vivre dans une maison individuelle proche de la capitale, située au milieu d'un jardin privé où pourraient jouer leurs enfants : telle est la conclusion d'une enquête limitée menée par l'Office central interprofessionnel du logement (OCL) auprès de deux cents jeunes de dix-huit à vingt-trois ans, travailleurs, apprentis, étudiants ou lycéens.

Sur les 40 % d'autres jeunes qui optent pour l'appartement en immeuble collectif, la moitié préféreraient habiter Paris. Cette préférence pour la capitale est surtout sensible chez les filles. Les jeunes interrogés ont déclaré aux enquêteurs être disposés pour se loger à sacrifier la voiture et les loisirs, et, à la limite, les vacances. Cependant 20 % d'entre eux jugent qu'il n'est pas normal d'avoir pour perspective de tout consacrer au logement... (Novembre 1966.)

CITÉS SANS PASSÉ

Depuis longtemps l'urbanisme ne représentait plus aux yeux d'un grand nombre de Français qu'un ensemble de lois contraignantes. La science de la ville, dont le but profond aurait dû être le développement harmonieux, rationnel et humain des agglomérations, semblait l'apanage de quelques novateurs peu écoutés. Les théories de la ville future surprenaient, quand elles ne faisaient pas sourire. Or, le futur est devenu présent.

De nos jours, l'urbanisme est devenu l'intégrante d'un humanisme moderne.

Une ville, comme un être humain, grandissait et se développait lentement. L'implantation des quartiers d'une cité n'était pas le fruit d'un arbitraire, mais correspondait à une succession de choix particuliers. Des hommes se réunissaient en tel ou tel lieu, pour des raisons techniques ou de sécurité. L'urbanisme n'était pas un goût, le mode d'un moment et ses possibilités financières. Hormis quelques règles élémentaires, chacun était libre de bâtir sa maison comme bon lui semblait, sur le lieu qui lui plaisait.

On devait aboutir ainsi au paysage urbain du dix-neuvième siècle, qui, en diversité, n'était pas sans charme. Cependant les limites de cette

liberté furent atteintes quand on constata que la ville devenait anarchique et désordonnée.

Dès lors l'urbanisme apparut comme un ennemi du libéralisme, ce qui explique qu'à une époque où l'influence bourgeoise était prépondérante il ait eu des difficultés à s'imposer.

La nécessité de donner un toit à ceux qui n'en avaient pas ou logeaient dans des taudis conduisit à envisager la construction d'immeubles vastes et simples en des lieux salubres. La dimension même des vieilles villes imposait la fourniture, avec le logement, des équipements urbains nouveaux. On allait désormais édifier la cité et non plus seulement des maisons.

Aujourd'hui la vie urbaine elle-même est préconçue, et elle est soumise à une véritable loi de l'habitat. L'expérience dans un domaine n'est pas gratuite. L'adaptation des villes aux besoins qu'on leur livre se fait par une difficulté, mais de l'urbanisme à Moureaux l'impulsion est donnée. Quand elles atteignent leur maturité, les villes nouvelles ne manqueront pas d'attirer à elles des pionniers, ceux qui les habitent les premiers ont su leur donner une âme.

I. - SARCELLES : UN NOUVEAU STYLE URBAIN

Par MAURICE DENUZIÈRE

(Octobre 1963.)

CONCEPTION D'ARCHITECTES ET D'URBANISTES QUI REPROCHENT AUX « GRANDS ENSEMBLES » DE NE PAS ÊTRE ASSEZ ÉLOIGNÉS DE LA CAPITALE

Le projet de Paris-Parallèle permet-il d'assurer rationnellement l'expansion de la région parisienne ?

(Avril 1961.)

Demain : **Une information monstrueuse**

Un entretien avec le ministre des transports

« Discutons du statut du cheminot »

nous déclare M. Jacques Douffiagues

M. Jacques Douffiagues, ministre des transports, a assumé la réglementation aérienne pour y faire entrer un peu plus de libéralisme, au grand dam de la compagnie Air France. Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, il récidive avec la SNCF, à laquelle il demande des comptes sur la façon dont elle dépense 33 milliards de francs de concours publics annuels. Il plaide aussi pour que soit ouvert le débat sur le régime statutaire des cheminots, qui ne lui semble pas toujours justifié par des considérations techniques.

« Vous avez écrit au président de la RATP pour lui indiquer les économies budgétaires qu'il devrait réaliser. En revanche, vous n'avez pas adressé de la même manière le même message à la SNCF. Pourquoi ? »
« La RATP n'avait pas signé avec l'Etat un contrat de programme. J'ai donc dit au président de la RATP : « Voici ce que veut le contribuable. » Il n'en a pas voulu. Il est parti.

« A la SNCF, il existe un contrat passé avec l'Etat. Ce contrat que son président a pris des dispositions pour dans le sens de ses obligations contractuelles. Je n'ai donc pas de raisons d'intervenir dans la gestion de la société nationale.

« Et si l'objectif du retour à l'équilibre financier en 1989 ne pouvait être atteint, en raison de la poursuite de la chute du trafic « marchandises » ?

« Le retour à l'équilibre est l'objectif central du contrat de plan. C'est, pour la SNCF, une impérieuse nécessité. Or l'évolution du trafic « marchandises » est préoccupante, avec une chute de 4,5 % depuis le début de cette année. Si ce trafic continuait son déclin par rapport aux prévisions, comme on l'a constaté cette année, il faudrait à nouveau réfléchir aux moyens d'y remédier pour maintenir l'objectif de retour à l'équilibre.

« Heureusement que le succès du TGV compense cette conjoncture mauvaise !

« D'autres motifs de satisfaction existent : l'information et l'accueil du public se sont améliorés ; le matériel roulant a été modernisé ; la qualité du service rendu n'a pas cessé de progresser. Cela rappelle, le TGV Sud-Est se confirme comme un succès « flamboyant ». Le TGV Atlantique sera mis en service en 1989, malgré les difficultés budgétaires.

« Est-il possible de faire le point sur les différents projets de lignes à grande vitesse vers le Nord et l'Est, ainsi que sur leur raccordement aux axes existants ?

« Je tiens à souligner, en préalable, un point important : il ne peut y avoir de TGV « politique ». Ou bien la ligne étudiée est rentable et elle se fera, ou bien elle ne l'est pas et nous n'en parlerons plus. Ce principe s'applique aux arrêts comme aux tracés. Le kilomètre parcouru par personne et par voyage ne cesse de croître. En 1950, il était de 90 km. Il était, désormais, 180 km. Pas question, donc, de créer des « omnibus à grande vitesse » qui s'arrêteraient dans toutes les villes. Pas question non plus de faire zigzaguer la ligne pour satisfaire les élus locaux si le zigzag n'est pas rentable. Ce principe de rentabilité sera seulement corrigé par quelques préoccupations majeures d'aménagement du territoire, dont M. Pierre Méhaignerie a la charge.

« La commission quadripartite (Belgique, France, Pays-Bas, RFA) à laquelle est associée la Grande-Bretagne remetra en mois d'octobre ses conclusions sur le TGV Nord entre Paris, Bruxelles et Cologne, ses tracés, sa rentabilité et ses modalités de financement. Pour l'heure, je n'exclus aucun tracé. Il nous faudra trancher les questions en suspens, en fonction du tunnel sous la Manche, entre la fin de cette année et le printemps 1987. Le TGV doit-il passer par l'aéroport Charles-de-Gaulle ou non ? Par Amiens, Arras ou non ? Traverser ou contourner Lille ? Un tronçon commun éventuel par Soissons entre le TGV Nord et Est est-il viable ?

« Un TGV après l'autre. Après le TGV Nord viendra le TGV Est. M. Claude Rattier, ingénieur général des ponts et chaussées, effectue en ce moment le tour des collectivités concernées par le TGV Est,

vers la Lorraine. Il me remettra dans le courant de l'été une énumération des tracés possibles.

« L'interconnexion de ces réseaux est une nécessité. Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour voir que le raccordement des TGV Sud-Est, Atlantique, Nord et Est se fera à la hauteur de la ligne de grande ceinture de la région parisienne. Je ne renous pas en cause cette option du gouvernement précédent. Ce que je



veux réviser, c'est l'absence d'élu des préfabriques à la décision de construire une gare TGV à Massy-Palaiseau. J'ai demandé à M. Paul Josse, ingénieur général des ponts et chaussées, d'évaluer l'impact du projet et de me communiquer ses conclusions avant la fin de l'année.

« La rentabilité du TGV Nord dépend beaucoup de la décision de construire une gare TGV à Massy-Palaiseau. J'ai demandé à M. Paul Josse, ingénieur général des ponts et chaussées, d'évaluer l'impact du projet et de me communiquer ses conclusions avant la fin de l'année.

« Oui. Le gouvernement britannique manifeste la volonté de réaliser cet ouvrage. Le traité est conclu. L'élaboration des protocoles annexes (douanes, santé, sécurité, etc.) est en cours. Les procédures de ratification sont en marche. Il n'y a plus guère, semble-t-il, que les élus du comté de Kent pour s'opposer — toutes tendances politiques confondues — au chantier.

« Le gouvernement français est-il dans les mêmes dispositions ?

« Absolument. Il mettra en œuvre la procédure de ratification du traité dès la session parlementaire d'automne. Il a déclenché une procédure d'utilité publique dans le Pas-de-Calais, pour permettre au plus tôt l'ouverture du chantier. Certains ont extrapolé les difficultés de la mise en place d'un montage financier complexe. Le retard constaté concerne que le premier appel de capitaux pour 200 millions de livres sterling. Ce n'est pas grave.

« Comment sera financé le futur TGV Nord ?

« Une certitude : il n'y aura pas de financement budgétaire. Cela dit, tous les financements sont envisageables. On peut penser au crédit-bail, qui fonctionne déjà pour les wagons grâce à l'intervention d'Eurofin. On peut penser que la SNCF généra, en 1992, assez de bénéfices grâce au TGV Sud-Est et Atlantique pour supporter la charge financière de son tronçon, mais je ne suis pas sûr que ce soit la bonne formule. Et il y a, bien sûr, la concession pure et simple de l'infrastructure.

« Êtes-vous partisan de confier l'exploitation du TGV Nord à la SNCF ou à une société internationale ad hoc ?

« Rien n'est exclu. Mais il me semble que la SNCF a les compétences et les meilleures références requises pour être l'exploitant ou l'un des exploitants publics, mais ce sera un réseau international.

« Le succès du TGV dissuade-t-il l'Etat de délabrement de l'industrie ferroviaire française, qui, au-delà de 1987, sera réduite à construire ce produit unique et à supprimer 30 % de ses effectifs. Que comptez-vous faire ?

« Je m'en inquiète et en discute avec les principaux représentants de l'industrie ferroviaire. Pourquoi ne pas essayer de développer l'exportation du TGV ? J'ai chargé Pascal Clément, député UDF de la Loire, d'une mission d'exploration sur ce thème. Je ne mésestime pas la difficulté de l'entreprise, car les Etats-Unis, client possible, ont perdu l'habitude de prendre le train et, en Asie, nous nous heurtons à la concurrence japonaise. Mais il existe des possibilités d'exportation pour nos métros, tramways et matériels classiques. Enfin, je me demande si l'industrie ferroviaire ne pourrait pas se voir confier davantage d'entretien et de remise en état du matériel roulant de la SNCF. A condition qu'elle apparaisse — comme c'est possible — plus performante que les ateliers de société nationale.

« L'été dernier, la SNCF a connu une série de catastrophes ferroviaires qui ont coûté la vie à quatre-vingt-quatre personnes. Comment évaluez-vous la sécurité des chemins de fer français ?

« Ce n'est pas le problème numéro un de la SNCF. Certes, la fatalité, un équipement insuffisant des voies uniques et le non-respect des limitations de vitesse ont causé, en 1985, une suite de catastrophes. Je n'incrimine ni le gouvernement de l'époque, ni les cheminots, ni le système ferroviaire. J'appelle les efforts qui ont été déployés pour moderniser le réseau, former et motiver les agents, réduire les risques d'accidents. Le réseau français est un des plus sûrs du monde. C'est pourquoi j'ai été très choqué par certains mouvements de grève déclenchés à la suite de sanctions disciplinaires prises à l'encontre d'agents ayant mis en péril la vie des voyageurs. Si un mauvais conducteur pouvait impunément brûler un feu rouge, les usagers réagiraient très vite, et ce sont tous les cheminots, qui, hélas, en pâtiraient !

« Critiquez-vous la productivité des cheminots, comme vous avez critiqué celle des agents de la RATP ?

« A la RATP comme à la SNCF, mes interrogations concernent moins les conducteurs que les agents affectés à ce qui n'est pas directement la production : les services centraux, les ateliers, les approvisionnements. Je vous ai dit que je me demandais si c'était à la SNCF de refaire, à prix d'or, des wagons. La centralisation ferroviaire permet-elle une gestion locale efficace ? Je n'instruis pas un procès, mais, comme la SNCF reçoit chaque année 33 milliards de francs de concours publics, il m'appartient de vérifier que l'excellent service ferroviaire vaut bien ce prix.

« Dans quels domaines êtes-vous le plus critique ?

« Dans la messagerie, par exemple, le SERNAM n'est pas l'entreprise la plus performante. On peut d'ailleurs faire la comparaison avec Calberson, filiale de la SNCF, mais gérée selon les règles d'une entreprise normale. Quand je vois des avions aux couleurs du SERNAM, je me demande si celui-ci est vraiment bien dans son rôle. Dans le fret, la traction au charbon valait une remorque à cinquante ans. Il n'y a plus d'essards. Une partie importante du statut du cheminot, la durée de son travail, sa rémunération, ses temps de récupération, s'expliquent sans doute par la responsabilité particulière qu'il assume. Il travaille la nuit et le dimanche ; il a en charge la vie et la mort. Je pense qu'il est temps d'ouvrir un débat sur la justification actuelle du régime statutaire de la SNCF à la lumière des conditions actuelles de travail. Il faudrait démontrer qu'il est aussi fécond nerveusement de conduire des motrices électriques qu'une locomotive à vapeur. Il faut en débattre avant que des réactions de type postulatiste de l'opinion publique ne se fassent jour contre ceux qui apparaissent comme des nantis.

« Les cheminots sont prêts à se mobiliser pour défendre leurs effectifs et leurs acquis sociaux. En êtes-vous conscient ?

« Je ne suis pas contre les droits acquis, mais lorsque tout change autour de nous, il faut introduire quelque souplesse, ou bien le dispositif risque d'être emporté. Les raisons techniques qui légitiment certains avantages ont disparu. La traction au charbon valait une remorque à cinquante ans. Il n'y a plus d'essards. Une partie importante du statut du cheminot, la durée de son travail, sa rémunération, ses temps de récupération, s'expliquent sans doute par la responsabilité particulière qu'il assume. Il travaille la nuit et le dimanche ; il a en charge la vie et la mort. Je pense qu'il est temps d'ouvrir un débat sur la justification actuelle du régime statutaire de la SNCF à la lumière des conditions actuelles de travail. Il faudrait démontrer qu'il est aussi fécond nerveusement de conduire des motrices électriques qu'une locomotive à vapeur. Il faut en débattre avant que des réactions de type postulatiste de l'opinion publique ne se fassent jour contre ceux qui apparaissent comme des nantis.

« Si la SNCF assurait seule sa couverture sociale, je n'aurais rien à dire, mais il ne faut pas oublier que ce sont les assujettis du régime général de Sécurité sociale et les contribuables qui paient l'essentiel des pensions des cheminots.

« En définitive, vous vous trouvez dans une phase où vous vous posez beaucoup de questions ?

« Je ne prétends pas construire le monde ferroviaire idéal pendant le temps de mon ministère. Je ne suis pas hostile à l'idée de secouer un peu la SNCF comme je l'ai fait avec le monde aérien, c'est-à-dire sans nuire à ce qui marche bien. Je voudrais qu'il n'y ait plus de sujet tabou et qu'on réfléchisse, ensemble, aussi bien à l'avenir des filiales de la société nationale qu'à l'évolution du régime de travail de ses agents. Il m'attriste que cette offre de dialogue ne soit accueillie que par un concert d'impressions.

« — syndicaux ?

« De toutes origines, car il existe plusieurs sortes d'établissements. La meilleure façon d'éviter de discuter des sujets sensibles, n'est-ce pas de pousser des cris d'orfraie ?

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

Bonn dénonce les « exigences » économiques de Washington

(Suite de la première page.)

Depuis lors, les déceptions ont été nombreuses même si elles n'ont pas totalement surpris les spécialistes tant allemands qu'américains. La croissance s'est révélée plus modeste que prévue aux Etats-Unis et en RFA, les délais de réponse des balances commerciales à l'évolution des taux de change plus lents dans les deux pays. Des décalages particulièrement préoccupants pour le gouvernement américain — dans la perspective des élections législatives partielles en novembre — M. Stoltenberg s'est fait un plaisir de le souligner pour expliquer, et mieux regretter les « exigences accrues (de Washington) envers la RFA et le Japon ».

Ce constat dressé, le ministre allemand des finances a mis en garde ses partenaires américains sur les « sérieux problèmes » que posent à l'économie d'outre-Rhin l'affaiblissement persistant du billet vert. Au-delà de la boutade selon laquelle le dollar devrait valoir « plus de 2,10 DM » (il s'échange en deçà depuis quelques jours à Francfort), mais moins de 3,40 DM, son cours de juin 1985, M. Stoltenberg a rappelé que Bonn avait fait sa part du chemin. Depuis le printemps 1985, le mark s'est réévalué de 50 % par rapport au dollar et de plus de 10 % par rapport aux monnaies de ses autres grands partenaires commerciaux.

Pas de relance « artificielle »

Quelques jours avant l'intervention du ministre, le vice-président de la Bundesbank, champion de l'orthodoxie monétaire au sein de l'institut d'émission, avait, pour sa part, affirmé qu'une nouvelle baisse du taux d'escompte allemand, l'un des plus bas du monde à 3,5 %, n'aurait en rien l'économie américaine. D'aucuns, au sein de la CEE comme aux Etats-Unis, ont d'ores et déjà répliqué qu'un mouvement à la baisse, sans gêner la politique anti-inflationniste chère à la RFA, favoriserait un mouvement de détente sur les loyers de l'argent dont plus d'un pays industriel a aujourd'hui besoin. Mais cet argument, décidément, ne passe pas les bords du Rhin. M. Stoltenberg s'est ainsi contenté de recommander aux Etats-Unis de prendre exemple sur la gestion allemande et de se

préoccuper de réduire leurs déficits budgétaires avant d'appeler leurs alliés à la rescousse.

Effectuer une relance « artificielle » de la demande interne allemande pour réduire les excédents commerciaux de la RFA lui paraît tout aussi absurde. En volume, les exportations ont pratiquement stagné entre janvier et mai 1986, alors que les importations progressaient de 6 %. Et si la Bundesbank prévoit pour 1986 un excédent de la balance des paiements courants de 50 milliards de marks (contre 38,6 milliards en 1985) — la moitié sera due à des facteurs exceptionnels comme la chute du dollar et la baisse du pétrole —, l'an prochain cet excédent « sera en recul ». Ultime argument, et non des moindres, le ministre a rappelé que son pays ne se procure que 7 % de ses importations aux Etats-Unis. « Une croissance artificiellement gonflée ne pourrait apporter un soulagement significatif au commerce extérieur américain.

Il est toutefois un point sur lequel le ministre a été plus direct. S'il s'est félicité de la situation de l'économie allemande, il a fait de plus amples références à l'expansion de 1987 qu'à celle de cette année, en dépit d'une poussée très sensible de la demande interne, évaluée entre 4 % et 5 % cette année la plus forte hausse depuis 1977. Le dernier rapport mensuel de l'institut de conjoncture IFO en apporte l'explication. Selon l'institut, la croissance du produit national brut devrait plafonner à 2,5 % cette année, un niveau comparable à celui de 1985, pour atteindre 2,5 à 3 % l'an prochain seulement. Le même institut tablait, en mai dernier sur une hausse de 3 à 3,5 % du PNB en 1986. Cette révision en baisse est à mettre au compte des « résultats décevants » du premier semestre qui s'est terminé sur une progression en rythme annuel de 1,6 % du PNB.

Certes, l'activité a rebondi au deuxième trimestre avec une expansion de 3,5 %. Certes, la demande interne « n'a pas encore donné toute sa mesure » et relatera de plus en plus des exportations qui finiront par être handicapées par la revalorisation du mark. Mais au moment où le gouvernement fédéral américain lutte contre le calendrier électoral, la RFA est, une fois de plus, contrainte de remettre à plus tard des résultats économiques répondant à l'attente de ses partenaires. De quoi envenimer au cours des semaines à venir la polémique entre Bonn et Washington.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Les voiturettes de Ligier en cessation de paiement

La Société des automobiles Ligier, spécialisée dans la fabrication de voiturettes sans permis, s'est déclarée en cessation de paiement auprès du tribunal de commerce de Paris (le Monde du 5 août). Un administrateur judiciaire doit être nommé le jeudi 7 août et les dirigeants de l'entreprise ont bon espoir que l'entreprise obtienne l'autorisation de poursuivre son activité. Ligier a surtout des difficultés de

trésorerie. La société a perdu 7 millions de francs en 1985 et 1,2 million de francs depuis le début de cette année. Elle recherche un partenaire pour se renforcer « mais pas de reprendre », a précisé M. Guy Guillard, directeur financier. La société se propose de sortir un nouveau modèle en fin d'année, qui compensera davantage aux goûts de la clientèle.

Des agents démobilisés

La direction générale de la SNCF a reçu, au mois de juillet, une étude, sur « les attitudes du personnel » à l'égard de la société nationale, qui ne lui a pas fait plaisir du tout.

Réalisée par la direction de la communication, en collaboration avec la CORREMA, cette étude qualitative fait apparaître, en effet, une forte démobilisation des cheminots. « Une proportion non négligeable des salariés rencontrés, et qui quel que soit le collège, exprime leur démobilisation à l'égard du travail à la SNCF », lit-on dans les conclusions du document. « Les plus jeunes sont retournés plein d'espoir ; aujourd'hui, ils sont déçus. »

Les causes de ce désenchantement ? « Un fonctionnement de l'entreprise rigide et pyramidal ; un système de promotion jugé peu incitatif ; une hiérarchie perçue comme bloquante ; une liberté d'initiative trop étroite ; le sentiment que la direction de l'entreprise est trop peu présente ; le sentiment de n'être ni reconnu ni utilisé au niveau de ses capacités ; l'absence d'un projet ou d'objectifs mobilisateurs pour l'avenir de l'entreprise. »

Tout n'est pas noir, et l'attachement à la SNCF reste très fort. L'entreprise est ressentie comme un lieu d'émancipation et de promotion sociale. La satisfaction d'être cheminot est exprimée sans réserve. En revanche, « le système de promotion, principalement fondé sur l'ancienneté et injuste, il donne l'impression que beaucoup d'agents, et en particulier dans la maîtrise et l'encadrement, ne sont pas à leur place et n'ont pas les compétences requises. »

« Les plus jeunes agents, souvent très dynamiques, se sentent bloqués par une hiérarchie jugée incompétente, qui se repaît derrière la cage du règlement. Ce point n'est pas anodin, car d'autres enquêtes en entreprises font rarement état d'une perception de l'incompétence des supérieurs hiérarchiques. »

Les syndicats, restés très attachés au système de l'ancienneté, ne sont pas moins interpellés que la direction par les résultats de cette étude, qui trahit un fort désir de changement à la SNCF.

AL F.

VILLE DE DOUAI (Nord)

VENTE D'UN TERRAIN DE 3,2 HA EN PLEIN CENTRE DE DOUAI

(Agglomération de 125 000 habitants)

Pour opération de construction à usage de commerces, de services, d'habitations...

Le dossier d'appel d'offres est à réclamer ou à retirer à l'Hôtel de Ville B.P. n° 836, 59508 DOUAI CEDEX.

Economie

Après l'accord de Genève

Cessez-le-feu à l'OPEP

L'accord de limitation de la production pétrolière de l'OPEP obtenu à Genève, le lundi 4 août, rassure provisoirement l'Organisation. Une nouvelle réunion est prévue pour le 6 octobre. La bonne volonté manifestée par les pays producteurs non membres, le respect des quotas et l'évolution de la guerre du Golfe seront déterminants pour l'avenir.

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

Après une journée de « folie furieuse », selon l'expression d'un négociant, les marchés pétroliers internationaux ont quelque peu retrouvé leurs esprits, mardi 5 août. Les cours du brut, après une envolée excessive, se sont momentanément stabilisés (1). Le temps, pour les milieux pétroliers, d'évaluer les perspectives de l'accord conclu à Genève lundi soir par les treize pays membres de l'OPEP, afin de stopper la chute des prix et de stabiliser provisoirement le marché (le Monde du 6 août).

Il est vrai qu'à Genève, mardi, les ministres de l'OPEP, passés l'enthousiasme initial, ont semblé, curieusement, s'attacher à démolir l'impression favorable donnée la veille par leur unanimité. Le communiqué final, publié à l'issue de neuf jours de négociations, confirmait certes l'essentiel : l'OPEP était convenue, à l'unanimité, de revenir, pour deux mois à compter du 1^{er} septembre, au plafond et aux quotas de production appliqués jusqu'en décembre dernier pour « créer un choc » et redresser les prix en retirant du marché environ un cinquième de sa production actuelle. Elle se retrouverait, le 6 octobre prochain, pour tenter de s'entendre sur un accord, définitif cette fois, permettant de stabiliser durablement les prix du brut à un niveau à déterminer. D'ici là, elle contacterait les producteurs non membres de l'Organisation pour leur demander de participer à l'effort de stabilisation générale et étudierait un nouveau système de prix destiné à mettre fin à la pagaille actuelle, ainsi qu'une répartition équitable de quotas définitifs par pays.

Mais, derrière l'unanimité, transparaissent déjà, mardi, des ran-

coeurs plus vives que jamais, chaque camp tentant de tirer la couverture à lui. « Il y a un cessez-le-feu, mais la guerre continue », assurait un consultant.

D'un côté, les pays du Golfe, qui, derrière l'Arabie saoudite, ont dû s'incliner devant la volonté de la majorité, soulignant le caractère provisoire de cet accord, assurant, contre toute évidence, qu'il ne signifiait en rien un abandon de la stratégie de reconquête du marché menée depuis décembre.

Il s'agit seulement d'une trêve. L'Organisation n'a pas, assurent-ils, l'intention de se contenter éternellement d'une production de 16 millions de barils par jour et d'un rôle de producteur résiduel. « Le sacrifice que nous consentons est si grand que nous ne pourrions accepter qu'un seul pays viole cet accord. Si tel était le cas nous nous sentirions de nouveau libres », a indiqué le ministre du Koweït. Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour pouvoir augmenter instantanément notre production... »

« Une période
de grâce »

De l'autre côté, les pays qui, comme l'Iran et l'Algérie, se battent depuis des mois pour que l'OPEP revienne à sa stratégie passée et accepte de plafonner sa production ont souligné au contraire l'importance du revirement opéré à Genève. « Nous ne continuons pas la guerre des prix, nous avons décidé de nous battre tous ensemble », assurait le ministre algérien. Cela fait six fois que nous nous réunissons depuis le début de l'année. Ce résultat est fondamentalement différent des précédents. Il offre incontestablement de meilleures perspectives pour l'ensemble des pays producteurs de pétrole. »

En fait, si le résultat à court terme de cet accord sera presque inévitablement un redressement notable des cours du pétrole, ses perspectives à plus long terme restent largement incertaines. « Il y a une période de grâce. Tout dépend de la façon dont l'OPEP la mettra à profit », assure M. Mouradine Ali, laoustine, consultant international basé à Genève et ancien dirigeant de la compagnie nationale algérienne Sonatrach. Mais un certain nombre d'éléments paraissent militer en faveur d'un redressement durable.

des prix et d'une entente au sein de l'OPEP. D'abord, la détermination manifestée par tous les membres à respecter leurs engagements. « Cette fois le seul pays qui, pendant deux mois au moins, tout le monde respectera ses quotas », assure un haut responsable de l'Organisation. Outre la peur d'un effondrement des prix, l'importance des contacts politiques au plus haut niveau qui ont entouré cet accord constitue en soi une garantie.

« Sur le même
bateau... »

Second élément positif : la bonne volonté manifestée par un certain nombre de producteurs extérieurs à l'Organisation, soulagés par l'arrêt de la guerre des prix et peu désireux de la voir reprendre. Dès lundi soir, cinq pays - Egypte, Mexique, Angola, Malaisie et le sultanat d'Oman - avaient manifesté leur désir de coopération et proposé de réduire leur production de quelque cinq cent mille barils par jour.

Enfin, dernier point positif : le rapprochement des positions des pays de l'OPEP sur le fond. Au-delà des apparences, chaque camp a fait d'importantes concessions à l'occasion de cet accord provisoire. Les pays du Golfe en acceptant de renoncer, pour deux mois, de fait sinon officiellement, à la stratégie qu'ils prônaient depuis l'hiver dernier et de réduire massivement leur production ; l'Iran, l'Algérie et la Libye en renonçant à défendre avec acharnement le retour aux prix du pétrole élevés de l'an dernier.

C'est probablement là le plus important. Le niveau auquel il convient de stabiliser à long terme les prix du pétrole est en effet la vraie pomme de discorde de l'Organisation. Contre les pays du Golfe, qui souhaitent maintenir les cours autour de 16 dollars par baril, afin de protéger durablement leurs marchés contre les autres énergies, les pays ayant de faibles réserves ou des besoins financiers pressants, comme l'Algérie et l'Iran, soutenaient jusqu'à un retour à des prix beaucoup plus élevés de 28 dollars à 29 dollars par baril.

Si, comme ils l'ont fait cette semaine à Genève, les « durs » acceptent de renoncer à maximiser les prix du brut, il sera beaucoup plus facile à l'Organisation de s'entendre en octobre sur un plafond

et des quotas de production. Compte tenu de la reprise saisonnière de la demande, du dégonflement des stocks et, éventuellement, de la coopération des producteurs extérieurs, l'OPEP peut espérer pousser son plafond jusqu'à 18 millions de barils par jour, un niveau beaucoup plus facile à répartir et qui constitue, selon un dirigeant de l'Organisation, son objectif réel pour les deux derniers mois de l'année. Ce plafond permettrait seulement de maintenir les prix dans une fourchette de 16 dollars à 18 dollars par baril. Pas de les remonter au-delà. Mais, au bout du compte, tout le monde y serait peut-être gagnant. « S'il y a un bénéfice à la guerre des prix, assurait mardi soir le ministre algérien du pétrole, c'est le fait que tous les pays producteurs et exportateurs de pétrole ont réalisé qu'ils sont embarqués sur le même bateau ». L'esprit de coopération nouveau qui s'est dégagé à Genève au cours du dernier week-end résistera-t-il à l'épreuve ? A moins, bien entendu, que la guerre du Golfe ne vienne, une fois de plus, faire voler en éclats ce fragile consensus.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Après avoir coté jusqu'à 15,65 dollars par baril sur le marché à terme de New-York, pour une livraison en septembre du West Texas Intermediate (qualité de référence), le prix est redescendu vers 15 dollars en fin de journée du 5 août. Le gazole, à Rotterdam, est monté à 135 dollars la tonne avant de retomber à 127 dollars pour livraison en août.

● Réserves américaines sur la portée de l'accord. - M. Harrington, secrétaire américain à l'énergie, a émis, le 5 août à Washington, des réserves sur la portée de l'accord obtenu à Genève. La baisse de la production devrait être supportée principalement par l'Arabie saoudite : « Ce ne va pas très bien se passer chez les Saoudiens », a-t-il déclaré. « Une nouvelle domination du marché pétrolier mondial par l'OPEP, comparable à celle connue dans les années 70, serait malaisée pour l'Amérique et le monde libre. Plus, ce serait inacceptable. (...) Tant qu'ils [les pays de l'OPEP] se font concurrence pour vendre du pétrole, tout va bien », a affirmé M. Harrington.

A propos du boycottage
de la Libye

« Les achats pétroliers français sont faits en fonction des conditions régnant sur le marché telles que les apprécient les entreprises, et non des décisions gouvernementales », a indiqué le ministre de l'Industrie, le mardi 5 août. L'entourage de M. Madelin commentait nos informations (le Monde du 6 août) sur une demande faite en avril dernier par le gouvernement français aux compagnies pétrolières opérant en France, de cesser d'acheter du pétrole libyen. Avec cette demande, la France est le premier pays européen à suivre les Etats-Unis et à appliquer des sanctions économiques contre la Libye.

« Je ne peux vendre une seule cargaison libyenne en France, car les compagnies ne l'achèteraient pas », a indiqué au Wall Street Journal (6 août) M. Slimane Bouguerra, directeur de Parac Limited, courtier basé à Genève. « C'était une directive générale, c'est maintenant une politique officielle », a-t-il ajouté. Au siège des compagnies, on ne voit pas une « inflexion » gouvernementale à ce sujet. Total et Shell-France reconnaissent officiellement pourtant ne plus acheter de pétrole libyen. ELF refuse d'indiquer ses achats.

(Dans l'article de notre envoyée spéciale à la conférence de l'OPEP à Genève, nous n'avions pas parlé d'« inflexions » mais de « recommandations ». Nous maintenons nos informations, puisées aux meilleures sources des milieux pétroliers internationaux à Paris.)

● RFA : hausse saisonnière du chômage. - La RFA comptait 2,13 millions de chômeurs fin juillet, en hausse de 3 % sur le mois de juin, annonce l'Office fédéral du travail. Pour le président de cet Office, M. Heinrich Franke, cette poussée du chômage, qui touche désormais 8,6 % de la population active contre 8,4 % en juin, est essentiellement saisonnière car elle intervient à la fin du cycle scolaire et à un moment de traditionnel ralentissement de l'activité économique. Ce phénomène masque, selon lui, la poursuite d'une « bonne conjoncture sur le marché du travail », et un accroissement des offres d'emploi.

Marchés financiers

PARIS, 5 août ↑

Les pétroles en tête

La Rue Vivienne a, comme la plupart des places, favorablement réagi à l'accord conclu par les pays de l'OPEP à Genève. Les valeurs pétrolières se sont redressées d'un bloc, Elf, Total, Esso, Elf Gabon, notamment, favorisant ainsi un raffermissement non négligeable du marché. Dans la matinée déjà, l'indice instantané avait progressé de 0,47 %. Des prises de bénéfices, observées notamment sur le STP, faisaient cependant reculer le cote. Au son de cloche final, le marché perdait toute son avance initiale, terminant sur un score nul.

De nombreux cours se sont améliorés de quelques fractions seulement (Peugeot, CSE, Compagnie Bancaire par exemple), quelques points de réelle fermeté sont apparus à la cote. Citons Roussel-Uclaf, Printemps, Carrefour, Générale Occidentale.

Bref, assourdi en début de semaine, le marché a paru se réveiller un peu.

Au tour de la corbeille, toutes les conversations portaient sur le compromis auquel les pays producteurs étaient péniblement parvenus la nuit dernière. Nul ne se faisait illusion sur son efficacité, le jugement fragile. Mais, tous reconnaissaient l'effet psychologique produit.

Sur le marché obligataire, toujours en petite forme, les diverses sortes de produits ont maintenu leurs prix, voire les ont très améliorés. Toujours bien orienté, le MATIF a enregistré des avances d'une demi à deux variations.

Alpi a cédé en Bourse la totalité de sa participation (25,9 %) dans le capital de la SCAC. De son côté, l'UAP a pris 10 % dans CERUS, holding des participations de M. Benedetti.

NEW-YORK, 4 août ↑

Nouvelle avance

Pour la seconde séance consécutive, les cours ont progressé mardi à Wall Street. Le marché s'est même offert le luxe de repasser la barre des 1 800 points (1 800,20). Mais, comme la veille, il n'a pas réussi à maintenir toute son avance et, à la clôture, l'indice des Industriels s'est établi à 1 777 (+ 7,04 points). Mais, cette fois, le bilan de la journée a été satisfaisant. Sur 1 943 valeurs traitées, 899 ont monté, 656 ont baissé et 388 n'ont pas varié.

Dernier, les investisseurs ont favorablement réagi à l'accord conclu par les pays de l'OPEP sur une réduction des productions et, tout naturellement, les actions des compagnies pétrolières se sont retrouvées en première ligne. De l'avis général, une stabilité des prix du baril entre 13 dollars et 16 dollars serait satisfaisante pour permettre aux sociétés domestiques de ramener avec les profits. Beaucoup estiment que les banques américaines, très impliquées dans le développement des pays producteurs, allaient pouvoir souffler.

Reste que le consensus économique sur l'Etat-Unis continue d'acquiescer, incitant les opérateurs à se montrer prudents. Enfin, autour du « Big Board », certains attendaient avec impatience la fin de la première opération de refinancement de T-Dea.

L'activité s'est accrue et 153,09 millions de titres ont changé de mains, contre 129,99 millions la veille.

VALEURS	Cours du 4 août	Cours du 5 août
Alcoa	32 1/8	32 1/8
A.T.	24	24 1/8
Bowling	58 7/8	59 1/8
Chase Manhattan Bank	38 3/4	40 1/8
De Post de Hercules	74 7/8	75 1/4
Essex Knoll	35 3/4	36 1/2
Essex	81 3/4	84 3/8
Ford	54 7/8	55 1/4
General Electric	75	75 1/2
General Motors	88 3/8	88 5/8
Goodrich	30 7/8	31 3/8
I.B.M.	121 1/8	121 3/4
J.T.	51 3/8	51
McCall	31 3/8	32
Merck	25 1/4	25 3/4
Scotch	28 1/4	28 3/4
Tesco	28 3/4	29 3/8
U.A.L. Inc.	85 5/8	86 3/8
Union Carbide	21 1/8	21 1/2
USX Corp.	18 3/8	18 7/8
Washington	54 1/2	54 1/4
West Corp.	82 1/2	82 1/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,75 F ↓

Le dollar a reculé mercredi 6 août sur toutes les grandes places financières internationales, pour coter 2,0820 DM à Francfort (contre 2,0883 DM) et 6,7525 F à Paris (contre 6,8250 F). Le livre s'est, elle aussi, affaibli contre les devises du SME : 10 F (contre 10,13 F).

	5 août	6 août
Dollar (en DM)	2,0883	2,0820
TOKYO	5 août	6 août
Dollar (en yen)	154,30	154,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

	(officiels prévus)
Paris (6 août)	7 %
New-York (5 août)	6 5/16 %

INDICES BOURSIS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	5 août	6 août
Valeurs françaises	145	144,5
Valeurs étrangères	100	102

C' des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	379,6	379,8
----------------	-------	-------

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

Industrielles	1 769,96	1 777
---------------	----------	-------

LONDRES

(Index Financial Times)

Industrielles	1 261,5	1 265,8
Mines d'or	194,5	193,1
Fonds d'Etat	88,65	88,21

TOKYO

4 août 5 août

Nikkei Dow Jones	17 263,1	17 414,8
Indice général	1 411,29	1 428,86

MATIF

Notation en pourcentage du 5 août

Nombre de contrats : 2 553

COURS	5 août	6 août	7 août	8 août
Dernier	110,75	111,63	112,55	112,60
Précédent	110,60	111,45	112,40	112,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

OUVERTURE DE LA PREMIÈRE BOURSE DES VALEURS EN CHINE. - La première Bourse des valeurs mobilières a ouvert ses portes le 5 août en Chine. Située à Shenyang (nord-est du pays), elle traitera, au départ, uniquement des titres émis sur une base expérimentale par des entreprises industrielles.

AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES. - La

CSEE va procéder à une augmentation de capital correspondant, prime comprise, à un montant de près de 100 millions de francs.

ÉMISSION D'OAT. - Le Trésor va procéder, le 7 août, à l'émission d'une nouvelle tranche d'obligations assimilables du Trésor (OAT), 7,50 % juillet 2001, remboursable au bout de la quinzième année. Cette opération s'effectuera « à la hollandaise », chaque proposition retenue étant servie au prix demandé.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ less + tant	Rep. + ou dép. -		Rep. + ou dép. -		Rep. + ou dép. -	
E.-U.	6,7320	6,7500	+ 35	+ 47	+ 70	+ 95	+ 200
DM	3,2480	3,2460	- 70	- 51	- 119	- 91	- 482
Yen (100)	4,3716	4,3764	+ 85	+ 101	+ 159	+ 187	+ 493
DM	3,2430	3,2460	+ 67	+ 80	+ 131	+ 151	+ 384
Fluor	2,5781	2,5806	+ 35	+ 42	+ 72	+ 86	+ 236
F.R. (100)	15,685	15,688	- 46	- 9	- 92	- 28	- 334
F.S.	4,0187	4,0172	+ 85	+ 105	+ 171	+ 196	+ 590
L (1 000)	4,7101	4,7155	- 149	- 125	- 382	- 261	- 916
L (1 000)	10,9196	10,9298	- 252	- 228	- 471	- 420	- 1322

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 3/8	6 1/2
SE-IL	5 3/4	4 7/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16
SE-IL	5 3/4	5 3/8	5 3/8	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/8	5 1/2
SE-IL	7 1/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4	7 3/4
SE-IL	2 1/4	3 3/4	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2
SE-IL	9 1/2	10 1/2	10 3/8	10 7/8	10 1/2	11	10 3/4	11 1/4
SE-IL	9 3/4	10	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 3/4
SE-IL	6 7/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 14,50 % - 1984

Les intérêts courus du 17 août 1985 au 16 août 1986 seront payables à partir du 16 août 1986 à raison de 652,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon numéro 3 après retour à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 108,70 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 536,55 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 297 077 à 343 076 sortis au tirage au sort du 17 juillet 1986 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon numéro 4 au 16 août 1987 attaché.

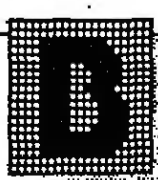
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 223 273 à 269 272 et 87 053 à 133 052 sont respectivement remboursables depuis le 16 août 1984 et le 16 août 1985.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

COMMUNIQUE



BANQUE NATIONALE DE PARIS

LA B.N.P. RENFORCE SON ACTION AUPRÈS DES PARTICULIERS

Elle innove : avec le lancement de ses nouveaux «Prêts automatiques» et «Prêts personnalisés» qui connaissent un indéniable succès.

C'est en effet plus de 70.000 clients qui ont bénéficié de ces facilités sur les 6 premiers mois de 1986 pour un montant de capitaux distribués de plus de 1.500 MF.

Elle développe : ses interventions, notamment dans le domaine de l'immobilier : sur la même période, plus de 7.000 MF de nouveaux prêts ont été mis en place.

BNP la banque est notre métier

... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19

... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19

... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19... Le Monde • Jeudi 7 août 1986 19

سكزامن لاسال

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Égypte : M. Bush a déçu l'attente des dirigeants du Caire. 3 Afrique du Sud : mesures de représailles commerciales contre la Zambie et le Zimbabwe. 4 Le new-look de la diplomatie soviétique.	5 Le projet de loi sur l'audiovisuel, revu et corrigé au Sénat, est encore modifié à l'Assemblée nationale. 6 Les travaux du Sénat. — Communication : M. de Villiers annonce un plan de rigueur pour Radio France.	7 Une procédure judiciaire est engagée contre M. Nucci. 8 Point de vue : « Éloge de la science pure », par Robert Eomes, Jacques Friedel et Denis Jérôme. 17 Échecs : Karpov perd la 4 ^e partie.	9 Cuisine et musées de France. 10 Exposition Matisse à Nice, et Jochen Gerz à Calais. 11 Mona Lisa, un film de Neil Jordan.	17 Un entretien avec M. Douffès, ministre des transports. 18 Cessez-le-feu à l'OPEP. — A propos du boycottage de la Libye. 18-19 Marchés financiers.	Radio-télévision 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Carnet 15 Annonces classées 15 Programmes expositions 10-11 Programmes spectacles 12-13

ESPAGNE : la visite de M. Pandraud

Paris et Madrid sont disposés à intensifier leur coopération antiterroriste

Madrid (AFP, Reuters). — Le ministre français délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud, a effectué mardi 5 août une visite à Madrid durant laquelle il s'est entretenu avec M. Jose Barriomereu, le ministre espagnol de l'Intérieur, puis avec le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, qui avait interrompu ses vacances pour la circonstance. Ces entretiens ont permis de préciser les modalités de la collaboration franco-espagnole en matière de lutte antiterroriste... et particulièrement contre l'ETA.

Le communiqué commun publié à l'issue des entretiens entre M. Pandraud et M. Barriomereu indique que les deux ministres ont « passé en revue les dispositions jusqu'à présent adoptées en matière de lutte antiterroriste, dans l'optique de leur continuité et, le cas échéant, de leur intensification ». Ils ont également convenu d'« accroître la collaboration pratique » pour contrôler la frontière en vue de lutter contre l'immigration clandestine. Enfin, les deux ministres ont décidé de renforcer la coopération franco-espagnole dans la lutte contre la drogue.

De source diplomatique, on indiquait que M. Pandraud devait examiner avec ses interlocuteurs une nouvelle liste des séparatistes basques espagnols réfugiés en France, et discuter de la destination finale du militant de l'ETA, Domingo Turbe Abasolo, expulsé de France vers le Gabon le mois dernier.

Interrogé mardi soir par la télévision espagnole, le chef du gouvernement, M. Gonzalez, a déclaré que la visite de M. Pandraud « ne fait que renforcer une décision raisonnable et très importante pour nous : ne pas permettre que le sud de la France soit un sanctuaire pour la préparation d'actes terroristes en Espagne ». M. Gonzalez a, en outre, rejeté toute idée d'une négociation

politique avec les indépendantistes basques : « Si quelqu'un est partisan d'une telle négociation, a-t-il déclaré, il faut qu'il dise ce qu'il est disposé à céder à l'ETA sous le chantage de la terreur ».

Il a dressé un bilan des personnes tuées par l'ETA depuis juin 1977, date des premières élections démocratiques en Espagne : « 163 gardes civils, 64 policiers nationaux, 18 membres du corps supérieur de police, 164 civils, 17 policiers municipaux ».

La visite de M. Pandraud à Madrid faisait suite à celle du chef de la diplomatie française, M. Jean-Bernard Raimond, le 30 juillet. Elle sera suivie à l'automne d'un sommet interministériel, puis des visites successives de M. Chirac et de M. Mitterrand. Tous ces contacts témoignent d'un incontestable réchauffement des relations franco-espagnoles, empoisonnées pendant longtemps par le problème basque, jusqu'à ce que la France commence, en 1984, à expulser des réfugiés basques, politique qui a été durcie depuis un mois par le gouvernement Chirac (cinq réfugiés soupçonnés d'appartenir à l'ETA ont été récemment expulsés).

Cette coopération dans la lutte contre l'ETA a suscité de nombreuses manifestations de protestation au Pays basque français et espagnol (voir ci-contre). Une trentaine de voitures immatriculées en France ont été incendiées côté espagnol depuis le 20 juillet.

Au cours d'une conférence de presse à Bayonne

Une cinquantaine d'élus du Pays basque français s'élèvent contre les expulsions de réfugiés

BAYONNE
de notre correspondant

Dénouement de la « livraison de frères basques à la police tortionnaire espagnole » pour certains, crainte de représailles pour d'autres et, pour tous, exigence du respect de la loi qu'ils considèrent bafouée par les expulsions administratives : telles sont les raisons qui ont conduit une cinquantaine d'élus locaux du Pays basque à réunir, le mardi 5 août, une conférence de presse pour manifester leur hostilité à la remise à la frontière de cinq réfugiés basques en l'espace de dix jours.

Des conseillers municipaux, une douzaine de maires, un conseiller général : si quelques-uns ne cachent pas leur sympathie pour les idées nationalistes, la plupart se réclament de la démocratie chrétienne. Plus surprenant dans cette assemblée, la présence de deux élus communistes de la banlieue de Bayonne.

Dans une motion adressée au ministre de l'Intérieur, les élus s'appliquent à démontrer l'argumentation avancée par l'administration française selon laquelle les expulsés

s'approprient à commettre des attentats. « Si ces informations, disent-ils, proviennent de la police espagnole, il y a lieu de se méfier : il y a deux ans, Paris avait extradé trois réfugiés basques, affirmant qu'il y avait des preuves convaincantes de leur participation à des crimes de sang. Deux d'entre eux ont été rapidement relâchés par la justice espagnole, faute de preuves ».

Mais c'est essentiellement le « dérapage administratif » que condamnent les élus : « S'il y a eu délit ou crime sur le sol français, la justice doit être saisie : il est dangereux que l'autorité politique se substitue à elle. Laver la police espagnole des présumés coupables de violation de la loi républicaine, c'est un abandon de souveraineté ».

Responsables de communes rurales vers lesquelles ont fui les réfugiés basques par crainte d'être expulsés, ils ont senti chez leurs nouveaux hôtes un sentiment de révolte. Pour le maire de Pagolle, petit village de Basse-Navarre, « depuis cinquante ans, c'est-à-dire depuis le début de la guerre civile espagnole, tous les Basques qui sont venus se réfugier chez nous ne sont jamais intervenus violemment dans la vie publique ». Aujourd'hui, ajoute-t-il, ils dénoncent même les attentats d'Iparretarak. Les assassinats du GAL bien que commis par des truands totalement étrangers au problème basque, ils les subissent comme une loi de la guerre. Et quand ils reprennent des individus suspects, ils les dénoncent à la police française. Aujourd'hui, Paris, en procédant à des extraditions déguisées, viole ses propres lois : pourquoi eux les respecteraient-ils ?

Rejetée dans la clandestinité, la communauté des réfugiés basques, estimée à huit cents personnes, risque aujourd'hui de basculer dans la violence. Dans leur motion, les élus du groupe du Rassemblement national ne votent pas la censure sur le projet de loi relatif à l'audiovisuel : « Nous ne voterons pas la censure parce que nous estimons que la libéralisation de l'audiovisuel va dans le sens de ce qui est souhaitable et également dans le sens du réalisme », a-t-il indiqué. M. Le Pen a toutefois mis en cause « l'abus de l'usage » par le gouvernement de l'article 49-3.

La Revanche des Championnats du Monde

Karpov-Kasparov

LE MATCH AU SONNET EN DIRECT DE LONDRES

commenté par Alain Faryad Maître National

Faites le 36-15 sur votre minitel, tapez OBS puis ECH.



Le gouvernement adopte une ordonnance sur les « facilités d'embauche »

Au conseil des ministres

M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a soumis au conseil des ministres, ce mercredi 6 août, la deuxième ordonnance prévue dans le cadre de la loi d'habilitation qui, après l'emploi des jeunes, concerne sous le titre « facilités d'embauche » le travail « différencié » (contrats à durée déterminée, travail temporaire, travail à temps partiel, etc.).

Telle qu'elle se présente, cette ordonnance ne diffère pas du projet, connu depuis une semaine (Le Monde du 31 juillet). Pour l'essentiel, elle prévoit la suppression de la référence aux cas de recours (cause pour le contrat à durée déterminée, neuf pour l'intérim) que la réglementation en vigueur imposait aux utilisateurs de ces contrats de travail particuliers.

L'autorisation administrative préalable, nécessaire dans deux cas, est supprimée. Le tout est remplacé par une définition générale et l'affirmation d'un principe : le contrat à durée déterminée ou la mission d'intérim ne peuvent avoir pour objet de pourvoir durablement à un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise.

A cette simplification s'ajoute une deuxième mesure qui figurait dans la plate-forme UDF-RPR : l'allongement de la durée maximale. Elle est portée à vingt-quatre mois, alors qu'elle était de douze mois pour le contrat à durée déterminée et de six mois pour l'intérim, sauf pour deux cas exceptionnels. Dans cette limite, un même poste de travail pourra bénéficier de deux renouvellements pour le contrat à durée déterminée, d'un seul renouvellement pour la mission d'intérim à condition, toutefois, que toute nouvelle période soit au moins égale à la durée initiale.

Pour le reste, l'ensemble des dispositions antérieures demeure applicable. « J'ai scrupuleusement veillé à ce que la simplification entreprise ne mette pas en cause les garanties essentielles des salariés », tient à souligner M. Philippe Seguin. Le ministre note au passage que « si nous soulevions l'air sauter les derniers obstacles à l'utilisation des contrats à durée déterminée, leur

développement ne date pas du 16 mars. Les contrats sont passés de près d'1 million en 1981 à 1,5 million en 1985 ».

Par ailleurs, la même ordonnance modifie le mode de calcul dans les effectifs d'une entreprise, des salariés travaillant à temps partiel. D'ormais ceux-ci y figureront au prorata des heures réellement effectuées et même au-delà de vingt heures travaillées par semaine, ils ne compteront plus pour un salarié.

Deux autres mesures apportent des innovations importantes. Les travailleurs saisonniers pourront disposer d'un contrat de travail intermittent, considéré comme un

contrat de travail à durée indéterminée, quand leur employeur aura recours à eux plusieurs fois dans l'année. Cependant, les modalités d'application de ce nouveau contrat, créé par l'ordonnance, devront faire l'objet d'une convention ou d'un accord collectif étendu signé entre les partenaires sociaux.

Enfin, il est prévu la possibilité d'une retraite à mi-temps, en cas de licenciements, qui ne serait plus liée, comme par le passé, à l'obligation de maintien des effectifs dans l'entreprise. Le salarié percevrait un revenu pour son travail à mi-temps, complété d'une indemnisation du Fonds national de l'emploi, pour sa préretraite.

Au nom des engagements pris

Pour partie, l'ordonnance sur le travail différencié correspond aux engagements pris pendant la campagne électorale. Mais, en l'état, elle s'apparente davantage à un effet d'annonce destiné à démontrer que le dégellement est en marche. « C'est du bricolage », estime d'ailleurs M. Marchelli, président de la CGC. On voit « déstructurer et déstabiliser les emplois existants », affirme le CGT.

Alors que les mesures en faveur de la flexibilité se succèdent — et, pour commencer, la suppression administrative de l'autorisation de licenciement — on peut s'interroger sur les effets d'une telle addition, qui peut ébranler le fonctionnement délicat du marché du travail. Et cela, même si l'allongement à un maximum de vingt-quatre mois des contrats à durée déterminée risque d'avoir peu d'incidences. Actuellement, la durée moyenne des missions d'intérim est de 19 semaines, et celle des contrats à durée déterminée est de 12,7 semaines. Les employeurs estiment à 92 %, selon une enquête du ministère, n'avoir jamais rencontré de difficultés avec la réglementation en vigueur.

Le développement de la précarité de l'emploi sera très certainement le résultat le plus évident de cette ordonnance, comme des différents

projets en cours, au moment où ce phénomène atteint déjà des proportions inquiétantes. En 1985, 1,6 million de personnes se sont inscrites à l'ANPE à la fin d'un contrat à durée déterminée ou d'intérim, sur les 4 millions de nouveaux demandeurs d'emploi enregistrés. De plus, cette évolution peut paraître contradictoire avec la volonté affichée par le patronat de voir se développer la culture d'entreprise ou l'adhésion à son projet.

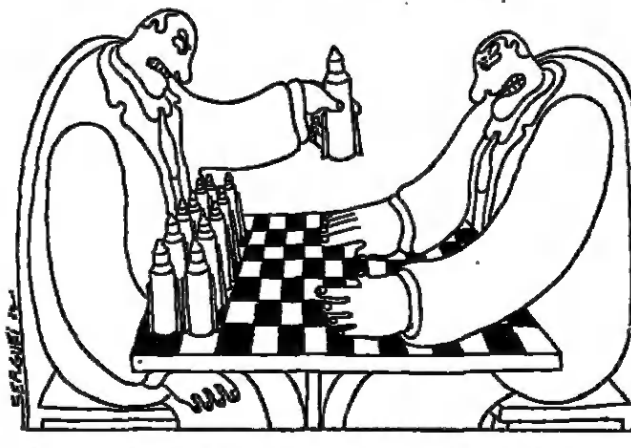
Les deux mesures nouvelles — le contrat de travailleur intermittent et la préretraite à mi-temps — lèvent des blocages réels. Toutefois, il est encore trop tôt pour en prévoir les conséquences. Dans un cas il faudra des négociations entre partenaires sociaux, et dans l'autre il faudra que le projet soit précisé.

Le succès d'une préretraite à mi-temps dépendra des garanties qui seront offertes aux bénéficiaires. Pendant combien de temps pourront-ils être ainsi pris en charge ? Que se passera-t-il si, entre-temps, l'entreprise cesse son activité ? Comment et sur quelle base sera calculé leur retraite ? Autant de questions qui, par le passé, avaient retardé la mise en œuvre d'un tel projet.

A.L.

Au trente-neuvième Salon international du dessin d'humour de Bordighera

La palme d'or à Sergueï



La palme d'or du Salon international du dessin d'humour de Bordighera (Italie) a été attribuée à notre collaborateur Sergueï Goltzoukas. A trente ans, Sergueï, qui signe ses dessins de son seul prénom, devient le plus jeune lauréat de ce salon qui est le plus ancien du genre (il se tenait pour la trente-neuvième année consécutive dans cette station de la Riviera italienne) et compte parmi ses lauréats des noms prestigieux du graphisme et du dessin d'humour, dont le premier fut Paynet.

Le jury était composé de Giorgio Cavallio, Hasan Fazlic, Jurg Furrer, Luigi Montobbio, Hans Moser, Franco et Agostino Origone, Jiris Silva, Setau Tokiya, Lucio Trojano, Nihar Tublek et Cesare Perfetto, organisateur de la manifestation.

Le deuxième prix est allé à l'illustratrice italienne Silvana Migliorati et le troisième au Japonais Mitsuru Shirai. Le prix du dessin à thème imposé (cette année : l'indonésien) a été attribué au caricaturiste moscovite Sergueï Tunin.

Sergueï Goltzoukas, d'origine lithuanienne et russe et de nationalité argentine, vit en France depuis sept ans. Il a collaboré à plusieurs magazines français, dont l'Express, et est depuis cinq ans l'un des illustrateurs réguliers du Monde.

Dans un communiqué à Beyrouth

L'ASALA remercie le gouvernement Chirac d'avoir fait libérer trois de ses militants

Beyrouth (AFP). — Les trois Arméniens de l'ASALA, auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris en septembre 1981, sont arrivés mardi 5 août à l'aéroport de Beyrouth, dans le secteur à majorité musulmane de la capitale. Les trois hommes, Vazgen Sislian, Agop Djulafyan et Gevorg Guzelian, ont débarqué en hommes libres, comme les autres passagers du vol régulier de la compagnie libanaise MEA venant de Paris.

Condamnés le 31 janvier 1984, en France, à sept ans de réclusion criminelle pour port d'armes et détention de munitions ainsi que pour séquestration et tentative de meurtre, les trois hommes avaient été libérés le 21 juillet 1986. Un officier des services de renseignements syriens a précisé aux journalistes que les trois Arméniens étaient libres d'aller où ils voulaient, précisant qu'ils allaient être soumis uniquement aux formalités douanières d'usage.

Dans un communiqué téléphonique à l'AFP à Beyrouth, quelques minutes après leur arrivée, l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) a remercié le gouvernement de M. Jacques Chirac. « Il comprend notre lutte et la cause du peuple arménien, pour avoir fait libérer nos trois camarades, avant qu'ils n'aient purgé la peine injuste qui leur avait été infligée par le gouvernement impérialiste-socialiste du président Mitterrand », a déclaré l'ASALA.

« Nous espérons que le geste de M. Chirac est un prélude à la libération des autres militants, en particulier le héros Varoujan Garabedian et Soner Nayeri » (emprisonnés pour leur participation à l'attentat d'Orly en 1983), ajoute-t-elle.

● BERLIN-QUEST : le fuyard imposteur. — Selon la télévision ouest-allemande, Heinz Braun, l'auteur de la fute rocambolesque vers Berlin-Ouest, aurait avoué son imposture auprès des autorités alliées chargées de la partie occidentale de la ville. Le film de l'évasion, vendu 28 000 DM (environ 84 000 francs) à une chaîne de télévision britannique et qui le montrait, à bord d'une voiture maquillée en véhicule soviétique et revêtu d'un uniforme de l'armée rouge, aurait été entièrement réalisé à l'Ouest.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 août

En hausse : + 0,27 %

La Bourse était de nouveau ferme le 6 août, l'indicateur instantané gagnant 0,27 % à l'issue de la séance du matin. Parmi les plus fortes hausses, on notait Havas (+ 2,94 %), Elf (+ 1,35 %), La Redoute (+ 1,25 %), Moteurs Leroy-Somer (+ 1,05 %). Au repli figuraient Synthelabo (- 1,62 %), Le Club (- 0,85 %), UCB (- 0,42 %), Chargeurs (- 0,35 %) et Peugeot (- 0,30 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Aziar	455	455	455
Agache H&M	1700	1720	1735
Al'Alpide H&M	754	763	752
Alcatel	264	263	264
Banque Paribas	1220	1220	1219
Banque	1970	1970	1960
Bois	1315	1315	1315
B.S.M.	4037	4037	4030
Carrefour	3340	3330	3310
Chargeurs S.A.	1400	1400	1389
Club Méditerranée	585	580	580
Danone	1465	1465	1465
Elf (Edf)	1180	1185	1180
Elf-Aquitaine	236	235	300
Elf	2790	2793	2788
Elf-Lorraine	1365	1365	1355
Elf-Midi	3500	3500	3510
Elf-Nord	1700	1700	1695
Elf-Normandie	2180	2200	2200
Elf-Picardie	1200	1200	1205
Elf-Rhône	3750	3750	3750
Elf-Sud	1030	1030	1025
Elf-Toulon	894	891	892
Elf-Val	726	732	725
Source Paribas	770	770	770
Télécoms	3210	3209	3205
Thomson-CSF	1520	1518	1515
Total-C.F.P.	388	385	381
T.R.T.	3080	3030	3030
Valéo	507	480	472

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356